Alice Poznanska Parizeau (1927-1990)

Criminologue, Université de Montréal

(1972)

“Les traditions, les institutions et les hommes”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Alice Poznanska Parizeau (1927-1990)

“Les traditions, les institutions et les hommes”

Un article publié dans le livre de Denis Szabo, Denis Gagné et Alice Parizeau, **L'adolescent et la société**, 3^e partie, pp. 135-303. Bruxelles : Charles Dessaert, Éditeur, 1972, 332 pp. Collection : Psychologie et sciences humaines.

M Jacques Parizeau, économiste et ancien premier ministre du Québec, époux de l'auteure, nous a accordé le 19 septembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement toutes les œuvres (en criminologie et en littérature) de sa défunte épouse.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 26 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Alice Poznanska Parizeau (1927-1990)

“Les traditions, les institutions et les hommes”

Un article publié dans le livre de Denis Szabo, Denis Gagné et Alice Parizeau, **L'adolescent et la société**, 3^e partie, pp. 135-303. Bruxelles : Charles Dessart, Éditeur, 1972, 332 pp. Collection : Psychologie et sciences humaines.

Table des matières

Introduction

Liste des tableaux

I. Les concepts de la déviance dans certaines sociétés contemporaines

1. Les implications concrètes du concept classique de la délinquance juvénile
2. Les modes d'évaluation des divers schémas empiriques de traitement
3. Les modes de mesurer les résultats obtenus
 - a) *L'enfance malheureuse ou en danger*
 - b) *L'enfance délinquante ou déviante*
4. Le choix des exemples empiriques et l'analyse des variables
 - a) *L'influence des traditions culturelles et socio-économiques*

II. La protection de l'enfance et la prévention de la conduite déviante

1. Les modes d'encadrement et d'aide préventive
 - a) *Le système socio-éducatif français*
 - b) *Le système communautaire britannique*
 - c) *Le système social intégré de la Suède*
 - d) *Le système fédératif et la philosophie individualiste*
 - e) *L'analyse comparative des divers systèmes de contrôles*
2. Le dépistage et la surveillance préventive en milieu familial
 - A. *La surveillance sociale et l'aide dispensée aux familles considérées comme particulièrement exposées*
 - B. *L'aide sociale à l'enfance malheureuse*
3. La prise en charge et le traitement préventif, en dehors du milieu familial
4. L'analyse comparative des divers systèmes de surveillance en milieu familial et de prise en charge

III. Le concept classique de la délinquance et les difficultés de son application : étude empirique

1. Le dépistage et la prévention policière
2. L'action du tribunal pour enfants
 - a) *L'étude des cas*
 - b) *Les quatre cas de mineurs condamnés pour possession de stupéfiants*
 - c) *Les seize cas des mineurs où on a constaté l'usage des stupéfiants*
3. Le dépistage et le traitement social
 - a) *Le fonctionnement du Centre « Rendez-vous 6801 »*
 - b) *Le personnel du Centre*
 - c) *Les coûts du Centre*
 - d) *Les usagers du Centre « Rendez-vous 6801 »*
 - e) *Les perspectives d'avenir*
4. La clinique de traitement
5. L'organisation des ateliers et le problème de motivation long terme
6. Le placement
7. L'analyse comparative du traitement formel et informel des usagers de stupéfiants

IV. Les tribunaux pour mineurs et l'évolution du concept classique de la délinquance

1. Les tribunaux pour mineurs et « l'universalisme » du concept de la délinquance
2. Les tribunaux pour mineurs et l'évolution du concept de la délinquance dans les divers contextes nationaux
 - A. *Les structures adoptées en Belgique et en France*
 - B. *Les structures adoptées au Canada*
 - C. *Les structures adoptées en Grande-Bretagne*
 - D. *Les structures adoptées en Suède*
3. Les perspectives d'avenir

V. Le traitement institutionnel et les mesures éducatives

1. Le traitement préliminaire à la décision judiciaire ou administrative
2. La surveillance et le placement en milieu libre
 - a) La surveillance
 - b) La famille de substitution
 - c) Le placement institutionnel
3. Le cadre institutionnel et les perspectives d'avenir

VI. La stigmatisation et la réintégration sociale

1. La stigmatisation
2. La surveillance et l'aide sociale, ou la post-cure

VII. Perspectives d'avenir

Liste des tableaux

- [Tableau 1.](#) *Schéma théorique de traitement des mineurs*
- [Tableau 2.](#) *Schéma empirique du traitement des mineurs*
- [Tableau 3.](#) *Schéma de distorsion statistique correspondant aux divers modèles de traitement*
- [Tableau 4.](#) *Modèles théoriques et exemples empiriques*
- [Tableau 5.](#) *Le schéma d'évaluation des résultats obtenus dans le cadre de divers systèmes*
- [Tableau 6.](#) *Schéma comparatif de réaction socio-judiciaire*
- [Tableau 7.](#) *Caractéristiques communes des structures des systèmes suédois et britannique*
- [Tableau 8.](#) *L'évaluation des taxes payées par les habitants de Pointe Claire et des municipalités attenantes*
- [Tableau 9.](#) *La répartition des causes présentées à la Cour du Bien-Être-Social de Pointe Claire (juin-décembre 1970)*
- [Tableau 10.](#) *La répartition des cas jugés en vertu des lois autres que celles relatives à la possession et au trafic de la drogue, où l'incidence de l'usage a été décelée*
- [Tableau 11.](#) *Modèle d'évolution de l'action des tribunaux pour mineurs*
- [Tableau 12.](#) *Caractéristiques communes des tribunaux pour enfants*
- [Tableau 13.](#) *Tableau comparatif de traitement institutionnel et éducatif des mineurs et des jeunes adultes, suivant les groupes d'âge*
- [Tableau 14.](#) *Le modèle idéal de traitement institutionnel préventif et de rééducation*
- [Tableau 15.](#) *Schéma idéal de traitement institutionnel des mineurs*
- [Tableau 16.](#) *Traitement social, judiciaire et institutionnel des jeunes adultes*

“La tradition, les institutions et les hommes

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Traditionnellement, la délinquance juvénile était considérée comme un phénomène relié à la sous-culture des milieux désavantages, tandis que le concept même de la déviance était réservé aux milieux privilégiés. La principale, sinon l'unique, différence entre les deux termes résidait dans le principe non écrit selon lequel la délinquance était connue de la société, tandis que la déviance était traitée à l'intérieur de la cellule familiale.

En effet, tant à l'époque de la monarchie du droit divin qu'à celle qui a été marquée par la prise du pouvoir par la bourgeoisie, ou encore par l'accroissement de l'importance politique et sociale des classes moyennes, la délinquance des enfants des familles à l'aise a été systématiquement camouflée. On enfermait le « mouton noir » dans un internat privé, spécialisé dans l'éducation des « têtes fortes » ; on lui faisait subir ensuite un entraînement dans l'armée et quand tout cela s'avérait insuffisant, on l'expédiait finalement dans les colonies. La cellule familiale, dans une réaction d'auto-défense de sa réputation et de son prestige social, assumait jusqu'au bout les inconvénients des

comportements déviants des mineurs, dont fréquemment elle était d'ailleurs sans le reconnaître, la principale responsable. Ce qui en résultait, c'est que, contrairement à l'enfance désavantagée, les mineurs issus des classes privilégiées et la société ne se retrouvaient jamais face à face.

Avec l'accroissement de l'impôt sur le revenu, avec la généralisation de l'obligation scolaire et de la gratuité de l'ensemble du système de l'éducation, avec l'avènement de l'anti-militarisme et la disparition des empires coloniaux, les familles avantagées ont perdu en quelque sorte la faculté de contenir dans un cadre fermé les conduites désordonnées et criminelles de leurs enfants.

Désormais, comme l'indique Denis GAGNÉ dans la première partie de cet ouvrage, ce phénomène influence et remet en question toute la conception du milieu familial viable et propice à l'éducation d'un enfant, par opposition à celui qui ne l'est pas. Conception qui devient de plus en plus difficile à cerner sur le plan scientifique, puisque l'équation « famille privilégiée-famille viable » s'est avérée aussi fausse que celle « famille désavantagée - famille criminogène ». Même au niveau des pourcentages réels basés sur l'analyse des statistiques de la délinquance connue, il n'est plus possible de tracer des lignes de démarcation suivant les classes sociales, mais uniquement suivant les genres de délits.

L'abus des stupéfiants, la promiscuité sexuelle, le vol à l'étalage considéré comme un sport, voici les champs de prédilection des jeunes bourgeois et assimilés ; puis au niveau des vols de voiture et des vols avec effraction, ils cèdent le pas aux autres, aux enfants besogneux, maltraités, affamés ou, tout simplement, exaspérés' par la publicité tapageuse des sociétés de consommation et par l'absence d'un idéal social pour lequel ils seraient capables d'envisager des sacrifices.

La fluidité des classes sociales est telle cependant que les frontières sociales bougent et se déplacent sans cesse et que, parallèlement, les

comportements délinquants des mineurs se démocratisent, Déjà, en Amérique du Nord, certains délits, dont l'usage des stupéfiants, ne sont plus l'apanage des classes privilégiées, tandis que les groupes ou bandes de jeunes, qui commettent des vols avec effraction, comprennent des fils de professionnels assumant fréquemment d'ailleurs le rôle de leaders.

La sous-culture des enfants et adolescents rejette a priori les personnalités équilibrées, mais la séparation des classes sociales n'est pas basée là sur les origines familiales. Les distinctions s'établissent plutôt à l'intérieur du groupe, en fonction des variables liées à des valeurs telles que certaines formes de courage, par exemple, ou encore certaines manifestations de passivité et du besoin d'évasion à travers des paradis artificiels.

Cependant, dans tous les cas, les comportements des mineurs définis comme délinquants par les codes criminels ont des causes profondes dont on peut chercher l'origine dans les lacunes ou les insuffisances de traitement et de formation reçus dans la petite enfance. La question fondamentale qui se pose dès lors demeure celle de la responsabilité.

En droit, la responsabilité des enfants est atténuée par l'excuse de la minorité légale ; en fait, on peut considérer que la responsabilité de la cellule familiale et du cadre scolaire prime celle du mineur et qu'il serait plus équitable d'élargir le cadre du concept de la déviance, soit d'irresponsabilité totale du mineur. Autant il est évident, en effet, qu'une telle approche ne peut prévaloir en droit à l'égard des jeunes ayant dépassé la limite de la puberté, autant les travaux des psychologues et des psychiatres semblent démontrer que l'évolution de la croissance chez les mineurs n'est encadrée sur le plan familial et scolaire ne s'accompagne pas totalement, dans certains cas, de comportements anti-sociaux.

Dès lors, les réformes légales peuvent fort bien être considérées comme une sorte d'humanisation de ce face à face direct du mineur et de la société qui est propre à l'évolution des sociétés post-industrielles.

En d'autres termes, il s'agit de consacrer un état de fait. En raison de l'éclatement de la protection familiale traditionnelle, la société se doit de protéger les enfants et les adolescents et cette protection s'étend, contrairement à ce qui existe actuellement, à ceux qui sont maltraités ou négligés, comme à ceux dont les comportements délinquants ont été relevés et jugés. Déjà, au niveau de traitement, les élèves des écoles de protection se recrutent parmi les mineurs que la société prend en charge parce qu'ils ne peuvent rester dans leur famille et ceux jugés délinquants par les Cours ; le principe de protection élargi à l'ensemble des jeunes de moins de quinze ans ne ferait donc, dans une certaine mesure, que consacrer un état des choses qui existent.

En effet, reconnaître qu'un enfant de moins de quinze ans ne peut être que déviant mais jamais délinquant, c'est accepter pleinement la responsabilité de la société dans ce nouveau face à face avec les générations montantes qui s'établit en raison d'impuissance de la cellule familiale de traiter la déviance des jeunes en vase clos.

Dans les pages qui suivent, nous allons essayer d'analyser les structures de cinq systèmes et de dégager, grâce à l'approche comparative, les tendances observables. Cette étude ne vise pas toutefois à formuler des critiques et à faire des choix. L'évolution de chaque système est trop marquée par les traditions pour qu'on puisse transposer des idées et des expériences sans tenir compte de la nécessité d'une évolution plus ou moins lente et difficile, mais toujours strictement limitée au cadre d'une société donnée.

Nous n'avons pas la prétention non plus de donner une image exhaustive des moyens de traitement de la déviance dans le monde, mais uniquement de décrire certaines caractéristiques nationales qui nous

paraissent fondamentales dans l'optique d'une philosophie plus universelle et forcément théorique.

En ce qui a trait au choix des exemples, soit celui de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Suède et du Canada, il nous a été dicté par le souci de traiter surtout des politiques de prévention, car c'est à travers elles que s'affrontent les philosophies ayant trait au partage des responsabilités entre la cellule familiale et l'ensemble de la société en tant que telle.

Par ailleurs, contrairement à la plupart des études concernant la délinquance juvénile, nous allons essayer de nous demander non pas pourquoi la maladie sociale de la déviance des jeunes existe ni quelle est son importance, mais plutôt dans quelle mesure la réaction sociale est responsable des drames que vivent chaque jour des milliers d'enfants dont la plus grande « faute » consiste à être issus de familles qui n'ont pas pu, voulu ou su remplir leur tâche.

“La tradition, les institutions et les hommes

LES CONCEPTS DE LA DÉVIANCE DANS CERTAINES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES

[Retour à la table des matières](#)

C'est en 1899 que la société américaine, émue du drame des jeunes incarcérés dans les prisons communes de Chicago, a décidé de créer dans cette ville le premier tribunal pour enfants. Le concept même de la délinquance n'a pas changé pour autant. Il s'agissait de distinguer une catégorie à part, soit celle des mineurs, et la traiter avec une sévérité moindre tout en veillant à ce qu'ils purgent des peines privatives de liberté dans des lieux autres que ceux destinés aux adultes.

I. Les implications concrètes du concept classique de la délinquance juvénile

Ce fut là le point de départ d'une tradition qui est à l'origine de la conception classique de la délinquance juvénile.

Le modèle de l'application de cette conception comprend des législations qui tiennent compte de l'excuse atténuante de la minorité, prévoient l'existence de tribunaux distincts pour mineurs et réglementent les moyens éducatifs définis dans les programmes des écoles de réforme ou apparentées.

Toutefois, l'évolution des cinquante dernières années se caractérise par le fait que le secteur, beaucoup plus social que judiciaire de la protection de l'enfance en danger, s'est développé et qu'il a été démontré que la détérioration de la personnalité n'est pas forcément liée au passage à l'acte, mais demeure la conséquence d'une éducation préjudiciable ou des lacunes de la formation première reçue au foyer familial. Au-delà de la responsabilité du mineur se situe, par conséquent, la responsabilité réelle de la société et le problème qui se pose n'est plus seulement celui de la réhabilitation des délinquants, mais aussi, sinon surtout, celui de la prévention de la déviance.

Dès lors, au-delà du modèle classique apparaît le modèle basé sur le concept de la déviance, de la personnalité du mineur, préalable à la commission de l'acte délictueux.

Par opposition aux criminels adultes, le mineur n'est plus considéré comme délinquant, mais comme déviant. Il ne commet pas l'acte criminel en fonction d'un besoin, d'une crise de violence ou d'une absence passagère de contrôle de ses impulsions, mais à la suite de l'évolution générale de sa personnalité devenue déviante en raison d'un mauvais encadrement culturel, éducationnel et social. La fragilité de la personnalité de l'enfant justifie non seulement l'excuse atténuante de la minorité, mais le concept d'irresponsabilité totale qui ne s'applique aux adultes que dans l'éventualité d'une maladie mentale grave.

Ces deux modèles extrêmes comportent un certain nombre de caractéristiques qu'il est indispensable de préciser à travers l'analyse des schémas de traitement.

Le premier schéma, conforme à la conception classique de la délinquance juvénile, n'est appliqué qu'à l'égard des mineurs qui ont passé à l'acte et ne se préoccupe pas des structures de prévention et d'assistance sociale. Le deuxième, par contre, met l'accent sur tous les modes de contrôle et d'aide aux familles qui impliquent l'organisation des services de loisirs destinés à l'ensemble de la population, ainsi que

des services spécialisés, scolaires et para-scolaires, capables de prendre en charge les enfants perturbés, déséquilibrés ou, tout simplement, inadaptés et incapables de faire preuve du conformisme qu'on exige d'eux dans tout cadre social.

Le premier schéma est généralement édifié sur des structures strictes et relativement formelles ; le deuxième, par contre, favorise l'apparition de solutions nouvelles où les comités de protection remplacent les tribunaux pour enfants et où le principe même de responsabilité n'est maintenu que pour des mineurs ayant dépassé l'âge de la puberté, pour des cas isolés de récidivistes et pour les auteurs de délits graves.

Dans le contexte du premier schéma, l'autorité parentale demeure entière ; dans celui du deuxième, cette autorité est remise en cause et remplacée en partie par la notion de la responsabilité qui s'étend progressivement au-delà de la cellule familiale à l'ensemble de la société.

Sur le plan empirique cependant, il convient de rappeler que des schémas aussi extrêmes ne peuvent exister, en raison notamment des traditions juridiques et sociales dont les exigences freinent l'évolution. En fait, il y a donc plusieurs variantes qui séparent le modèle classique de celui qui s'élabore lentement dans plusieurs contextes nationaux à la fois, sans qu'on le définisse pour autant de façon claire et précise.

Ce qui est fondamental à notre avis, c'est que le principe de protection de l'enfance et de la jeunesse, qui s'élargit, devient un puissant agent d'organisation de la prévention en tant que telle, non seulement au niveau des milieux désavantagés, mais de l'ensemble de la population.

En deuxième lieu, le contact qui s'établit à la faveur de cette forme de prévention entre les mineurs et la société, à travers tous les services concernés, favorise une meilleure compréhension de la déviance et sert d'impulsion dans l'évolution visant à élaborer un schéma différent

de traitement à l'égard de l'ensemble de la jeunesse dite non conforme.

C'est donc à ce premier niveau que se précise déjà la tendance générale dont on retrouve ensuite toutes les conséquences dans les secteurs, judiciaire et social, qui prennent en charge les délinquants, soit tous ceux pour lesquels le passage à l'acte a été prouvé et jugé.

En fonction de ce qui précède, il est possible donc d'élaborer le schéma suivant :

Tableau no 1
Schéma théorique de traitement des mineurs

[Retour à la table des matières](#)

	A	B	C
	Prévention au niveau de l'ensemble de la population, structurée et planifiée.	Législations et traitement judiciaire.	Traitement institutionnel.
I. Modèle classique.	Inexistante.	Lois à caractère pénal et formalisme judiciaire.	Placements formels dans les écoles de réforme ou apparentées.
II. Modèle basé sur le concept de la déviance, de la personnalité.	Très développée.	Lois à caractère social et procédures administratives ou parajudiciaires.	Diversification des modes de placement et de surveillance en milieu libre.

Entre le modèle classique et le modèle le plus évolué se situent diverses variantes qu'on peut classer dans deux catégories, soit Ib, Ic et II(i), ou le modèle le plus évolué, mais non perfectionné. Leurs caractéristiques sont telles qu'indiquées au tableau suivant.

Tableau no 2
Schéma empirique du traitement des mineurs

[Retour à la table des matières](#)

	A	B	C
I. Modèle classique.	Inexistante.	Lois à caractère pénal et formalisme judiciaire.	Placements formels dans des écoles de réforme ou apparentées.
Ib. Modèle amélioré.	Fréquentation scolaire obligatoire (primaire et secondaire) et contrôles médicaux et socio-scolaires.	Application de la loi de protection et des législations pénales laissée à la discrétion des juges.	Expériences pilotes.
Ic. Modèle amélioré.	Prévention reliée à la fréquentation scolaire obligatoire (primaire et secondaire). Organisation des loisirs extra-scolaires planifiée et systématique.	Application de la loi de protection et des législations pénales, confiée aux services sociaux, parajudiciaires, qui ne disposent pas, toutefois, de tous les pouvoirs coercitifs des magistrats.	Introduction graduelle des modes de placement diversifiés, destinés à tous les groupes d'âge jusqu'à 18 ans.
II(i)	Idem.	Tribunaux administratifs sociaux disposant de tous les pouvoirs coercitifs des magistrats.	Modes de placement et de surveillance en milieu libre très diversifiés, destinés à tous les groupes d'âge jusqu'à 21 ans.

En ce qui a trait à la justification de ce schéma empirique, elle est basée sur des exemples concrets étudiés dans une dimension comparative, dont on trouvera la description dans les pages qui suivent. En effet, on ne peut dégager les tendances générales qu'à l'aide d'une démarche descriptive des divers systèmes, tout en établissant cependant des liens entre eux, aussi précis que faire se peut.

2. Les modes d'évaluation des divers schémas empiriques de traitement

[Retour à la table des matières](#)

La principale lacune des recherches faites jusqu'à présent dans le secteur de la délinquance juvénile repose sur trois données de base.

En premier lieu, on s'efforce d'analyser et de définir le phénomène de la délinquance sur une base légale, ou socio-psychologique, mais en tenant compte toujours du passage à l'acte.

En deuxième lieu, on définit les délits et les motivations, tout en étudiant les sujets qui ont déjà franchi le passage à l'acte, ce qui ne permet pas d'évaluer les étapes de la détérioration de leur personnalité suivant les divers modes d'encadrement familial et les groupes d'âge.

En troisième lieu, on étudie le phénomène de la délinquance dans les cadres nationaux, par opposition au contexte plus large, soit international, qui seul autorise des conclusions globales concernant notamment les effets de l'évolution et d'amélioration des systèmes de traitement.

Or, si on admet a priori que la délinquance juvénile est un phénomène social tout à fait distinct de la criminalité adulte, relié aux troubles de la croissance, accentué par l'insuffisance des structures d'enca-

drement familial, scolaire et social, toute la conception change, la limite entre l'enfance malheureuse et l'enfance délinquante, ou déviante, devient parfaitement artificielle et on ne peut plus se baser sur le passage à l'acte pour analyser le phénomène de la déviance.

Par ailleurs, les lacunes des définitions actuellement en vigueur se reflètent au niveau des statistiques de la délinquance et sont largement responsables de leurs distorsions.

Ce qui distingue l'enfance malheureuse de l'enfance délinquante, c'est le passage à l'acte recensé par les autorités judiciaires. L'impossibilité d'interpréter correctement les statistiques complique singulièrement l'analyse du phénomène puisque les différences d'attitude sociale à l'égard de la délinquance influent sur les modes de dépistage de l'enfance malheureuse, comme sur celui du dépistage et de la compilation statistique des actes déviants proprement dits.

Dans les contextes plus enclins à reconnaître le concept de la déviance, par opposition à celui de la délinquance, le pourcentage des mineurs protégés sera plus élevé, tandis que dans les sociétés les plus attachées aux concepts traditionnels, ce sont les actes délictueux qui seront recensés et qui atteindront un pourcentage relativement élevé.

La réaction du système au niveau de traitement, ou plus exactement du degré de son formalisme, sera inverse ; mais, sur le plan statistique, la distorsion va demeurer assez paradoxale. Les taux de la délinquance seront systématiquement plus élevés dans les contextes nationaux où le système de traitement obtient les résultats les plus satisfaisants, en ce qui a trait au dépistage et à la réintégration des mineurs à l'intérieur du cadre social établi, ce qui ne signifie nullement qu'à l'origine, le phénomène de déviance concerne un plus fort pourcentage de sujets âgés de moins de 18 ans, comparativement à la population totale des mêmes groupes d'âge.

C'est là un des aspects de la distorsion de l'image statistique, tandis que l'autre se situe à l'opposé, en ce qui a trait notamment aux méthodes utilisées dans le cadre du traitement.

C'est ainsi que dans les contextes nationaux où la prévention sociale est plus développée, on va recenser un nombre plus élevé de cas de l'enfance malheureuse, mais un nombre plus faible de cas de passage à l'acte et plus de placements en dehors du milieu familial, en liberté surveillée ; tandis que dans les contextes nationaux où la prévention sociale est plus limitée, le pourcentage de placements en dehors du milieu familial sera relativement plus faible, comparativement à ceux concernant des condamnations formelles à un séjour prolongé dans une école de protection.

Tableau no 3
*Schéma de distorsion statistique correspondant
aux divers modèles de traitement*

[Retour à la table des matières](#)

	Pourcentage des mineurs protégés.	Pourcentage des mineurs délinquants.	Degré de gravité des actes recensés.
I.	Très faible.	Très faible.	Très variable.
Ib.	Faible.	Faible.	Variable.
Ic.	Relativement élevé.	Variable suivant les groupes d'âge.	Élevé.
II(1)	Élevé.	Comparativement élevé pour les mineurs âgés de plus de 15 ans (soit au-delà de la limite de puberté).	Très élevé.

D'une manière générale, la distorsion statistique varie suivant les quatre modèles de traitement et les pourcentages recensés ne reflètent pas la délinquance réelle ou le degré de dangerosité des mineurs, mais plutôt les tendances et les orientations des systèmes de traitement.

Les exemples empiriques qui ont servi de base pour l'élaboration de ce schéma présentent fatalement des caractéristiques qui ne sont pas conformes de façon idéale aux modèles théoriques et qui peuvent être classées, par conséquent, dans l'ordre suivant :

TABLEAU no 4
Modèles théoriques et exemples empiriques

[Retour à la table des matières](#)

Stade intermédiaire entre I et Ib	Canada.
Stade intermédiaire entre Ib et Ic	France, Belgique.
Stade intermédiaire entre Ic et II(i)	Grande-Bretagne.
Modèle II(i)	Suède.
Modèle II	Perspectives d'avenir.

Si on prend comme donnée de base cette division théorique, les disparités statistiques se justifient pleinement. C'est ainsi que le taux d'enfants protégés et de mineurs délinquants est le plus faible au Canada ; mais, ce phénomène ne pourra plus être justifié, comme cela se fait jusqu'à présent, par des considérations d'ordre économique par exemple, soit en soulignant les disparités des revenus annuels bruts par habitant qui existent entre l'Amérique du Nord ¹ et l'Europe.

¹ Il convient de souligner que nous excluons à dessein l'exemple des États-Unis, puisque dans le contexte américain, l'incidence des problèmes et des conflits raciaux fausse l'ensemble des données et exclut les possibilités de comparaisons.

À l'échelle européenne, des différences notables de ces deux taux sont également décelables à partir de comparaisons entre la Grande-Bretagne et la Suède, bien que les modes de distinction établis entre les actes délictueux et déviants, suivant leur genre, soient sensiblement similaires.

En d'autres termes, le fait que le pourcentage recensé de mineurs protégés et délinquants est, toute proportion gardée, plus élevé en Suède qu'au Canada, ne reflète pas le niveau réel de la délinquance, mais illustre les différences d'attitude de la société à l'égard de l'enfance malheureuse, déviante et délinquante.

Les prises de position qui consistent à prétendre, à partir de l'exemple suédois, qu'une société dite permissive favorise l'accroissement de la délinquance, sont, par conséquent, totalement erronées, ce qui nous amène à la deuxième dimension de l'action sociale à l'égard de la déviance, qui est celle des mesures des résultats obtenus.

3. Les modes de mesurer les résultats obtenus

a) L'enfance malheureuse ou en danger

[Retour à la table des matières](#)

Le phénomène de l'enfance malheureuse ne saurait être mesurable en termes de désespoir humain des êtres jeunes, maltraités et sous-développés, parce qu'un tel concept n'est pas évaluable. Pour le mesurer, on doit s'appuyer sur un schéma comparatif concret, commun à tous les contextes nationaux, qui est celui de l'éducation.

Le phénomène de l'enfance malheureuse, ou en danger de détérioration de la personnalité, peut être évalué en tant que *perte de potentiel de formation*. La perte du potentiel de formation semble, en effet,

déterminante puisque l'unique caractéristique commune, absolument formelle et indéniable, qui existe au niveau de tous les délinquants, sans distinction du genre de délit ou de contexte national, demeure celle de retards scolaires.

L'évaluation des résultats obtenus, dans le cadre de divers systèmes de traitement préventif, sera donc faite sur la base de comparaison entre les pourcentages d'élèves qui suivent le schéma de formation générale établie pour l'ensemble de la population scolaire, et ceux qui accusent des retards graves ou qui quittent le système scolaire dans l'année qui précède ou qui suit immédiatement l'âge terminal de la scolarité obligatoire.

Dans ce contexte, la gravité des retards constituera un indice de réussite ou d'échec du système scolaire, mais aussi de tout le système de la protection sociale préventive.

b) L'enfance délinquante ou déviante

[Retour à la table des matières](#)

Au lieu de mesurer le taux de la délinquance juvénile en termes de nombre de cas recensés, ce qui donne une image déformée du pourcentage réel des déviants par rapport à la population totale de mêmes groupes d'âge, on va mesurer le phénomène de *perte de potentiel d'adaptation* aux structures sociales existantes.

L'évaluation des résultats obtenus par les divers systèmes sera donc faite sur la base de comparaisons calculées au niveau des jeunes adultes. On prendra pour acquis que les systèmes les plus valables sont ceux qui obtiennent le plus faible pourcentage de criminels pour les classes d'âge de 18 à 21 ans, soit ceux qui parviennent à corriger la perte de potentiel d'adaptation avant la majorité légale.

Par conséquent, l'évaluation des systèmes, que nous allons analyser en détail dans les prochaines pages, sera conforme au schéma suivant.

Tableau no 5
*Le schéma d'évaluation des résultats obtenus
dans le cadre de divers systèmes*

[Retour à la table des matières](#)

	Pourcentage des mineurs protégés.	Pourcentage des mineurs délinquants.	Pourcentage des jeunes adultes ² délinquants (18 à 21 ans).
I.	Très faible.	Très faible.	Très élevé.
Ib.	Faible.	Faible.	Élevé.
Ic.	Relativement élevé.	Variable suivant les groupes d'âge.	Relativement moins élevé.
II(1)	Élevé.	Comparativement élevé pour les mineurs de plus de 15 ans.	Relativement faible.

4. Le choix des exemples empiriques et l'analyse des variables

[Retour à la table des matières](#)

Le concept classique de la délinquance juvénile prévaut théoriquement dans tous les pays occidentaux. Il n'en reste pas moins que son évolution vers le concept de la déviance de la personnalité, et de polyvalence entre la notion des enfants protégés et des enfants chez

² Comparativement à l'ensemble de la population criminelle.

qui l'on a recensé le passage à l'acte, est plus ou moins accélérée selon les pays.

Étant donné qu'on ne peut évaluer les implications concrètes de ces deux concepts et mesurer les résultats obtenus par les divers schémas de traitement qu'à partir des exemples empiriques, ces derniers ont été choisis en fonction du degré de cette évolution.

Dans cette optique, les cinq contextes nationaux étudiés peuvent être divisés en trois catégories. Si l'on prend pour acquis qu'on mesure la réaction de l'appareil social, par opposition à l'appareil judiciaire, en fonction de l'importance de la prévention et de la protection sociale comparativement à l'action des Cours proprement dite, on obtient le tableau suivant :

Tableau no 6
Schéma comparatif de réaction socio-judiciaire

[Retour à la table des matières](#)

Contexte social	Contexte socio-judiciaire	Contexte judiciaire
Grande-Bretagne	France	Canada
Suède	Belgique	

a) L'influence des traditions culturelles et socio-économiques

[Retour à la table des matières](#)

D'une manière générale, dans tous les pays concernés se pose la question clef : où se situe la limite entre l'enfance malheureuse et l'enfance délinquante et dans quelle mesure les différences d'ordre légal, établies entre ces deux catégories, sont fonctions du degré de la crainte de victimisation perçue par la collectivité ?

Théoriquement, la crainte de victimisation varie également suivant l'âge des présumés, et cela explique pourquoi, dans plusieurs contextes légaux, les juges d'enfants acceptent d'entendre certains délinquants de moins de 15 ans, en vertu des législations relatives à la protection, bien qu'en principe, ils relèvent des lois concernant la délinquance proprement dite. D'une façon globale, toutefois, la crainte de victimisation est reliée à l'influence des traditions socio-politiques qui sont à l'origine des législations ne tenant pas compte, en fait, de la dangerosité réelle des sujets très jeunes.

La crainte de victimisation ne découlait pas en effet, par le passé, du désir d'assurer la protection des individus, mais de celui de faire fonctionner des systèmes où le travail des enfants et leur exploitation impliquaient une obéissance et une soumission totale à l'autorité. La délinquance juvénile étant considérée comme l'apanage des milieux désavantagés, les législations visaient à stigmatiser et à contenir toute forme de déviance des mineurs, de façon à ne pas priver l'industrie naissante de l'apport de cette main-d'œuvre à bon marché ³.

L'apparition du syndicalisme, les contrôles et les réglementations, visant à éliminer le travail des enfants, ont transformé cette approche concernant la victimisation et, dans plusieurs pays, des réformes partielles de législations ont été faites au cours des dix années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale. Depuis cette époque, cependant, l'évolution de la pensée sociale a été sensiblement différente en Grande-Bretagne et en Suède, comparativement aux autres contextes nationaux européens.

³ À ce propos, il est intéressant de se référer à certaines études historiques comme aux enquêtes formelles dont le Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur le travail des mineurs au Canada, publié par le Gouvernement Canadien en 1905.

Pour ces deux pays, il s'agit tout d'abord du rejet total du principe que le phénomène de la misère, du sous-emploi et du sous-développement de certaines classes sociales, demeure regrettable certes, mais non moins inévitable. À partir des théories économiques de Lord Meynard Keynes, il a été démontré que tout état industrialisé dispose de leviers et de mécanismes capables d'éliminer le chômage et que la misère n'est pas un fléau imposé à l'humanité par une force divine, mais le résultat de l'incurie, ou de l'incompétence des pouvoirs publics et des hommes au pouvoir. Certes, cette théorie a été également acceptée dans d'autres contextes nationaux, mais c'est en Grande-Bretagne, et surtout en Suède, qu'elle a été mise en pratique de façon la plus systématique et planifiée.

Les mécanismes utilisés comprenaient l'accroissement très rapide des taux d'impôt progressif variables suivant le niveau de revenus, et l'affectation des sommes perçues à l'organisation d'une assistance sociale et médicale étendue à l'ensemble de la population.

Le rejet de l'approche classique à l'égard de la pauvreté, liée aux considérations acceptées par les philosophies religieuses, s'est soldé, entre autres, par le fait qu'en Suède, tous les représentants des églises, sans distinction de cultes, ont été complètement écartés de l'action sociale entreprise par l'État. C'est ainsi que les législations suédoises défendent aux religieux d'organiser des services préventifs destinés aux jeunes et précisent que ces services relèvent des administrations municipales et départementales, et doivent être contrôlés et coordonnés à l'échelle du gouvernement central. Plus diffus, le système britannique centralise les contrôles et les normes de formation du personnel, mais laisse une large marge à l'initiative privée. Il n'en reste pas moins que l'optique globale demeure la même.

Or, étant donné que, traditionnellement, le phénomène de l'enfance malheureuse et de l'enfance délinquante était relié à celui de la misère, des taudis et du sous-emploi, le refus du déterminisme social et héréditaire se traduit, dans ce secteur, par une évolution très rapide des

institutions. Parce qu'on admet implicitement, sinon explicitement, que le phénomène de la délinquance n'est que le résultat de la faillite de la société à assumer la responsabilité de la formation des générations montantes, on établit une distinction fondamentale entre la criminalité adulte et la déviance de la personnalité des mineurs, tout en faisant disparaître progressivement les différences qui existent entre l'enfance malheureuse et la délinquance. Sur le plan des structures, cette approche se traduit par les caractéristiques suivantes.

Tableau no 7
*Caractéristiques communes des structures
des systèmes suédois et britannique*

[Retour à la table des matières](#)

Prévention	Traitement des délinquants	Placements
Planifiée à l'échelle de l'ensemble de la population.	Jugés par des travailleurs sociaux, ou par des bénévoles ayant le titre de magistrats.	Très variés.
Contrôles préventifs.		Classement par groupes d'âge.
Surveillance préventive.	Sentences très variées, non conformes aux concepts légaux traditionnels.	Traitement particulier des jeunes adultes (18 à 21 ans).

Les différences qu'on relève en comparant les institutions britanniques et suédoises découlent surtout des différences culturelles. C'est ainsi que les britanniques, *préférant une* évolution plus lente, n'ont pas voulu jusqu'à présent rompre complètement avec la tradition judiciaire et maintiennent certains vestiges du cadre institutionnel, tels que les Cours pour mineurs, tout en les vidant de leur formalisme, tandis que

les Suédois préfèrent une rupture totale qui se traduit par l'établissement des Comités de Protection de l'enfance et de la jeunesse. Dans les deux contextes, cependant, seuls les délits les plus graves cessent d'être considérés comme des actes déviants pour être assimilés aux actes criminels et référés à une Cour pour adultes.

Les Suédois maintiennent là encore des différences, selon les groupes d'âge, établies en fonction d'une approche psychosociale suivant laquelle la responsabilité du mineur ne peut exister qu'au-delà de l'âge de la puberté, soit après 15 ans. Cette approche psycho-sociale prévaut également au niveau de l'évaluation de la responsabilité du milieu familial.

C'est ainsi que dans le système suédois, certains parents sont considérés, a priori, comme irresponsables et incapables d'assumer seuls la charge de l'éducation d'un mineur, tandis que, dans le système britannique, on ne prévoit pas de catégories aussi strictes et on préfère envisager surtout une aide et une assistance financière et sociale. Parallèlement en Grande-Bretagne, la protection ne concerne que les mineurs, tandis qu'en Suède, les dernières expériences pilotes consistent à organiser des modes de placement pour l'ensemble de la famille.

En somme, dans les deux contextes, on reconnaît la responsabilité formelle des adultes, mais en Grande-Bretagne, elle est traitée dans le cadre judiciaire, tandis qu'en Suède, on s'efforce d'appliquer là aussi des mesures sociales.

Le deuxième cadre du schéma empirique comprend les pays industrialisés, dont les traditions socio-politiques n'ont pas évolué de la même façon que ce fût le cas pour la Grande-Bretagne et la Suède. Certes, la philosophie du rejet de la pauvreté considérée comme un fléau inévitable a pénétré dans l'ensemble des pays occidentaux, mais la France, comme la Belgique ont refusé d'en tirer toutes les conséquences empiriques. Pour des raisons historiques différentes, on a préféré maintenir là certains cadres et les structures des contrôles et

d'aide sociale varient suivant les classes des revenus. Comme il était impossible, toutefois, d'établir des variantes similaires au niveau de la prévention, au risque de créer des barrières administratives socialement inacceptables, le système préventif a surtout été relié aux structures scolaires.

En ce qui a trait au secteur de traitement, le cadre formel judiciaire a été maintenu en France en fonction du principe de protection des droits individuels, tandis que la Belgique a amorcé déjà une certaine évolution vers l'établissement des Commissions, par exemple, dont l'autonomie à long terme peut s'accroître, comparativement au rôle des juges.

D'une manière plus générale, les différences entre l'enfance malheureuse et l'enfance délinquante commencent là aussi à s'estomper, mais, au niveau de la décision judiciaire, la distinction entre la définition légale de protection et la délinquance demeure très précise. Le principe de l'excuse de minorité ne varie pas, en outre, selon les seuils d'âge établis au-delà de la limite de base et l'enfant de 13 ans, par exemple, n'est pas considéré comme « plus responsable » que celui de 15 ans, bien que le phénomène de l'évolution relié à la puberté rend cette différence d'âge particulièrement importante.

En ce qui concerne le traitement institutionnel, les variables d'approche se traduisent par un cadre administratif beaucoup plus informel que ce n'est le cas en Suède, et la supériorité numérique des institutions privées par rapport à celles directement organisées et planifiées par l'État.

Dans le troisième cadre enfin, se situe le Canada. En effet, il s'agit là d'un pays dont les traditions socio-politiques sont tributaires de trois facteurs distincts : les traditions religieuses, le cadre institutionnel confédératif et l'évolution économique.

La Confédération Canadienne est issue de deux cultures canadienne-française catholique et canadienne-anglaise protestante. Dès la création des premiers établissements permanents, les colons devaient faire face à un climat hostile, à l'immensité d'un pays ayant la taille d'un continent et aux difficultés d'élaborer un *modus vivendi*. Dès lors, tous les problèmes sociaux ont été confiés au clergé, seul capable d'assumer des responsabilités de cet ordre. La philosophie qui s'est développée dans un tel contexte assimile fatalement la déviance à la conception du péché, soit de l'offense faite à Dieu et à la société. Soucieux de se protéger à la fois des influences de la révolution française et de celle de la guerre d'indépendance américaine, les clercs comme les laïcs ont opté pour le formalisme et pour des structures judiciaires distinctes de celles appelées à juger et à punir les adultes, mais non moins marquées par une optique très punitive.

Par ailleurs, jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, le contexte culturel rural prévalait tout autant dans la Province de Québec que dans les Provinces de l'Ouest. Or, aucune société rurale ne saurait accepter la remise en cause de l'autorité paternelle qui, par définition, demeure la condition *sine qua non* de sa survie.

L'aide des enfants et des jeunes demeurait à un tel point essentielle que les cultivateurs se sont longtemps opposés à l'établissement de la fréquentation scolaire obligatoire au niveau du secondaire, comme à toute autre forme d'intervention de l'État.

Cette variante particulière d'individualisme se soldait par l'absence des structures de protection sociale de l'enfance et de la jeunesse qui se limitaient à des interventions disjointes de divers organismes charitables.

Depuis la dernière guerre mondiale, l'ensemble du contexte économique a évolué, mais les séquelles de la période antérieure existent et justifient l'actuel état de choses. Le schéma général comporte toutefois plusieurs variables puisque la prévention et la protection sociale

relèvent de l'autorité des provinces, Étant donné que le contexte des dix provinces canadiennes diffère autant en ce qui a trait au degré d'industrialisation qu'au niveau de vie moyen de la population et au pourcentage des milieux désavantagés, la réaction sociale ne peut être ni structurée, ni planifiée à l'échelle de l'ensemble du pays.

Dès lors, la législation concernant la délinquance juvénile, qui est du ressort du Parlement Fédéral, joue en quelque sorte le rôle de soupape de sûreté. Cela signifie que la notion de protection de l'enfance malheureuse se confond souvent avec celle de l'enfance délinquante, mais que, contrairement à ce qui se produit en Grande-Bretagne et en Suède, l'inverse n'est pas vrai.

En ce qui a trait à la législation relative à la délinquance juvénile, elle a été élaborée au début du siècle sous l'influence d'une philosophie puritaine qui ne pouvait tenir compte du concept de la déviance de la personnalité, inconnu à cette époque. C'est ainsi que la législation canadienne admet l'excuse atténuante de la minorité, mais la responsabilité criminelle et pénale commence dès l'âge de 7 ans ⁴ et s'étend à toutes les formes d'actes défendus par les législations municipales, provinciales ou fédérales, y compris ceux qui ne sont pas régis par le code criminel quand il s'agit d'adultes.

Les récentes tentatives d'amender la Loi des jeunes Délinquants prévoient de multiples réformes, mais ne procèdent pas pour autant à une réforme globale de toute approche à l'égard de la déviance de la personnalité des mineurs. En effet, au-delà de la philosophie sociale et des influences des traditions interviennent également, à ce niveau, des considérations purement économiques. C'est ainsi que toute réforme de la Loi des Jeunes Délinquants, visant à assimiler à la catégorie des «mineurs en danger» ceux qui jusqu'à présent pouvaient être jugés en vertu du Code Criminel, impose aux provinces la charge de créer des

⁴ La nouvelle législation qui propose le relèvement des seuils d'âge est actuellement en élaboration.

structures sociales et des institutions de placement additionnelles et cela à leurs frais, puisque le coût des services de cet ordre n'est pas défrayé par le Gouvernement Central.

Comme on le constate, en somme, à partir de cette analyse sommaire des cinq contextes nationaux, aucune structure n'a pu être édifée jusqu'à présent en fonction d'une approche complètement objective et axée uniquement sur l'intérêt de l'enfance malheureuse ou déviante. Dès lors, l'analyse comparative des trois grands secteurs de la défense sociale, soit de la prévention, du traitement et de placement, doit tenir compte des divers facteurs qui les influencent, bien que théoriquement on ne les inclut pas en préparant, dans les contextes nationaux, des projets de réformes et des analyses de changements à venir.

“La tradition, les institutions et les hommes

LA PROTECTION DE L'ENFANCE ET LA PRÉVENTION DE LA CONDUITE DÉVIANTE

[Retour à la table des matières](#)

Il y a peu de termes qui sont et ont été depuis toujours interprétés avec un pareil luxe de variantes que celui de la prévention. Chaque tentative de définition comporte, en outre, un certain degré d'arbitraire et il est indispensable d'en tenir compte. Pour notre part, nous allons traiter de la prévention sous ses deux aspects : celui des contrôles et celui de l'aide proprement dite.

En ce qui a trait aux contrôles, si l'on prend pour acquis que la société se doit d'assumer une grande part de responsabilité dans l'éducation de ses futurs citoyens, il devient indispensable d'admettre, nous semble-t-il, son droit de contrôler⁵ l'action de la famille. Certes, des contrôles de cet ordre ne doivent pas s'exercer au-delà de certaines limites et mettre en cause le principe des droits des individus, mais le dépistage n'est possible qu'à ce prix. Par le passé, on prétendait que le dépistage n'est indispensable que dans les cas de familles désavantagées, ou déficientes ; mais, l'apparition de nouvelles formes de délin-

⁵ Il ne s'agit pas là de contrôles autres que médicaux et socio-éducatifs et, bien entendu complètement détachés du contexte légal.

quance, telle la « délinquance dorée », rend inopérante une telle approche.

En effet, contrairement à la philosophie du passé selon laquelle la surveillance ne devait concerner que les milieux pauvres, lieux d'élection des sous-cultures déviantes, dans les sociétés industrialisées, ces sous-cultures existent aussi dans les cluses privilégiées.

En d'autres termes, la déviance de la personnalité du mineur se développe tout aussi bien dans le cadre d'une famille de professionnels désunie, perturbée, trop autoritaire ou trop tolérante, que dans celui d'une famille incapable de subvenir aux besoins d'un ou de plusieurs enfants.

La démocratisation de la justice comme la disparition de certains services ⁶ vers lesquels on orientait systématiquement les « moutons noirs » des familles respectables, a nivelé, en outre, les différences qui existaient entre le mineur déviant pauvre qui finissait invariablement par comparaître devant monsieur le juge sous l'accusation de délinquance, et le mineur riche qui, lui, parvenait avec l'aide de sa famille à faire certaines expériences, puis à réintégrer les rangs de la société, sans avoir à rendre compte des désordres de son comportement à la justice officielle.

Au-delà des contrôles, se situe, par ailleurs, l'aide préventive formelle ou informelle. Contrairement à l'assistance que l'État peut offrir aux, adultes par le truchement des diverses allocations sociales, celle qu'il doit assumer auprès des mineurs demeure infiniment plus complexe. En effet, il ne s'agit pas seulement de satisfaire leurs besoins matériels, mais aussi et surtout de créer un cadre propice à leur formation.

⁶ Ces services comprenaient tout aussi bien des internats spécialisés que des moyens d'orienter les mineurs vers des carrières dont le cadre les isolait du reste de la société, telle l'armée coloniale entre autres.

La controverse entre les tenants des théories selon lesquelles le cadre familial demeure préférable à tout autre, sans distinction aucune relativement à la viabilité de ce cadre, et ceux qui estiment possible d'édifier des structures institutionnelles susceptibles de se substituer avec succès à la famille, n'est guère résolue jusqu'à présent. Là encore, cependant, on peut mettre en doute l'objectivité scientifique des arguments utilisés par les tenants de ces deux approches.

Tout d'abord, les drames de l'enfance malheureuse ne sont connus de l'opinion publique que dans des cas très rares et généralement extrêmes, tandis que les déficiences des institutions sont étudiées et discutées d'autant plus fréquemment qu'elles sont plus facilement décelables. Par ailleurs, aucune société n'a accepté jusqu'à présent d'assumer ses responsabilités pleines et entières à l'égard de l'enfance et d'investir en conséquence des sommes suffisantes dans l'équipement institutionnel adéquat. Dès lors, dans la plupart des pays, le placement préventif demeure plus ou moins sévèrement contrôlé et surveillé et, en fin de compte, très limité en ce qui a trait au nombre de mineurs admis.

Au-delà du schéma institutionnel, on élabore également des formules particulières, tels les foyers de substitution, dont il est d'autant plus difficile d'analyser les résultats qu'il s'agit fréquemment de systèmes morcelés, mal adaptés à la réalité et généralement dépourvus de moyens indispensables.

Dans les pages qui suivent, nous allons traiter, par conséquent, de trois secteurs de la prévention, soit celui d'encadrement et d'aide préventive, celui de dépistage et de surveillance en milieu familial, et de celui de la prise en charge préventive.

I. Les modes d'encadrement et d'aide préventive

[Retour à la table des matières](#)

La façon suivant laquelle chaque pays établit son système de dépistage et d'aide préventive n'est pas forcément conforme aux principes d'efficacité pure et simple, mais plus fréquemment reliée à une certaine conception suivant laquelle la société accepte d'assumer ses responsabilités à l'égard de ses futurs citoyens. C'est ainsi que dans le contexte français et belge, il s'agit d'un système rattaché au principe de la scolarisation obligatoire, gratuite et accessible à tous, dans celui de la Grande-Bretagne, aux structures d'encadrement communautaire, et en Suède, aux structures d'aide sociale accessible à tous dans l'optique du salaire minimum garanti. Dans le cadre canadien, par contre, l'absence ou le morcellement des contrôles et leur diversification suivant l'échelle des revenus témoignent d'un souci d'individualisme et reflètent le partage des juridictions, inévitable dans un état fédéraliste.

a) Le système socio-éducatif français

[Retour à la table des matières](#)

Toutes les méthodes de contrôle et de surveillance sont rattachées en France, au cadre préscolaire, scolaire et universitaire. Ce sont les structures éducationnelles qui assurent la protection médicale des mineurs, par le truchement des examens de dépistage annuels, gratuits et obligatoires qui existent à tous les niveaux d'enseignement. Les soins sont, en outre, gratuits, y compris les médicaments, ainsi que les services des sanatoriums où sont envoyés les élèves et les étudiants d'universités ayant besoin de traitements prolongés. Les sanatoriums

et les maisons de repos de ce type ont généralement à leur service une équipe d'enseignants qui sont chargés d'aider les patients à poursuivre leurs études selon un rythme aussi normal que possible.

Par ailleurs, toutes les maisons d'enseignement disposent de services sociaux scolaires assurés par les assistantes sociales scolaires qui relevaient autrefois du Ministère de l'Éducation, mais qui sont rattachées actuellement au Ministère des Affaires Sociales. Chaque grande école est obligée de disposer d'une ou de deux assistantes sociales à plein temps et les écoles qui reçoivent un nombre d'élèves plus limité disposent d'une assistante sociale scolaire pour trois institutions.

Les assistantes sociales agissent sur la demande du directeur, des enseignants, du médecin ou des parents. Elles collaborent avec les familles et peuvent, dans le cas des enfants difficiles, recommander le placement en dehors du foyer.

Par ailleurs, le dépistage de l'enfance en danger, ou de l'enfance malheureuse, est facilité par le fait que la scolarisation effective commence très tôt en France et que les maternelles publiques, rattachées aux écoles primaires, reçoivent les enfants de toutes les classes sociales et de toutes les couches de la population.

Les maternelles, ou les préscolaires publiques, existent en outre depuis fort longtemps et il s'agit d'un système organisé et structuré. Les programmes sont réglementés par le Ministère de l'Éducation, et l'enseignement est confié aux institutrices qui ont les mêmes diplômes et qualifications que celles du cycle primaire et qui peuvent passer d'un niveau à l'autre.

Rien d'étonnant dès lors que les préscolaires françaises soient considérées communément comme un excellent moyen de formation pour les enfants de 3 à 6 ans. Plus encore, c'est là un agent de démocratisation de l'ensemble de la société, puisque les enfants de familles désavantagées, ou négligentes, sont moins pénalisés, en raison du

manque de préparation dans le cadre de leur foyer, quand ils arrivent à l'école primaire. Les préscolaires permettent, en somme, d'éliminer un certain pourcentage de cas d'inadaptation ou d'échecs scolaires proprement dits.

En ce qui a trait aux loisirs, toutes les préscolaires, écoles primaires et secondaires, disposent d'un système plus ou moins intégré, de colonies de vacances de « classes de jeudi » et d'autres services destinés à assurer la garde des enfants. En dehors des services de loisirs rattachés aux structures d'éducation publique existe également une multitude de camps de vacances, d'hôtels familiaux et autres, subventionnés par les grandes entreprises, les Unions Départementales des Associations Familiales, les ministères ou les grands services publics dont, entre autres, la Société Nationale des Chemins de Fer de France (S.N.C.F.), et les compagnies d'État telle la Régie Renault, par exemple. Par conséquent, en marge des organisations de la jeunesse proprement dites, reliées au scoutisme et aux mouvements similaires, on dispose en France de toute une gamme d'organismes d'encadrement des jeunes dont l'ensemble est planifié et financé par les services publics et privés.

En ce qui a trait aux étudiants du secondaire et de l'université, ils assurent l'autogestion des associations qui organisent les échanges entre les divers pays, les voyages de groupes et d'autres activités de loisirs ou de travail saisonnier.

On est donc en présence d'un cadre de base et d'initiatives qui *relèvent des* usagers eux-mêmes, et la combinaison de ces deux secteurs forme un tout homogène, mais suffisamment diversifié pour permettre des choix très variés.

b) Le système communautaire britannique

[Retour à la table des matières](#)

Par opposition, le système britannique est beaucoup moins formel. Certes, là aussi, les institutions scolaires assurent deux formes de contrôle, médical et social ; mais les structures sont plus souples. Les autorités scolaires relèvent du Ministère de l'Éducation, mais collaborent étroitement avec le Ministère de la Santé et du Bien-Être. Comme en France, c'est le cadre scolaire qui assure l'examen médical et dentaire, gratuit et périodique. Les mêmes *services médicaux*, qui se composent généralement d'un médecin et d'un dentiste à temps partiel, et d'une infirmière à temps plein, dirigent les enfants ayant besoin de soins dans les cliniques et les hôpitaux où ils sont traités gratuitement, ainsi que dans les services spécialisés où ils reçoivent *gratuitement* les lunettes, les prothèses, etc... La principale *différence avec* le système français réside dans le fait que le nombre d'écoles publiques, comparativement à celles qui sont privées, est relativement moins important, mais les contrôles demeurent les mêmes.

Au niveau des services du bien-être proprement dits, cette différence s'accroît cependant puisque chaque école publique a un ou plusieurs comités bénévoles qui se chargent généralement d'assurer la surveillance et de fournir les livres scolaires, les cahiers et jusqu'aux *vêtements*, à tous les enfants de familles qui ne sont pas en mesure de se les procurer, tandis qu'en France, ce genre d'aide est plutôt administratif et formel.

La même constatation s'applique en ce qui a trait à l'assistance sociale scolaire. En Grande-Bretagne, les autorités locales d'éducation, soit la municipalité ou l'équivalent de la commune, nomment un surintendant de bien-être qui dirige les travailleurs sociaux chargés de l'application des règlements concernant la fréquentation scolaire obliga-

toire, mais doit se préoccuper également de tous les problèmes concernant la situation familiale des élèves. Ces travailleurs sociaux se partagent les différents quartiers où habitent les élèves de l'école, y connaissent tout le monde et y sont connus autant des parents que des voisins. C'est là le fondement même des services de cet ordre qui, en Grande-Bretagne, par opposition à la France, reposent pour une large part sur des relations communautaires établies par des *petites* unités de travailleurs sociaux, issus de la région, et non pas sur un personnel faisant partie des cadres administratifs, ayant une direction et une orientation centralisées au niveau de la capitale.

Les officiers du bien-être, attachés aux écoles, *relèvent néanmoins* du Ministère de l'Éducation. Ils *reçoivent une* formation et un entraînement de trois à quatre ans, qui varie selon que le candidat possède un diplôme universitaire en sciences sociales, ou qu'il n'ait pas fait d'études universitaires. En raison du manque d'officiers du bien-être, on emploie toutefois des bénévoles qualifiés qui *reçoivent un* entraînement pratique, généralement donné par le surintendant du bien-être. Les bénévoles font leur travail le soir, après leurs *heures de bureau*, ou en fin de semaine. La majorité se *recrute parmi* les enseignants, parents d'élèves ou gardes-malades qui agissent toujours sous le contrôle et en collaboration étroite avec les surintendants.

C'est donc un personnel qui, contrairement aux assistantes sociales françaises, n'a pas de formation uniforme et ne fait pas partie des cadres des fonctionnaires, mais dont les motivations *peuvent être*, dans certains cas, plus articulées. Il est encadré, par ailleurs, par des surintendants du bien-être, détenteurs d'un diplôme reconnu par le Central Training Council du Home Office, ou par le Ministère de l'Éducation.

Les surintendants collaborent d'une façon étroite avec les services policiers et les représentants de la justice, soit les officiers de probation et les magistrats. En pratique, cela signifie qu'un policier qui arrête un jeune ayant commis un délit, communique généralement avec le surintendant du bien-être de son école. C'est au surintendant égale-

ment que la police signale, le cas échéant, l'existence d'un foyer suspect, ou préjudiciable, pour le mineur qui y est élevé, ou tout autre fait constaté en ce qui concerne sa propre conduite.

Comparativement, les structures françaises ne favorisent pas les mêmes relations entre la police et les assistantes sociales et elles se font généralement sur une base beaucoup plus formelle, parce qu'on suit de façon plus précise la voie administrative.

En ce qui a trait aux loisirs, les règlements imposent aux écoles publiques et privées la création de clubs et d'organisations pour les jeunes qui fonctionnent soit dans le cadre du scoutisme, soit grâce aux subventions d'un comité scolaire bénévole, soit grâce aux subventions scolaires particulières. Les activités de ces services comprennent des périodes occupationnelles, après les heures scolaires, en fin de semaine et à l'époque des vacances.

Dans chaque municipalité, les autorités sont tenues également d'organiser des clubs et des camps de vacances destinés aux jeunes et à certaines familles désavantagées. C'est ainsi que les autorités municipales assurent, surtout dans les grands centres urbains, des vacances pour des mères de famille nombreuse, tout en prévoyant séparément des camps de vacances pour leurs enfants.

Souvent, il s'agit là d'arrangements très simples qui n'impliquent que des dépenses relativement limitées. Dans certaines localités, par exemple, on a acheté des caravanes qui se rendent au bord de la mer où les enfants et adolescents peuvent passer leurs vacances sous la surveillance d'enseignants et de bénévoles qui se recrutent généralement parmi les étudiants. Le problème crucial qui se pose à ce niveau n'est donc pas celui du financement, mais du *ma* que de personnel qualifié et on essaie de le résoudre en augmentant le pourcentage de moniteurs bénévoles.

Il convient de souligner, cependant, que les bénévoles sont toujours placés sous la surveillance d'un chef de groupe, ou d'un dirigeant d'équipe qui, lui, a un diplôme d'État et dont la compétence est officiellement reconnue. Par ailleurs, les services organisés par les autorités municipales et par les écoles sont contrôlés par les Ministères de l'Éducation et du Bien-Être. Il semble, par contre, que les services de diverses associations privées sont d'une qualité très variable et c'est là la raison pour laquelle on leur impose actuellement une surveillance et des contrôles plus sévères. En effet, ces services sont toujours financés en partie par les autorités municipales qui, dès lors, ont toute la latitude de procéder aux vérifications qu'elles jugent nécessaires.

c) Le système social intégré de la Suède

[Retour à la table des matières](#)

Il semble bien qu'en Suède où, comme en Grande-Bretagne, on a élaboré un système largement basé sur le bénévolat, les structures d'encadrement sont beaucoup plus formelles et planifiées. C'est ainsi que la protection sociale scolaire, autre que médicale, relève des « Comités de Fréquentation Scolaire » et des assistants sociaux.

Les écoles disposent, en outre, de services spéciaux de surveillance ou de réception d'enfants après les heures de classe. Ces services sont situés dans des bâtiments construits à proximité de l'école et ils reçoivent tous les élèves dont les parents travaillent et ne rentrent au foyer qu'après la fermeture des bureaux et des usines. C'est là que les élèves font leurs devoirs, pratiquent des sports et organisent, avec l'aide des surveillants, des activités diverses.

Le bâtiment dont ils disposent comprend généralement deux ou trois grandes salles ; il est entouré d'un terrain de jeux et est fréquemment adossé à une patinoire et à une pente destinée à pratiquer le ski. Des services post-classes sont totalement gratuits et tous les élèves y

sont admis ; mais la préférence est donnée à ceux dont la situation familiale laisse à désirer.

En somme, contrairement à ce qui existe en France où l'école fournit un certain nombre de moniteurs qui assurent la surveillance des élèves après les heures scolaires et qui les aident à faire leur travail sur place, le système suédois demeure plus social qu'éducatif, tout en étant beaucoup plus « luxueux » et coûteux.

Il convient de souligner, en outre, que par opposition au schéma britannique, les structures suédoises ne relèvent que très exceptionnellement d'une association privée et qu'il s'agit alors de particuliers qui ne reçoivent pas de subventions et qui sont obligés de demander en contrepartie de leurs services des prix très élevés, que seule la classe privilégiée peut défrayer.

Par ailleurs, le système suédois des préscolaires n'est pas relié, comme en France, au cadre scolaire proprement dit, mais il s'agit de garderies situées à l'intérieur de maisons d'appartements. C'est ainsi que selon la législation récente, aucune maison de rapport ne peut être construite sans qu'on n'ait prévu au rez-de-chaussée des locaux destinés à l'installation d'une pouponnière et d'un centre de réception pour les enfants d'âge préscolaire.

Les centres fonctionnent tous les jours de 7 h. du matin à 7 h. du soir sans interruption, ainsi que le samedi. Ils sont organisés de façon à pouvoir recevoir également les enfants des locataires pendant les vacances et disposent d'un personnel auxiliaire qui, en cas de besoin, assure la surveillance au foyer. Les frais de ces services sont gratuits ou variables, selon le niveau de revenus des familles et les prix du loyer.

En pratique, tous ces services sont financés par l'État et par les municipalités. Le personnel reçoit un entraînement spécialisé conforme aux normes exigées par les règlements du Ministère de

l'Éducation ou du Ministère des Affaires Sociales, mais il ne s'agit pas de diplômes équivalents à ceux des institutrices françaises employées par les préscolaires.

Comparativement à la France, les structures suédoises sont surtout sociales et de qualité variable suivant les quartiers. Il s'agit bien plus d'un contrôle et d'une aide à la famille que de tentative systématique de démocratisation de la formation première de l'enfance.

En ce qui a trait à l'organisation des loisirs, chaque commune est obligée d'assurer le fonctionnement des centres de loisirs dont le coût de construction est défrayé conjointement par elle et par le gouvernement central. Les centres de loisirs disposent généralement d'un immeuble de quatre à cinq étages qui est équipé de façon à permettre l'exercice de certaines activités sportives, ainsi que la pratique des loisirs, tels que la lecture, le bricolage, les présentations de théâtres amateurs ou la projection de films. Les municipalités, de concert avec le Ministère de l'Éducation, défrayent également les coûts d'un certain nombre de cours d'information visant à initier les usagers âgés de 14 à 20 ans à l'étude des sciences techniques ou sociales, et de l'artisanat.

En dehors des centres de loisirs existent également partout, dans les milieux urbains et ruraux, des groupements de jeunes qu'on désigne sous le terme de « *leisure-time group* ». Ces groupements sont divisés en équipes dont le nombre ne peut dépasser 25 membres, âgés de 12 à 24 ans. Chaque équipe doit faire un minimum de 20 heures de travail effectif au cours de dix réunions trimestrielles. Les travaux personnels sont planifiés d'avance dans le cadre des programmes établis par les responsables de chaque équipe. En 1954, les « *leisure-time groups* » avaient 149-504 membres ; actuellement, ils comptent plus d'un million et demi et sont subventionnés par les municipalités et par le gouvernement central.

À ces structures de base, particulières à la Suède, s'ajoutent les organisations traditionnelles, soit le scoutisme, les loisirs organisés au

niveau des paroisses, les clubs d'alpinisme, les camps d'hiver et les camps d'été, faisant partie des activités scolaires, ainsi que les activités des associations d'étudiants qui organisent des voyages, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, sur le principe d'échanges.

Il convient en outre de mentionner que, comme en Grande-Bretagne, les organisations syndicales et les partis politiques ont leurs propres clubs de loisirs pour jeunes qui groupent les enfants et les adolescents de leurs membres.

D'une manière générale, tous ces organismes et services ont des programmes occupationnels sensiblement comparables et sont dirigés, ou animés, par des instituteurs formés selon les normes du Ministère de l'Éducation dont ils relèvent. Leurs salaires, ainsi que ceux du personnel auxiliaire, sont payés pour une part qui dépasse 75% par le gouvernement, tandis que le reste des frais d'opération est assumé par les autorités municipales et par les usagers.

Comme en Grande-Bretagne, en somme, les contrôles et la surveillance du gouvernement central sur les services des loisirs pour jeunes s'exercent par le truchement des règlements imposés en ce qui concerne le recrutement et la formation du personnel.

d) Le système fédératif et la philosophie individualiste

[Retour à la table des matières](#)

Par opposition aux Européens, le Canada, État fédéral, a des structures morcelées relevant de l'initiative privée, ou communautaire, et subventionnées de façon très variable suivant les provinces. Il s'agit, en somme, d'un schéma interdisant a priori toute planification qui, d'ailleurs, n'a pu être envisagée jusqu'à présent parce qu'elle est considérée traditionnellement comme une sorte d'ingérence dans le cadre familial proprement dit. Certes, les contrôles s'exercent par le truche-

ment de la fréquentation scolaire obligatoire, mais la prévention proprement dite ne s'adresse qu'aux milieux désavantagés n'ayant d'autres revenus que les allocations d'assistance sociale.

C'est ainsi que certains contrôles médicaux préventifs ne sont que des modes de dépistage, puisqu'ils n'assurent pas en même temps, comme c'est le cas en France ou en Belgique, le traitement gratuit et obligatoire. Les contrôles médicaux exercés dans les écoles sont gratuits et obligatoires, mais le traitement ne l'est pas dans toutes les provinces, sauf pour les économiquement faibles.

La même absence de services planifiés, structurés et gratuits existent en ce qui a trait à l'aide à la famille, offerte sous forme de surveillance de mineurs, pendant les périodes post-scolaires, ou encore de formation préscolaire ou d'encadrement au niveau des loisirs et des vacances. Par conséquent, la possibilité de dépistage et d'encadrement dans les limites de tous les services de cette catégorie ne peut exister et il ne s'agit pas d'intervention directe des autorités publiques, mais plutôt d'une aide très limitée que ces autorités acceptent d'apporter aux classes désavantagées.

Laissés à l'initiative privée, ou communautaire, tous les services d'encadrement et de loisirs sont donc assurés encore, comme par le passé, par des organismes charitables, religieux ou laïcs, et par des groupements de jeunesse, tels le scoutisme, le Y.M.C.A., les Mouvements de la jeunesse Rurale, ou autres, qui œuvrent dans les milieux urbains, mais aussi par des organisations particulières à buts spécifiques : sportives, éducationnelles ou artistiques.

En somme, tout en ayant un niveau de vie équivalant à celui de la Suède et plus élevé que la France, la Belgique et la Grande-Bretagne, le Canada se situe dans un contexte différent où la surveillance et l'encadrement, ainsi que l'aide préventive, ne s'adressent pas à l'ensemble de la population, mais surtout, sinon uniquement, aux milieux désavantagés.

e) L'analyse comparative des divers systèmes de contrôles

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse comparative des modes d'encadrement et des mesures d'aide préventive permet de dégager l'attitude et la philosophie de chaque société concernée à l'égard du dépistage de l'enfance malheureuse ou en danger. Plus encore, on peut même prétendre que rien ne reflète, plus fidèlement, certaines options sociales fondamentales que la façon de concevoir les normes d'intervention de la société au niveau de la formation des mineurs.

C'est ainsi que le choix de rattacher les services d'aide préventive au système scolaire se justifie en France par la confiance que la société continue d'avoir dans la thérapie de travail intellectuel, tandis que les systèmes basés sur les organisations communautaires sont orientés davantage vers une culture des loisirs. Dans les deux contextes, on admet, cependant, que la famille ne peut plus, dans le cadre des civilisations industrielles avancées, assumer toutes les responsabilités et, même quand son niveau de revenus est conforme à la moyenne, ou supérieur, elle doit être aidée. En proposant explicitement ou implicitement, aux mineurs une certaine forme d'encadrement, la société fait face aux obligations qu'elle accepte de remplir tout en tenant compte, dans une mesure variable, du principe de l'autorité paternelle. Toutefois, il s'agit non seulement de dépister les cas d'inadaptation de l'enfance malheureuse, ou en danger, mais aussi de découvrir les milieux familiaux préjudiciables, ou non viables, et procéder par voie de compensation.

En d'autres termes, pour prévenir la nécessité d'une intervention formelle ou de placement du mineur en dehors du milieu familial, on s'efforce de lui assurer tout d'abord une formation et un encadrement additionnel ou supplétif.

À l'opposé, l'absence des cadres, telle qu'elle existe au Canada, semble être l'indice d'une certaine forme d'individualisme libéral. Face aux problèmes familiaux, la société n'intervient que par le truchement d'une aide destinée aux économiquement faibles, quitte à agir quand des besoins formels apparaissent. Il s'agit là d'une conséquence logique de l'option de la civilisation nord-américaine pour laquelle le respect de l'autorité familiale ou parentale demeure un dogme que l'on oppose aux schémas socialistes ou collectivistes. Pour comprendre l'importance de ce dogme, il convient de mentionner, par exemple, que le code criminel canadien ne prévoit pas de déchéance des droits parentaux, comme c'est le cas en France, en Belgique et en Suède, ce qui demeure quand même un indice formel du respect de la société à l'égard de l'autonomie familiale.

Il n'en reste pas moins que la permissivité à l'égard des adultes se solde fatalement par une plus grande sévérité de la loi à l'égard des mineurs et que, contrairement à ce qui existe dans les quatre pays européens, la responsabilité criminelle et pénale des enfants commence à s'appliquer dès l'âge de sept ans. Par conséquent, l'absence de méthodes de dépistage planifiées et structurées est compensée, en quelque sorte, par le principe de l'effet dissuasif des moyens coercitifs, mais en pratique, il n'est guère certain qu'une telle compensation s'exerce ni qu'elle est valable ⁷.

Dès lors, l'image même de la philosophie sociale libérale semble déformée et devient assez paradoxalement, dans une optique comparative, celle d'une société relativement plus répressive.

Il convient de préciser, toutefois, que sur le plan empirique, cette attitude ne se solde pas par un pourcentage plus élevé des causes d'enfance malheureuse, ou en danger. Au contraire, et c'est là qu'apparaît

⁷ Les études sur les faibles effets dissuasifs de la peine sont suffisamment nombreuses et concluantes, nous semble-t-il, à cet égard.

le paradoxe qui fausse les analyses statistiques formelles, la faiblesse des modes de dépistage diminue le nombre de demandes de protection de l'enfance malheureuse, ou en danger, sans enrayer pour autant le phénomène de délinquance en tant que tel.

2. Le dépistage et la surveillance préventive en milieu familial

[Retour à la table des matières](#)

Par opposition aux contrôles, aux modes d'encadrement et à l'aide apportée à l'ensemble de la population, le dépistage et la surveillance préventive en milieu familial ne s'exercent qu'au niveau de certaines catégories spécifiques. Cette forme de prévention comprend trois aspects : la surveillance sociale, l'aide dispensée aux familles considérées comme particulièrement exposées, l'aide à l'enfance malheureuse et la surveillance des jeunes qui ont des comportements indiquant des troubles de personnalité et qu'il s'agit de resocialiser.

Le problème auquel la société doit faire face dans ce secteur consiste à prévenir l'apparition de la délinquance par des moyens socio-administratifs, tout en respectant le principe de la protection et du respect des droits des individus ou des familles.

A. La surveillance sociale et l'aide dispensée aux familles considérées comme particulièrement exposées

La surveillance sociale et l'aide dispensée aux familles considérées comme particulièrement exposées peuvent être organisées en fonction de règlements administratifs qui distinguent certaines catégories de familles devant être aidées de cette façon, ou encore, ce qui est plus fréquent, accordées sur demande de services sociaux ou à la suite de

plaintes présentées par des travailleurs sociaux, la police ou des particuliers.

a) La surveillance et l'aide statutaires

En effet, les règlements administratifs de cet ordre n'existent que dans le cadre des sociétés qui admettent a priori leur obligation de protéger les mineurs et d'intervenir directement dans le but d'assister la famille dans son œuvre d'éducation.

Dans ce contexte, s'inscrit, par exemple, la législation suédoise concernant les mères seules. Dans tous les cas de naissance d'enfants dont les mères ne sont pas mariées, ou ont divorcé, ou sont veuves, les Comités pour la Protection des Mineurs et des Adolescents nomment un tuteur et établissent les taux de prestations sociales que la mère doit recevoir. Ces taux varient suivant les revenus de la concernée, mais la surveillance exercée par les « tuteurs » est toujours requise, sans distinction relative à la profession exercée.

Une mère seule peut toutefois suggérer comme « tuteur » un des membres de sa famille et, si les services de Comités acceptent sa candidature, il agira, du point de vue administratif, de la même manière qu'un « tuteur » nommé d'office.

En 1966, les Comités pour la Protection des Mineurs ont nommé des tuteurs et ont versé des prestations sociales aux mères célibataires, veuves ou divorcées, pour 40 565 enfants légitimes et pour 105 734 enfants illégitimes ; ce qui donne une idée du pourcentage de naissance hors mariage et ce qui explique, selon certains théoriciens suédois, le phénomène de l'augmentation du pourcentage des cas de l'enfance malheureuse ou perturbée.

Les mères seules ont, en outre, le droit de confier leur enfant à l'adoption ; il semble bien toutefois, que l'aide sociale et financière est suffisante puisque le nombre de demandes d'adoption est sensiblement

plus élevé que le nombre d'enfants à adopter. Il convient, en outre, de préciser à ce propos que contrairement à ce qui existe dans la plupart des pays, la loi suédoise sur la protection sociale de l'enfance accorde aux parents nourriciers le droit d'adopter les enfants placés chez eux, quand les parents naturels ne peuvent pas, ou ne veulent pas, continuer à les élever.

Le texte de la loi stipule en fait que : « en présence de raisons particulières, le Comité pour la Protection des Mineurs peut décider que l'enfant de moins de seize ans, vivant dans un autre foyer privé que celui des père et mère, ou d'un tuteur spécialement institué, mais ne pouvant être qualifié d'enfant de parents nourriciers, soit considéré comme tel jusqu'à nouvel ordre ».

Actuellement, on remet en cause non pas le principe d'aide aux mères seules, mais celui de surveillance, considérée comme stigmatisant l'inégalité des sexes et le manque de confiance que la société manifeste ainsi à l'égard des femmes. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un système de surveillance préventive destinée à protéger le mineur au détriment de l'autorité parentale, jugée a priori comme déficiente.

b) L'aide statutaire et la surveillance limitée

En France, en Belgique, en Grande-Bretagne et au Canada, l'aide est statutaire, mais la surveillance ne s'exerce qu'à travers l'action des services qui la dispensent, ou encore dans des cas particuliers où elle a été explicitement demandée en vertu des législations concernant l'enfance malheureuse ou en danger. En d'autres termes, la société accepte de compenser les déficiences économiques des milieux familiaux, mais se refuse d'intervenir a priori.

Les principales différences concernent les mécanismes de contrôles préventifs qui, dans ce contexte, sont reliés aux structures administratives, distributrices d'allocations du bien-être social. En effet, dans les cinq pays concernés, les familles n'ayant pas de revenu, ou ayant

un revenu inférieur au salaire minimal, comme c'est le cas en Suède, sont éligibles à l'assistance sociale. La distribution de cette assistance s'accompagne généralement de visites des travailleurs sociaux, enquêteurs au foyer, qui facilitent le dépistage préventif.

En Grande-Bretagne, ce dépistage s'exerce en outre par l'entremise de cliniques de quartiers qui se préoccupent spécifiquement de tous les problèmes médicaux et sociaux, mais qui n'agissent pas comme des services distributeurs d'aide. En France, par contre, le système des caisses d'allocations familiales assure une certaine polyvalence.

Les caisses sont réparties à raison d'un bureau dans chaque circonscription territoriale. Elles disposent de services d'assistances sociales qui ont pour mission de maintenir des rapports avec les familles allocataires : les renseigner, les conseiller et se préoccuper du bien-être des enfants qui doivent être suivis, ou placés, à titre temporaire, en dehors de leur milieu familial.

En vertu de la loi de 1946, amendée et élargie en 1966, les assistantes sociales sont chargées notamment d'un contrôle particulier auprès de l'enfance malheureuse, puisque cette loi a instauré la « tutelle aux allocations familiales » qui permet d'intervenir sur ordonnance du juge d'enfants lorsque les prestations familiales détenues par les parents ne sont pas employées dans l'intérêt de l'enfant, et nommer un « tuteur aux allocations familiales ».

Les caisses possèdent, par ailleurs, des centres, des abris temporaires, des maisons d'enfants et des colonies de vacances où les enfants ayant besoin de protection peuvent être reçus à titre temporaire et attendre ainsi la décision judiciaire concernant le placement éventuel.

Le système de tutelle aux allocations familiales existe également en Belgique. Dans ces deux pays en outre, comme en Suède, des structures sociales intégrées permettent aux travailleurs sociaux

d'exercer plusieurs formes de surveillance, sans faire appel aux autorités judiciaires proprement dites, ce qui n'est pas le cas au Canada.

B. L'aide sociale à l'enfance malheureuse

[Retour à la table des matières](#)

Sous le terme d'aide à l'enfance malheureuse, nous comprenons tous les services assurés par les organismes sociaux, à l'exception de ceux relatifs au placement en dehors du milieu familial qui impliquent partout, à l'exception de la Suède, l'intervention judiciaire.

a) La surveillance sociale non coercitive

En France, ce secteur relève du Ministère des Affaires Sociales qui prend en charge tous les cas qui peuvent être réglés à l'amiable, c'est-à-dire sur la base d'une entente avec les parents ou tuteurs du mineur.

Sur le plan administratif, le Ministère des Affaires Sociales délègue ses pouvoirs aux directeurs régionaux de la Population et de l'Action Sociale qui ont la charge, en vertu du décret no 59.100 du 7 janvier 1959, d'organiser, sous l'autorité du préfet, un service de prévention. Plus précisément, le directeur régional a pour mission « d'exercer une action sociale préventive auprès des familles dont les conditions d'existence risquent de mettre en danger la santé, la sécurité ou la moralité de leurs enfants ».

Il peut le faire soit directement, c'est-à-dire faire intervenir ses propres services, soit par l'intermédiaire d'organismes publics, ou privés existant dans le département. C'est de lui que relève, en effet, le service départemental de l'aide sociale à l'enfance qui prend en charge les orphelins et les enfants abandonnés qu'on désigne alors sous le terme de pupilles de l'État, ainsi que « tout enfant que la famille ne peut éle-

ver, ou dont la famille ne remplit pas normalement ses devoirs et qui a alors la qualité de l'enfant secouru ».

Toutefois, l'admission à l'aide à l'enfance peut être faite par décision préfectorale, tandis que le placement des enfants en danger moral, sans l'accord préalable de leurs parents ou tuteur, doit être ordonné par une décision judiciaire.

Cela signifie que le directeur régional de la Population et de l'Action Sociale dispose de trois possibilités d'intervention, dont la première sera faite à la suite d'un accord survenu entre ses services et la famille, la deuxième pourra être entreprise, même si les parents ne reconnaissent pas le bien-fondé du placement, grâce à l'intervention du préfet, tandis que la troisième implique l'intervention du juge.

En ce qui a trait à l'autorité du directeur régional et à son champ d'action, la loi précise qu'il doit « susciter de la part des parents, toutes les mesures utiles pour l'intérêt de l'enfant... » et, entre autres, « une demande de placement approprié, ou d'action éducative », mais ne peut « se substituer, contre la volonté de la famille, à l'autorité de cette famille, pour prendre une décision valable pour l'enfant, ni donner à cette famille, contre la nature rétive de l'enfant, une autorité, qu'en fait, elle a perdue ».

C'est là, en somme, une aide préventive, dépourvue de moyens coercitifs, qui eux relèvent des Cours.

Le directeur de la population est un fonctionnaire qui doit avoir une formation universitaire. Généralement, il s'agit d'un licencié en droit ou d'un médecin, qui a fait un stage spécial à l'École Nationale de Santé Publique de Rennes et qui a passé le concours du Ministère des Affaires Sociales. Le fait que la société refuse de conférer à des fonctionnaires ayant une pareille formation l'autorité nécessaire pour régler tous les problèmes concernant l'enfance malheureuse, indique

clairement, nous semble-t-il, son attachement à la conception légale et formelle de la justice.

En ce qui a trait aux services de surveillance et de dépistage qui relèvent de l'autorité du directeur de la population, le décret du 7 janvier 1959 a institué dans chaque département un Conseil de Protection de l'Enfance « destiné à assurer une collaboration entre les différents services concourant à la protection de l'enfance en danger et à provoquer toutes études en cette matière ».

Ces conseils, qui existent actuellement dans 78 départements, se composent de 7 membres et comprennent un juge d'enfants, le directeur de la Population et de l'Action Sociale, un magistrat du parquet, le directeur régional de la Santé, l'inspecteur de l'Académie qui représente le Ministère de la justice, le chef de service départemental de la jeunesse et des Sports et un représentant de l'Union des Associations Familiales.

L'institution des Conseils de Protection s'inscrit dans un contexte plus général de tentatives d'unification, de coordination et de planification de divers services sociaux privés et publics. Ce qui est important également, c'est qu'on vise à resserrer ainsi les liens entre les structures administratives sociales et judiciaires.

Les Conseils de Protection ont un pouvoir double, soit celui d'aide et de surveillance. Le directeur peut, par exemple, attribuer aux familles une aide financière exceptionnelle, ou encore leur assurer le concours des conseillers techniques, spécialistes d'éducation ou de rééducation familiale, mais il n'a pas de pleins pouvoirs coercitifs comparables à ceux des juges d'enfants dont il doit solliciter l'intervention dans la plupart des cas où la famille refuse de collaborer. Au-delà de l'autorité familiale, on ne tolère, en somme, que l'autorité judiciaire et ce n'est guère là une philosophie propre au système français uniquement.

La même approche a présidé, en Belgique, à la création, le 8 avril 1965, des Comités Cantonaux de Protection des Mineurs. Ces Comités sont chargés d'exercer une action préventive à caractère administratif. Ils existent dans le chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire et leur nombre est délimité suivant la population et les besoins régionaux ou linguistiques. À l'instar du modèle français, « ils sont chargés d'intervenir lorsque la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur est mise en danger, soit en raison du milieu où il est élevé, soit par les activités auxquelles il se livre, ou lorsque les conditions de son éducation sont compromises par le comportement des personnes qui en ont la garde. Ils peuvent, dans ces cas, faire exercer, dans l'intérêt du mineur, une action sociale préventive, à condition que leur aide ait été sollicitée ou acceptée par les personnes investies à l'égard du mineur de la puissance paternelle ou qui en assument la garde en droit ou en fait ⁸ ».

Comme en France, le Comité propose son aide aux familles, mais n'a pas le droit de l'imposer puisqu'il ne possède aucun pouvoir coercitif ; mais contrairement à l'exemple français, il ne relève pas d'une administration sociale, mais du Ministre de la justice ; ce qui se justifie par le fait qu'il intervient dans l'application de diverses mesures prévues dans le cadre de la protection judiciaire. En effet, l'article 29 de la loi relative à la protection de la jeunesse lui confère le droit d'assumer la tutelle aux allocations familiales, ou sociales ; l'article 31 de la même loi le charge de l'organisation de la tutelle en cas de déchéance de la puissance paternelle ; et l'article 34 l'autorise à assurer la surveillance de mineurs, telle qu'ordonnée par le juge, à la suite de l'audition de leurs causes.

En ce qui a trait à la composition des Comités, l'article 3 de la loi précise que : « le Comité de protection de la jeunesse se compose de douze à vingt-quatre membres nommés, pour un terme renouvelable

⁸ Article 2 de la loi belge relative à la Protection de la Jeunesse, adoptée le 8 avril 1965.

de trois ans, par le Ministre de la justice, parmi les représentants de services, d'institutions ou d'organisations s'occupant activement de la jeunesse, de la protection de la jeunesse et de la famille. Un tiers de ces membres sont nommés sur proposition du Ministre ayant l'éducation nationale dans ses attributions. Au maximum, trois personnes connues, pour leur compétence ou leurs mérites en matière de protection de la jeunesse, peuvent être cooptées par le Comité même à une majorité de deux tiers et pour une durée de trois ans. Le Ministre de la justice nomme parmi les membres du Comité un président et deux vice-présidents. Le Roi règle le fonctionnement du Comité et fixe les indemnités allouées à ses membres. Il peut créer au sein du Comité des sections dont il fixe la composition.

En somme, en France comme en Belgique, les structures formelles sont élaborées en fonction des distinctions préétablies entre le mineur en danger et le délinquant, soit celui où le passage à l'acte a été relevé et jugé par la Cour, bien que fort souvent dans les deux cas l'action du milieu familial demeure le principal agent de perturbation de la personnalité des mineurs concernés.

La même approche prévaut dans le cadre des systèmes britannique et canadien et, seuls les Suédois semblent avoir rompu avec la tradition établissant des lignes de démarcation entre l'enfance malheureuse et l'enfance délinquante, en tant que deux concepts totalement différents. En effet, dans le contexte suédois, tous les enfants de moins de 15 ans, soit tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de la puberté, sont considérés a priori comme ne pouvant avoir besoin que d'aide et de protection, et la prise en charge ne peut dès lors être décidée qu'en vertu de la législation relative à la protection de l'enfance et de la jeunesse.

b) La surveillance sociale coercitive

C'est ainsi qu'en Suède, la protection sociale de l'enfance relève d'un seul et unique organisme désigné sous le nom de Comité pour la

Protection des Mineurs et des Adolescents. Ces Comités, organisés en vertu de la loi de la protection sociale de l'enfance, existent dans chaque commune et leur importance numérique varie suivant le nombre d'habitants. Le fonctionnement des Comités est assuré par la Commune, mais soumis aux contrôles de l'État, c'est-à-dire des organes administratifs régionaux, des préfectures et des ministères intéressés. Quant à la composition, à l'organisation et à l'ordre des travaux du Comité, tous ses membres, dont le nombre ne peut être inférieur à cinq, sont élus par le Conseil Municipal de la Commune pour une période de quatre ans. La seule qualité qui est spécifiquement requise consiste à exiger de chacun des membres d'être apte à rencontrer les normes imposées pour avoir droit de prendre part aux élections ⁹.

La loi recommande, en outre, la présence au sein du Comité d'une personne ayant une formation juridique qui est tenue de siéger avec le Comité lorsque les problèmes qui se posent l'exigent.

Le rôle des Comités pour la Protection des Mineurs, au niveau de la prévention et de la surveillance, est d'autant plus important qu'ils disposent de tous les moyens coercitifs. Ils doivent assurer le dépistage et le traitement de tous les cas de l'enfance malheureuse, ou déviante, et cela jusqu'à la limite de 15 ans, et user de leurs pouvoirs, s'il y a lieu, pour éloigner le mineur du milieu familial considéré comme préjudiciable.

Implicitement, on admet, en somme, que la différence entre l'enfance malheureuse et l'enfance déviante ne se situe pas au niveau de passage à l'acte, mais des seuils d'âge et de détérioration de la personnalité. De cette conceptualisation globale des problèmes des mineurs inadaptés découle, en tant que conséquence logique, le droit à l'intervention sociale excluant, par définition, toute intervention judiciaire. C'est au-delà de 15 ans uniquement qu'apparaît le concept traditionnel de délinquance. Les Comités conservent le pouvoir de traiter certains

⁹ Normes relatives à l'âge de majorité légale, la santé mentale, etc...

cas, de référer les causes graves aux Cours de Justice pour adultes et de recevoir de ces mêmes Cours les mineurs que les magistrats estiment préférables de leur confier, par voie de décision judiciaire.

c) La surveillance préventive des désordres de comportement de mineurs.

Au-delà de l'aide sociale à l'enfance se situe, sinon de jure, tout du moins de facto, la surveillance et l'aide apportées aux mineurs ayant des comportements désordonnés ou appartenant aux groupes, ou aux sous-cultures non conformistes ou déviantes. Cette forme de prévention n'est, toutefois, ni planifiée, ni structurée, pour la bonne raison qu'en pratique, il s'agit d'un secteur de la délinquance non déclarée et non recensée comme telle, mais qui, théoriquement, devrait être référée aux tribunaux pour mineurs.

Au Canada, comme en France et en Belgique, il s'agit de services sociaux communautaires, ou bénévoles, qui ont élaboré des diverses modalités d'intervention. Il est intéressant, cependant, de mentionner à ce propos que plusieurs mouvements de cet ordre ont été lancés à l'origine par des juges, ce qui semble assez significatif en soi. On peut voir là, en effet, le signe des temps et l'aveu implicite de l'appareil judiciaire de l'échec des méthodes de traitement traditionnel.

La surveillance préventive de cette catégorie s'adresse surtout à ceux qui ont déjà commis des actes définis par les codes comme délinquants, mais qui n'ont pas été arrêtés par la police et référés à une Cour de justice, et à certaines catégories de ceux qui ont été placés en liberté surveillée, mais le schéma de l'action demeure sensiblement similaire.

Au Canada, des travailleurs sociaux attachés aux organismes tels que le Y.M.C.A., par exemple, ou encore des bénévoles relevant de diverses agences sociales, désignés sous le terme de « Grands Frères »

ou de « Grandes Sœurs », s'efforcent d'entrer en contact et de gagner la confiance des adolescents qui font partie de divers groupes ou bandes. Ces bandes qu'on appelle en France et en Belgique des « blousons noirs », et au Canada des « motards », commettent des délits contre la propriété, contre les personnes et s'adonnent, en Amérique du Nord surtout, au commerce local et à l'usage des stupéfiants.

L'effort de prévention consiste à les réunir régulièrement et à leur proposer les diverses formes de loisirs, ainsi qu'à les motiver à poursuivre leurs études ou à chercher un travail. En France, en Belgique comme au Canada, les locaux, lieux de réunion, sont souvent installés de façon très élémentaire, tandis qu'en Suède, on dispose de services des Comités de Protection, organisés et structurés sur le plan administratif, qui ont été dotés de clubs et de « Maisons de jeunes » relativement très luxueux et très bien outillés. Ce sont généralement des édifices de plusieurs étages où les jeunes peuvent suivre des cours, faire de l'artisanat et pratiquer des sports, ou encore des locaux composés de deux grandes pièces où on organise des réunions certains soirs et en fin de semaine.

Il n'en reste pas moins qu'il semble avoir été prouvé que la réussite de cette forme d'action préventive dépend surtout et avant tout de la personnalité de l'éducateur ou du travailleur social. Certains parviennent à se faire accepter sans changer pour autant le comportement du groupe, tandis que d'autres arrivent à agir sur les deux plans, celui de pénétration et celui de motivation du groupe. Les tentatives faites surtout dans les grands centres urbains démontrent jusqu'à présent que ce genre de prévention demeure surtout et avant tout une affaire d'hommes et non pas de structures ou d'équipement.

À ce propos, l'exemple britannique nous semble particulièrement significatif puisqu'il s'agit d'un système de surveillance préventive organisé par la police, soit par la force de l'ordre qui généralement n'est pas impliquée dans une action systématique de ce type.

A l'origine, il y a eu tout d'abord l'expérience de Liverpool qui a été faite dès 1949. Grâce à l'initiative du chef de police de cette ville, elle a pris des dimensions telles que, en 1967, le nombre total des mineurs commettant des actes déviants, dont les forces policières de Liverpool s'occupaient à titre préventif, représentait plus de 50% de cas qui ont comparu devant les Cours pour juvéniles. Le taux de succès, tel que recensé alors, était de 90% de cas, ce qui paraît tout simplement exorbitant. Ces données furent d'ailleurs contestées par divers milieux, mécontents de l'importance du rôle pris par la police dans le domaine de la prévention, et cela surtout en raison du pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce de cette façon ; il n'en reste pas moins que l'expérience de Liverpool a été imitée par d'autres villes. Actuellement, les forces policières de Birmingham, Leeds, Dudley, Huddersfield, Birkenhead, Bradford, Blackpool, Bristol North et South Shields, Greenock et Londres, possèdent des services organisés sur le même modèle. En ce qui concerne les programmes d'action, ils varient d'un endroit à l'autre parce qu'ils ont été élaborés par des officiers de police en charge et ne doivent pas être soumis officiellement pour approbation au Home Office, mais il est possible d'en indiquer les grandes lignes en se basant sur le programme adopté par la police de Liverpool.

Selon ce programme, chaque division de police dispose d'un officier spécialement entraîné qui a demandé de travailler, ou que l'on a décidé d'engager en raison de ses capacités particulières et de son expérience au service des jeunes. Cet officier (Liaison Officer), contrairement à ce qui existe au Canada, en France, en Belgique et en Suède, ne procède pas à la poursuite ou à l'arrestation des jeunes et ne prend le cas en charge que lorsque l'officier responsable de la division a décidé que le mineur arrêté ne doit pas être emmené devant la Cour.

Lors de la conférence tenue en 1954 par les officiers de police, on a décidé que les « Liaison Officers » doivent rendre fréquemment visite aux familles dont les enfants ont déjà été appréhendés par la police, ou qui sont suspects, que ces visites doivent se poursuivre pen-

dant une période de neuf mois au minimum et que le « Liaison Officer » doit disposer d'une équipe de policiers, hommes et femmes, chargés de les effectuer.

C'est à l'occasion de la même réunion qu'on a décidé également de développer les contacts des « Liaison Officers » avec les écoles, les clubs des jeunes et les organisations paroissiales. A ce niveau, l'intervention policière peut être directe, ou indirecte, ce qui signifie que, dans certaines municipalités, les forces policières organisent elles-mêmes des clubs et des activités du soir destinés aux jeunes, tandis que dans d'autres, la police se contente uniquement de faire admettre dans les clubs existants un officier en civil. Ces policiers ne procèdent jamais aux arrestations, mais servent d'entraîneurs sportifs, tout en étant chargés de signaler tous les cas de jeunes dont la conduite est asociale ou prédélinquante.

Parmi les clubs des forces policières, il convient de citer les « Adventure Clubs », formule intéressante qui consiste à organiser des groupes de jeunes appelés à faire de longues excursions, à participer aux diverses formes de sauvetage et à recevoir un entraînement très poussé en culture physique. Ces clubs sont dirigés par des officiers de police en civil et ils sont destinés aux mineurs âgés de 11 à 17 ans.

D'une manière générale, il semble bien que tous ces services organisés par la police jouissent de la confiance du public. En effet, les parents dont les enfants sont difficilement contrôlables, ou ont un comportement déviant ou délinquant, préfèrent souvent demander conseil au « Liaison Officer » qu'aux travailleurs sociaux. La même chose s'applique également aux autorités scolaires qui communiquent avec les « Liaison Officers » pour leur demander d'assurer la surveillance d'un jeune que les travailleurs sociaux ne parviennent pas à contrôler d'une façon satisfaisante.

Cette attitude des autorités scolaires est justifiée par le fait que le « Liaison Officer » ainsi que les membres de son équipe, disposent de

pouvoirs plus étendus que l'assistante sociale, ou l'officier de probation, mais aussi par le fait que ces derniers sont chroniquement débordés.

Il convient de rappeler à ce propos que selon la loi de 1963., « The Children and Young Persons Act », les obligations et les responsabilités des autorités municipales, en ce qui a trait à la prévention, ont été considérablement renforcées. Ne disposant pas d'un nombre suffisant de travailleurs sociaux, ni de fonds pour les former et les rémunérer, les administrateurs municipaux acceptent de faire appel à la police. C'est donc là une des raisons pour lesquelles les forces policières ont obtenu certains droits particuliers.

On estime actuellement à 80% le niveau de réussite obtenu par les forces policières, mais il n'en reste pas moins que leur action soulève des protestations de la part des magistrats qui estiment que les « Liaison Officers » empiètent sur leurs prérogatives.

Toutefois, les autorités judiciaires admettent que dans les régions et les quartiers où ce genre d'intervention de la police est bien organisé, la délinquance juvénile est en régression marquée et reconnaissent la valeur des programmes élaborés par les forces policières. Il est très significatif, à ce propos, que parmi les sentences qu'imposent les magistrats des Cours pour juvéniles, figurent celles qui impliquent le « placement sous surveillance de la police ». Cette catégorie de placement signifie, en réalité, qu'on confie au « Liaison Officer » une mission qui revient en principe aux officiers de probation.

Les autorités administratives admettent pour leur part que les policiers connaissent mieux leur quartier que les travailleurs sociaux, qu'ils jouissent d'un prestige très particulier auprès du public et d'une confiance marquée de la part des adolescents et que, dans l'ensemble, les programmes préventifs organisés par la police sont sensiblement moins coûteux que ceux proposés par les travailleurs sociaux. Et, il va

sans dire que là, comme ailleurs, l'argument financier demeure irréfutable !

Certes, il a été affirmé à maintes reprises que les institutions britanniques ne sont guère exportables, il n'en reste pas moins que l'expérience faite par la police anglaise démontre, on ne peut plus clairement, que le système de prévention ne doit pas être élaboré à partir d'une approche théorique, traditionnelle, judiciaire, ou même socio-judiciaire, mais adapté aux besoins réels des mineurs qui varient suivant les contextes locaux.

Dès lors, on doit se poser la question : dans quelle mesure les structures, basées sur la conception classique de la délinquance, freinent les progrès qui pourraient être réalisés grâce à l'utilisation des nouvelles méthodes sociales intégrées et planifiées en vue de leur efficacité et non pas de leur dépendance des schémas formels.

3. La prise en charge et le traitement préventif, en dehors du milieu familial

[Retour à la table des matières](#)

Par opposition à la surveillance préventive en milieu familial, qui peut relever des services sociaux, la prise en charge et le placement préventif impliquent, comme nous l'avons indiqué plus haut, la décision des tribunaux pour enfants. En effet, parmi les cinq pays dont nous étudions les structures, seule la Suède constitue à cet égard un cas d'exception.

Ce qui est significatif, c'est que le fait d'écarter le concept de la délinquance et de le remplacer par celui de la protection de l'enfance en danger pour tous les mineurs âgés de moins de 15 ans, a eu des conséquences multiples et parfaitement imprévisibles a priori, soit, une cen-

tralisation, une planification et une plus grande efficacité de l'ensemble du système de traitement préventif et de la prise en charge de l'enfance malheureuse.

C'est ainsi que les pouvoirs des Comités sont en fait plus étendus que ceux des tribunaux pour mineurs, en ce qui a trait notamment aux contrôles des institutions et des services de placement.

Sur le plan des structures, l'article 56 de la loi suédoise de la Protection Sociale de l'Enfance stipule que le Roi, sur proposition du Conseil général, arrêtera pour chaque commune relevant du Conseil général, un plan de foyers d'enfants dont le nombre et la nature devront satisfaire d'une façon appropriée les différents besoins de protection des enfants en foyer. Même les modifications de ce plan seront arrêtées par le Roi.

En ce qui a trait à l'évaluation de ces « différents besoins », elle est faite d'une manière très précise, pour les grands centres urbains tout du moins, et appliquée à la lettre au niveau de la création et de l'agrandissement des institutions nouvelles. C'est aux communes qu'incombe l'obligation d'installer, de subventionner et de diriger les foyers d'enfants. Le nombre maximal de mineurs admis est prescrit par les règlements de la Direction Nationale de la Prévoyance Sociale et contrôlé par ses inspecteurs. Les institutions conservent le droit de refuser ou d'accepter certains cas, mais ce droit est surveillé et contrôlé par les Comités pour la Protection des Mineurs et des Adolescents. Si le Comité estime que les prescriptions en vigueur ne sont pas respectées, ou qu'il y a lieu de blâmer l'administration de l'établissement en ce qui a trait aux installations, le fonctionnement ou les qualifications et les modes de travail de son personnel, il fait rapport à la préfecture.

La préfecture prévient alors l'institution qu'elle doit apporter les changements recommandés, ou fermer ses Portes, et signale le cas à la Direction Nationale de la Prévoyance Sociale. Par la suite, une inter-

vention des forces policières peut être requise dans l'éventualité où l'institution refuse, dans les délais prévus, de se conformer aux directives.

Autre particularité du système suédois : les modes de placement de l'enfance malheureuse, en danger, ou perturbée sont structurés en fonction de l'âge et pour ceux qui ont moins de 15 ans, on dispose de plusieurs possibilités de prise en charge, soit de placements à mi-temps et à plein temps, ce qui permet l'élaboration de toute une gamme de mesures. Toutefois, ce sont les foyers d'accueil, ces « gares de triage », destinés à assurer l'observation des mineurs en vue de leur placement, qui reçoivent proportionnellement le plus grand nombre de cas, soit 50% environ du total des mineurs placés dans les diverses institutions. Fortement influencé par les sciences telles que la psychologie et la psychiatrie, le système suédois favorise toutes les formes d'observation de cet ordre, autant en ce qui a trait aux parents qu'aux mineurs protégés ou déviants.

Est-ce là un progrès et une solution d'avenir ? C'est une question d'autant plus complexe que les résultats obtenus ne peuvent être analysés de façon parfaitement scientifique et objective parce que les données de base sont incomplètes et les recherches trop morcelées. Il n'en reste pas moins que la suppression du concept de la délinquance jusqu'à la limite de 15 ans semble donner une impulsion nouvelle aux diverses formes d'observation psychopédagogique et amorcer une évolution dont la généralisation sur le plan international demeure fort probable.

4. L'analyse comparative des divers systèmes de surveillance en milieu familial et de prise en charge

[Retour à la table des matières](#)

Au-delà du « cas » suédois, totalement isolé jusqu'à présent, on constate, en effet, certaines tendances qui apparaissent dans les divers contextes nationaux. Certes l'évolution, dans tous les secteurs qui relèvent de la justice, est lente par définition, autant en raison des traditions que des difficultés d'élaboration des structures nouvelles, capables à la fois de prendre en charge l'enfance malheureuse et de respecter les droits de l'enfance et le principe de la justice égale pour tous ; il n'en reste pas moins qu'il est possible de dégager plusieurs indices de changement du concept traditionnel de la délinquance au profit de celui de la déviance de personnalité et de la protection purement sociale des mineurs âgés de moins de 15 ans.

C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne, comme au Canada, on envisage la réforme visant à relever l'âge d'irresponsabilité légale. Ce qui retarde les décisions, ce n'est pas la philosophie et l'approche des députés appelés à voter les nouvelles législations, mais plutôt l'insuffisance des structures sociales et le manque de fonds disponibles pour créer les services nécessaires et recruter le personnel.

Par ailleurs, en Belgique, la création des Comités de Protection des Mineurs témoigne de la volonté de développer des structures administratives destinées à favoriser la prévention et le traitement social, par opposition à celui qui demeure judiciaire. La France, pour sa part, procède à la planification progressive et à la centralisation des services sociaux existants, privés ou publics, afin de disposer d'un système social intégré.

En dernier lieu enfin, il convient de tenir compte des données empiriques qui démontrent la nécessité de promouvoir les protections sociales, en tant que plus efficaces que la prévention et la protection judiciaire. Certes, il est impossible de le prouver à partir de l'analyse globale, mais la lutte contre certains délits, ou maladies sociales de la jeunesse, l'indique clairement. C'est ainsi que, dans le chapitre suivant, concernant les disparités qui existent entre les résultats obtenus par le truchement de dépistage et de certaines formes de protection sociale, et l'action des tribunaux pour enfants, nous rapportons les résultats de l'enquête faite dans une municipalité limitrophe de Montréal, la métropole canadienne, concernant le problème de l'usage des stupéfiants.

Cette enquête prouve, nous semble-t-il, l'inefficacité de l'option traditionnelle qui définit la délinquance juvénile à partir des codifications inapplicables en pratique et inopérantes, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un délit spécifique et qu'on ne saurait généraliser les résultats de cette recherche à toutes les formes de comportements déviants.

“La tradition, les institutions et les hommes

Le concept classique de la délinquance et les difficultés de son application : étude empirique

[Retour à la table des matières](#)

Traditionnellement, les tribunaux pour enfants doivent assumer un rôle double, soit celui de prévention et de resocialisation. Il n'est pas du tout certain, cependant, que la prévention judiciaire puisse s'exercer dans le cas de certains délits, dont celui de l'usage, pour fins non médicales, de stupéfiants et drogues. Dans les cinq pays concernés, il s'agit là d'un délit qui figure dans le code et ceux qui le commettent sont assimilés à la catégorie des délinquants juvéniles ¹⁰. Il n'en reste pas moins que bien que l'usage des stupéfiants soit actuellement une des plus graves maladies sociales de la jeunesse, répandue surtout aux États-Unis, mais qui se propage également en Europe, le dépistage, comme le traitement judiciaire, demeurent particulièrement malaisés, sinon inopérants.

Pour mesurer l'impact de cette forme de dépistage, comparative-ment à celui purement social et préventif, nous avons étudié la situa-

¹⁰ Exception faite, bien entendu, du système suédois où le principe d'irresponsabilité s'applique jusque l'âge de 15 ans.

tion qui existe dans une municipalité limitrophe de Montréal : Pointe Claire. Le choix de cette localité nous a été dicté par trois considérations principales. Tout d'abord, Pointe Claire, comme l'indique le tableau statistique no 8, est une agglomération habitée par une population dont la moyenne des revenus est relativement élevée comparativement à la moyenne nationale canadienne. Par conséquent, il ne s'agit pas là de la déviance des mineurs désavantagés, mais de celle qu'on peut apparenter à ce qui avait été désigné sous le terme de la « délinquance dorée ».

En deuxième lieu, les services sociaux qui exercent là une action préventive représentent une unité homogène, agissant en étroite collaboration avec le Y.M.C.A., ce qui constitue une garantie additionnelle de la validité des données.

En troisième lieu enfin, le tribunal pour enfants a été créé dans cette localité à une date relativement récente, soit en juin 1970, et il a été loisible, par conséquent, de consulter et d'analyser tous les dossiers.

Ce que démontre le tableau no 8, c'est que les municipalités concernées ont une densité de population relativement faible par mille carré, comparativement à la ville de Montréal. Par ailleurs, elles comprennent un pourcentage élevé d'habitations unifamiliales et peu d'édifices à appartements ou commerciaux, ce qui se reflète à travers le niveau de l'évaluation des taxes.

Tableau no 8
*L'évaluation des taxes payées par les habitants
de Pointe Claire et des municipalités attenantes* ¹¹

[Retour à la table des matières](#)

Municipalité	Surface (en milles carrés et en acres)	Évaluation des taxes (\$ can.)
Lachine	6.37	232.407.000,00
Pierrefonds	6.000	144.000.000,00
Dorval	7.000	192.620.670,00
Roxboro	508	28.000.000,00
Dollard des Ormeaux	3.600	110.000.000,00
Senneville	2.069	10.435.660,00
Hudson	Non précisée	20.000.000,00
Pointe Claire	7.4	203.580.000,00
Kirkland	2.500	496.663.060,00
Baie d'Urfé	4	26.388.560,00
Ste-Anne de Bellevue	2.589	1,65 par 100,00
Île Bizard	plus de 6.000 acres	20.008.000,00
Île Perrot	pas disponible	1,60 par 100,00
Ste-Geneviève	640	6.033.395,00
Beaconsfield	2.514	95.000.000,00

L'évaluation totale taxable dépasse 1,5 milliard de dollars, Ce qui représente une indication formelle du niveau de revenus de la population et un ordre de grandeur en ce qui a trait aux dépenses consacrées à l'amélioration du territoire, à l'organisation des terrains de jeux et

¹¹ Nous tenons compte dans ce tableau de toutes les municipalités environnantes dont les mineurs responsables d'un délit, ou ayant besoin de protection, sont référés au juge des enfants de Pointe Claire.

des services para-scolaires, dont les frais ne sont pas, d'ailleurs, défrayés uniquement par les municipalités, mais aussi par le gouvernement provincial.

Ce qu'il convient de constater, en somme, c'est que les municipalités concernées disposent d'un équipement sportif et des loisirs beaucoup plus adéquats que ce n'est le cas pour la plupart des quartiers des grandes villes et qu'on peut présumer que les conditions relatives à l'organisation des loisirs destinés aux jeunes, sont plutôt satisfaisantes, sinon exceptionnelles.

1. LE DÉPISTAGE ET LA PRÉVENTION POLICIÈRE

[Retour à la table des matières](#)

Dans de telles conditions, le problème du dépistage policier est particulièrement complexe, puisqu'on ne peut procéder par vole d'observation des lieux publics, tels divers cafés douteux par exemple, mais on est forcé de faire des perquisitions à domicile, ce qui implique, dans le contexte légal canadien, la possession d'un mandat. En pratique, la police intervient à la suite d'une plainte de parents, de tuteurs ou de voisins, ou encore dans les cas de recherches effectuées pour retrouver des mineurs déclarés disparus ou en fuite.

Un certain nombre de mineurs ayant commis l'abus de l'usage des stupéfiants est détecté également en fonction d'appels à l'aide des intéressés eux-mêmes. Il s'agit là d'adolescents malades qui doivent être transportés à l'hôpital pour recevoir des soins d'urgence. Généralement, il est impossible, toutefois, d'établir une preuve formelle sans disposer d'un certificat médical attestant qu'il s'agit d'une crise provoquée par l'absorption de stupéfiants. Or, les membres du corps médical refusent de délivrer de tels certificats à la police, en raison du secret

professionnel et se contentent de constater un état d'intoxication « dû aux causes inconnues ». Les dossiers d'hôpitaux ne contiennent, en somme, que des indications relatives au traitement d'urgence, administré après constatation d'un état comateux, anormal, surexcité, etc... Il n'en reste pas moins que les forces policières sont parfaitement conscientes de l'accroissement excessivement rapide du nombre d'usagers mineurs et de la nécessité absolue d'information préventive et de traitement. En effet, bien que le premier mineur, ayant commis l'abus de l'usage des stupéfiants, ait été signalé à la police de Pointe Claire en 1967, en l'espace de cinq ans, les diverses formes de déviance, relatives, ou liées à l'usage des stupéfiants, ont pris des proportions graves.

Pour faire face à la situation, la police de Pointe Claire a organisé un service spécial qui relève d'un officier en charge. L'action de cet officier comprend les fonctions suivantes :

1. Être informé de tous les cas de l'usage de la drogue connus des services et des agences sociales de Pointe Claire.
2. Faire, sur demande des autorités ou des familles, des conférences dans les écoles et dans les foyers. Ces conférences sont généralement données Par des officiers en civil et un de leurs avantages consiste dans le contact direct avec les mineurs et la possibilité, pour l'officier, de les connaître individuellement.
3. Répondre aux demandes de renseignements présentées par les parents, soit par téléphone, soit à l'occasion d'entrevues au poste, telles que sollicitées par ces derniers.
4. Informer les parents, dans certains cas d'enfants qui sont des usagers de la drogue, ou même des vendeurs à l'échelle locale, et qui peuvent ne pas être référés aux autorités en raison de l'impossibilité de faire la preuve ou pour des considérations Strictement sociales.

5. Étudier tous les délits constatés par la police, où l'incidence de la drogue est détectée, ou considérée comme dirimante.

Sur le plan du travail concret, l'officier de police préposé consacrait en 1969 :

1. Cinq heures par semaine pour les conversations téléphoniques avec les parents.
2. Quatre-vingt seize heures par mois pour les rencontres avec les enfants, les travailleurs sociaux et les enseignants.

Toutefois, depuis le développement dans la région des services communautaires spécialisés, les activités de l'officier de police en charge sont plus limitées et il y consacre uniquement 50 heures environ par mois, comparativement à 96 heures affectées à ce travail pendant la période précédente (1968/1969).

En ce qui a trait aux statistiques des cas, la police de Pointe Claire les évalue à 15 environ annuellement et il s'agit surtout de mineurs arrêtés lors de saisies importantes faites à la suite de perquisitions à domicile.

Lors de ces perquisitions, la police établit uniquement la preuve à l'égard de celui qui a fourni la drogue et réfère les autres aux services sociaux et à leurs familles. Chaque année, vingt-cinq mineurs environ sont ainsi reconduits chez leurs parents. Il s'agit là de familles considérées comme capables de faire face à leurs responsabilités et de mineurs n'ayant pas commis d'autres délits. Dans tous ces cas, l'officier préposé rencontre les parents et leur donne la documentation concernant les études médicales relatives à la détérioration de santé, due à l'usage des stupéfiants.

Ce qui découle de ces quelques données, c'est que l'action préventive de la police est très limitée, comparativement à l'étendue du pro-

blème et que son rôle repose, pour une large part, sur sa collaboration avec les services sociaux et éducatifs de la région.

2. L'action du tribunal pour enfants

[Retour à la table des matières](#)

Le tribunal pour enfants, soit la Cour du Bien-Être Social de Pointe Claire, a été créé en juin 1970, à la suite de multiples demandes et recommandations faites par les services sociaux et communautaires de cette municipalité et des municipalités environnantes.

Les premières statistiques de la Cour ont été établies au 31 décembre 1970 pour la période de six mois, à compter du 22 juin 1970. Pendant ce laps de temps, la Cour a entendu 14 causes d'adultes et 283 causes de mineurs de moins de 18 ans ¹². En ce qui a trait au nombre de dossiers correspondant au nombre de comparutions et de plaintes présentées, il s'est élevé à 427, dont 165 relatifs à la population de religion catholique, 247 à la religion protestante, 1 à la population de religion juive et 14 indéfinis. Sur le plan de répartition par genre de délits, ces dossiers ont été constitués en vertu des chefs d'accusation suivants :

¹² L'âge de 18 ans représente, dans la province de Québec, la limite de la minorité légale au-delà de laquelle le concerné est référé à la Cour pour adultes.

Tableau no 9
***La répartition des causes présentées à la Cour du Bien-Être-Social
de Pointe Claire (juin-décembre 1970)***

[Retour à la table des matières](#)

- La loi des Jeunes Délinquants

Assaut	4
Attentat à la pudeur	11
Conduite immorale	3
Délit de fuite	1
Dommages, méfaits publics et tentatives	33
Vol par effraction	9
Vol par effraction et tentatives	1
Vol par effraction et recel	71
Vol et recel	81
Vol à l'étalage	38
Vol de bicyclette	17
Vol de véhicule	22
Fraude	7
Incendiaire	3
Tentative de meurtre	1
Possession d'arme offensive	2
Possession de narcotiques	4
Prise de véhicule sans permission	7
Troubler la paix	2
Vagabondage	3
Voies de fait	2
Divers	5

Total	318
-------	-----

<i>- Règlements municipaux</i>	8
<i>- Loi de la Régie des Alcools</i>	2
<i>- Code de la route</i>	17
<i>- Loi de la Protection de l'Enfance et de la Jeunesse</i>	46

Comme le démontre le tableau no 9, sur 318 dossiers, 4 concernaient les causes relatives à la possession des stupéfiants.

Toutefois, et c'est là un aspect fondamental de la visibilité du problème de l'usage et du trafic des stupéfiants, comme de l'alcoolisme d'ailleurs, certaines causes d'enfants et d'adolescents ont été entendues pour des délits autres que ceux-là, mais l'incidence de l'usage des stupéfiants était, en fait, fondamentale, autant en ce qui a trait aux mobiles qu'à la perturbation profonde de la personnalité de l'enfant concerné. Le nombre de ces cas, tels qu'étudiés à partir des dossiers, était de 16, et ils se répartissaient de la façon suivante : (Voir tableau no 10).

Par ailleurs, dans trois des seize cas indiqués au tableau no 10m les concernés usaient également de l'alcool et ont déjà été arrêtés en état d'ébriété.

a) L'étude des cas

[Retour à la table des matières](#)

Pour pouvoir établir avec plus de précision les modes de traitement de mineurs jugés en vertu de la loi des stupéfiants, ou des aliments et drogues, nous avons étudié les cas recensés et nous reproduisons ici leur historique succinct ainsi que la teneur de la décision prise par le juge.

Tableau no 10
*La répartition des cas jugés en vertu des lois autres
 que celles relatives à la possession et au trafic de la drogue,
 où l'incidence de l'usage a été décelée
 (Cour de Pointe Claire, période de 6 mois)*

[Retour à la table des matières](#)

La loi de la protection ¹³	7
Vol par effraction	2
vol	3
Vol de véhicule automobile	1
Délit de fuite	1
Conduite dangereuse	1
Vol et recel	<u>1</u>
Total	16

*b) Les quatre cas de mineurs condamnés
 pour possession de stupéfiants*

S

[Retour à la table des matières](#)

Cas no 1

Age : 16 ans - Sexe : masculin - Premier délit – Saisie : 3 g de marijuana - Milieu familial : à l'aise - Parents : viables -Sentence : suivi en probation.

¹³ Loi de protection de l'enfance malheureuse ou en danger de la province de Québec.

Cas no 2

Age : 17 ans - Sexe : masculin - Premier délit - Saisie - 4 doses de haschisch - Milieu familial : à l'aise - Parents : mère remariée - Sentence : suivi en probation.

Cas no 3

Age : 16 ans - Sexe : masculin - Cinq dossiers antérieurs pour des délits tels que : vol avec effraction, possession d'armes offensives, délit de fuite, possession de stupéfiants - Saisie : 8 tablettes de L.S.D. et 2 g de haschisch - Milieu familial : à l'aise - Parents : viables - Séjours dans les hôpitaux : Montreal General, 4 mois (avril-août 1968) ; Allen Memorial, avril-septembre 1969 - Personnalité : perturbé, solitaire, très mauvais résultats scolaires - Sentence : en détention au Centre d'Accueil de St-Vallier, attend son placement, probablement à l'école de protection, Boys' Farm.

Cas no 4

Age : 17 ans - Sexe : féminin - Nationalité : Américaine - Plusieurs dossiers antérieurs pour usage et trafic des stupéfiants, conduite immorale, délit de fuite d'une école de protection - Saisie : 15 livres de haschisch - Arrêtée à l'aéroport de Dorval et référée à la Cour du Bien-Être Social par la Gendarmerie Royale (police fédérale) - Milieu familial : hippie - Parents : divorcés - Séjour dans les hôpitaux : Lake Shore Hospital (un mois) - Détention : 4 mois au Centre d'Accueil - Sentence : transférée en Floride sous les soins des services sociaux.

Comme on peut le constater à partir de ces quatre cas, il s'agit là de mineurs plus ou moins perturbés. Tous ont été traités, soit par des médecins privés, soit sur l'ordre de la Cour et il est pratiquement impossible d'évaluer l'impact réel de ces traitements. Il convient de signaler également qu'un seul de ces mineurs a été placé en institution.

Ce que l'on peut retenir en outre sur la base de ces quatre cas, c'est l'incidence des délits autres que la possession de la drogue. Cette incidence de conduite délinquante était plus accentuée, toutefois, dans les 16 cas de mineurs jugés à la Cour du Bien-Être Social ¹⁴ de Pointe Claire en vertu des lois autres que celles des stupéfiants, ou aliments et drogues.

*c) Les seize cas des mineurs
où on a constaté l'usage des stupéfiants*

[Retour à la table des matières](#)

Cas no 1

Age : 15 ans - Sexe : féminin - Plusieurs dossiers antérieurs conduite immorale, délit de fuite, vagabondage - Séjours dans les hôpitaux : 6 semaines au Douglas Hospital - Sentence . placement en vertu de la loi de la protection de l'enfance et de la jeunesse (article 15), dans une école de protection.

Cas no 2

Age : 17 ans - Sexe : féminin - Plusieurs dossiers antérieurs : vagabondage, délit de fuite - Sentence : article 15, confiée aux parents - Surveillance psychiatrique d'un médecin privé.

¹⁴ Dénomination officielle des tribunaux pour mineurs de la province de Québec et de plusieurs autres provinces canadiennes, à l'exception de celles où existent les Cours familiales. Voir également à ce propos, la section concernant les tribunaux pour mineurs.

Cas no 3

Age : 17 ans - Sexe : féminin - Plusieurs dossiers antérieurs : conduit-- immorale - Sentence : article 15, confiée aux parents sous surveillance d'un Centre spécialisé - S'adonne au commerce de la drogue, mais n'a jamais été référée à la Cour pour ce délit.

Cas no 4

Age : 14 ans - Sexe : masculin - Plusieurs dossiers antérieurs vol avec effraction, possession d'armes offensives - Sentence -article 20, confié aux parents sous surveillance ; traité en clinique externe ; attend son admission à l'hôpital Allen Memorial.

Cas no 5

Age : 14 ans - Sexe : masculin - Vol au foyer familial (s 800) - Sentence : (article 15) confié aux parents - Use de l'alcool et de la drogue.

Cas no 6

Age : 16 ans - Sexe : masculin - Plusieurs dossiers antérieurs vol d'autos, conduite dangereuse, délit de fuite - Sentence article 20 ¹⁵. attend dans un centre de détention et d'observation son admission à l'hôpital Douglas Memorial.

¹⁵ Relatif à la loi de la protection de l'enfance en danger.

Cas no 7

Age : 14 ans - Sexe : masculin - Plusieurs dossiers antérieurs délit de fuite, troubler la paix au cimetière, alcoolisme -Sentence : article 15 et article 20, confié aux parents, attend son admission à l'hôpital Douglas Memorial.

Cas no 8

Age : 16 ans - Sexe : masculin - Plusieurs dossiers antérieurs : vol avec effraction, incendiaire - Séjours dans les hôpitaux : Montreal Children's Hospital, Douglas Memorial, Allen Memorial - Sentence : placement à l'hôpital Douglas Memorial pour soins psychiatriques.

Cas no 9

Age : 15 ans - Sexe : masculin - Plusieurs dossiers antérieurs : délit de fuite - Sentence : article 15, sous soins d'un psychiatre privé.

Cas no 10

Age : 15 ans - Sexe : masculin - Première comparution : vol (\$ 800) au domicile des parents d'un camarade de classe -Sentence : article 20, confié aux parents.

Cas no 11

Age : 14 ans - Sexe : masculin - Première comparution : vol au domicile des parents d'un camarade de classe, délits de fuite - Sentence : article 15, confié aux parents.

Cas no 12

Age : 16 ans - Sexe : masculin - Deux dossiers antérieurs pour : conduite dangereuse, tendances suicidaires – Sentence : article 20, confié aux parents sous surveillance psychiatrique.

Cas no 13

Age : 13 ans - Sexe . masculin - Première comparution : vol et re-cel - Sentence : article 20, confié aux parents sous la surveillance d'un agent de probation ¹⁶.

Cas no 14

Age : 17 ans - Sexe : masculin - Plusieurs dossiers antérieurs pour : vagabondage, délit de fuite - Sentence : article 15, confié aux parents sous la surveillance d'un agent de probation

Cas no 15

Age : 16 ans - Sexe : féminin - Plusieurs dossiers sociaux antérieurs : délit de fuite, conduite immorale - Sentence : l'Agence sociale demande le placement dans une école de protection.

Cas no 16

Age : 15 ans - Sexe masculin - Première comparution : vagabondage - Sentence article 15, confié aux parents sous surveillance psychiatrique.

¹⁶ Sous le terme des agents de probation, on désigne les travailleurs sociaux affectés aux Cours.

À partir de ces seize cas, il est possible de tirer les conclusions suivantes :

- a) Les mineurs concernés ont généralement besoin de soins psychiatriques (10 cas sur 16).
- b) Le groupe d'âge le plus important numériquement se situe au niveau de 14-15 ans (9 cas sur 16). Toutefois, selon les deux officiers de probation attachés à la Cour du Bien-Être Social de Pointe Claire, à mi-temps et à mi-temps aux agences sociales régionales, dans tous ces cas, les enfants ont commencé à user de la drogue dès 10-11 ans ¹⁷.
- c) En ce qui a trait aux sentences, on constate un très faible taux de placements dans les écoles de protection (3 cas sur 16). Il est impossible, cependant, de conclure qu'il s'agit là d'une politique systématique, dictée par une attitude de permissivité du juge. En effet, il convient de tenir compte de deux facteurs : soit celui de la viabilité des milieux familiaux concernés, du manque de place dans les écoles de protection et de l'impossibilité d'y appliquer, de l'avis des spécialistes, un traitement médical adéquat à cette catégorie de mineurs.

Sur la base de ces données, il est loisible de conclure, par conséquent, que l'action préventive de la police et le rôle de resocialisation, assumé par les tribunaux pour mineurs, demeure très limité, en raison de difficultés d'application de la loi, comme à cause du manque de structures institutionnelles susceptibles d'assumer la prise en charge et le traitement adéquat.

¹⁷ Sous le terme des agents de probation, on désigne les travailleurs sociaux affectés aux Cours.

3. Le dépistage et le traitement social

[Retour à la table des matières](#)

Pour pouvoir évaluer les disparités qui existent entre l'action légale et les besoins réels, il convient d'établir des comparaisons entre le nombre de cas dépistés par la police et traités devant le tribunal pour enfants, comparativement à ceux pris en charge de façon informelle par les services sociaux de la région concernée. Les services sociaux spécialisés ont été organisés à Pointe Claire dès 1967. À l'origine, il s'agissait d'un groupe de citoyens qui ont créé le Comité d'Action destiné à aider les jeunes qui s'adonnent à l'usage des stupéfiants. Ce Comité, qui collaborait dès le début avec le Y.M.C.A., a engagé un travailleur social chargé d'entrer en contact avec les mineurs dans la rue et les endroits publics. Malheureusement, faute de fonds, un seul travailleur social devait desservir l'ensemble du territoire, ce qui était nettement insuffisant pour amorcer une action, mais ce qui avait permis de faire le dépistage et une évaluation approximative de l'importance du phénomène. Grâce à cette forme d'enquête, on a pu également se rendre compte des mesures les plus appropriées qu'il convenait de prendre afin de créer un système intégré de protection sociale, tel qu'il existe actuellement.

Ce système comprend :

- le service de transports d'urgence,
- le service de logements de dépannage,
- le service téléphonique pour les appels d'urgence, qui fonctionne 24 heures par jour sans interruption.

Le rôle de ces trois services est le suivant :

- transporter à l'hôpital les mineurs ayant une crise d'hallucination et les ramener coucher chez leurs parents ou dans les services de logements de dépannage,
- répondre à tous les appels, demandes d'information, ou d'aide.

Le fonctionnement de ces trois services est assuré par 180 bénévoles demeurant dans la région. Ces bénévoles travaillent sous la surveillance de travailleurs sociaux diplômés et reçoivent un entraînement spécialisé, ou encore ont suivi des cours. Seuls, les frais de déplacement et de transport leur sont remboursés.

En somme, on est parvenu, grâce à la collaboration des bénévoles, organisée par le Comité d'Action, à créer un véritable service social d'aide et de dépistage, autre que judiciaire et policier. Par ailleurs, sur la base d'enquêtes qui ont été faites, on s'est aperçu de la nécessité d'assurer aux enfants s'adonnant à la drogue, la possibilité d'être informés, surveillés et conseillés, ainsi qu'observés, en vue d'un traitement préventif et de l'hospitalisation des cas particulièrement graves.

C'est ainsi qu'en juillet 1970, a été ouvert, près d'un complexe de magasins à rayons, où on avait constaté que les mineurs se groupaient quotidiennement, le Centre d'Accueil « Rendez-vous 6801 ». Ce Centre *fonctionne régulièrement* depuis et reçoit, selon les travailleurs sociaux, une moyenne de 2 000 mineurs par mois. Il est à présumer que certains sujets reviennent et sont recensés comme de nouveaux venus, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un nombre fort important comparativement aux cas recensés par la police.

a) Le fonctionnement du Centre « Rendez-vous 6801 »

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le Centre « Rendez-vous 6801 » destiné à grouper les mineurs, usagers de la drogue, dans le but de les informer et de les traiter, a été organisé en fonction d'un plan d'ensemble élaboré par les travailleurs sociaux. Fait significatif cependant, en ce qui a trait aux réactions de la communauté, ce sont les services de police, mais aussi certaines entreprises commerciales qui se sont montrés les plus favorables à son établissement.

En effet, les propriétaires du complexe des magasins à rayons se plaignaient de la présence d'enfants et d'adolescents qui rôdaient à l'intérieur, se groupaient à l'extérieur et passaient des journées entières à parler, ou à rester assis près de l'entrée. Ayant constaté que plusieurs commettaient des vols à l'étalage, les commerçants ont appuyé le projet de la création du Centre par leurs encouragements et par leurs subventions, en espérant éliminer ainsi une partie des pertes qui en résultaient.

Le Centre a été incorporé en vertu de la loi des compagnies sans but lucratif. Le Conseil de direction comprend 9 bénévoles soit : le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier, les secrétaires-assistants et quatre directeurs.

[Retour à la table des matières](#)

b) Le personnel du Centre se compose de deux travailleurs sociaux, mais les quelque 180 bénévoles collaborent étroitement avec eux. Les deux travailleurs sociaux ont une maîtrise en sociologie et l'expérience requise, tandis que les bénévoles se divisent en deux ca-

tégories, dont la première a reçu un entraînement soit à Y.M.C.A., soit dans le cadre d'un autre organisme ; tandis que ceux de la deuxième catégorie suivent un entraînement du même genre, ou ont été recrutés en vertu d'autres qualifications.

Le Centre est ouvert quatre soirs par semaine : jeudi, de 7 h 30 à 10 h p.m. ; vendredi, de 7 h 30 à 12 h p.m. ; samedi, de 4 h p.m. à 12 h p.m., et dimanche, de 2 h p.m. à 6 h p.m.

Les locaux du Centre se composent d'un appartement situé au rez-de-chaussée, comprenant cinq pièces, cuisine et salle de bain complètes. Ces locaux sont meublés sommairement et organisés de façon à permettre aux usagers de les entretenir eux-mêmes. Étant donné l'évaluation numérique de la fréquentation, faite par les travailleurs sociaux, ces locaux semblent être nettement insuffisants.

Ce qui est intéressant et peut être considéré comme révélateur, ce sont les décorations murales faites par les mineurs. Dans la plupart des cas, il s'agit de photographies ou de dessins très imprécis, qualifiés généralement de psychédéliques, ne reflétant aucun rêve ou aspiration concrète. On ne retrouve pas là, comme c'est souvent le cas dans les locaux occupés par les divers mouvements de jeunes, des photos ou dessins qui réfèrent aux voyages, exploits sportifs, acteurs préférés, ou encore, qui trahissent des appétits sexuels. Aucune référence non plus aux préoccupations sociales ou politiques.

Pendant les heures d'ouverture, un des travailleurs sociaux en charge est toujours présent, ainsi qu'un certain nombre, variable, de bénévoles.

[Retour à la table des matières](#)

c) Le coût du Centre est de \$ 1,500,00 environ, par mois, pour une fréquentation de 2 000 enfants, soit de \$ 0,75 per capita ¹⁸. Cette somme comprend uniquement les salaires des travailleurs sociaux et les frais administratifs, et ne tient pas compte du coût des services des bénévoles. La nourriture est achetée par les usagers, avec les subventions obtenues en argent ou en nature. Ce sont également les usagers qui préparent le café et les sandwiches, et distribuent les eaux gazeuses.

Les règlements du Centre comprennent tout ce qui concerne le maintien de l'ordre et la clause restrictive spécifique relative à l'usage des stupéfiants. Il est interdit de fumer ou de consommer, ou de vendre des drogues au local et ceux qui sont pris sur le fait sont exclus du groupe, à la suite d'un débat ad hoc, organisé avec l'aide des usagers eux-mêmes. L'accès du Centre leur est ensuite interdit pendant une période plus ou moins longue, ou de façon définitive, et les habitués du Centre sont chargés de faire respecter la consigne.

d) Les usagers du Centre « Rendez-vous 6801 »

[Retour à la table des matières](#)

Le Centre reçoit lors des soirs d'ouverture, de 150 à 200 mineurs. Étant donné qu'un certain nombre revient vendredi., samedi ou dimanche, on évalue à 500 personnes la fréquentation hebdomadaire. Ces données permettent de se rendre compte clairement de l'inefficacité de l'application de la prévention judiciaire.

¹⁸ On évalue à 3 56,99 environ le coût per capita du tribunal pour enfants.

En effet, tous ceux qui fréquentent le Centre usent de stupéfiants, ce qui permet de conclure qu'au cours de six mois, le Centre aurait reçu 12 000 mineurs, tandis que 4 uniquement ont été jugés, pendant cette période par la Cour et que dans 16 autres cas, on a décelé des motivations dues principalement à l'usage des stupéfiants. Sur le plan de dépistage et de prévention des services policiers, qui ne réfèrent pas nécessairement les mineurs arrêtés à la Cour, ils ne concernent annuellement, comme il a été indiqué plus haut, qu'une dizaine de cas environ.

En ce qui a trait aux groupes d'âge des concernés, le Centre reçoit des mineurs qui ont de 12 à 19 ans, mais les travailleurs sociaux constatent l'accroissement très marqué du nombre d'enfants plus jeunes, soit de 10 à 11 ans. Les statistiques de la Cour continuent, toutefois, à enregistrer la supériorité numérique du groupe âgé de 14 à 15 ans.

Il est possible de conclure, par conséquent, que les modes de prévention et de traitement judiciaire ne permettent guère d'évaluer l'importance réelle de la maladie sociale que constituent l'usage et l'abus des stupéfiants, pratiqués par les mineurs, ni de dégager les tendances impliquant des enfants de plus en plus jeunes et, ipso facto, les plus vulnérables.

e) Les perspectives d'avenir

[Retour à la table des matières](#)

Par ailleurs, il convient de constater que l'organisation de la prévention sociale progresse, tandis que celle de la prévention judiciaire, en ce qui a trait à l'usage des stupéfiants, ne peut évoluer que dans le sens d'une plus grande sévérité de l'application de la loi, ce qui pose des problèmes d'encadrement institutionnel, difficiles à résoudre, et de la réaction des spécialistes, médecins, criminologues et sociologues, qui sont fortement opposés au Canada, à une telle orientation.

En effet, les services sociaux communautaires de Pointe Claire procèdent à la mise sur pied de deux formes de traitement, jugées préférables à la prise en charge institutionnelle., ou la surveillance formelle en milieu familial, dont le premier est occupationnel et le deuxième, médical.

Afin de réaliser ces objectifs, on organise plusieurs ateliers, dont ceux de fabrication de menus objets, de préparation d'un journal mensuel et de formation des jeunes ayant des intérêts dans le domaine artistique. Par ailleurs, une clinique de traitement sera rattachée au Centre et appelée à fonctionner dans ses cadres.

4. La clinique de traitement

[Retour à la table des matières](#)

L'organisation d'une telle clinique se justifie par le fait qu'à travers les observations effectuées depuis l'existence du Centre « Rendez-vous 5901 », on a pu déceler les déficiences physiques et psychiques des mineurs qui consomment des stupéfiants.

Parmi ces déficiences, on a relevé surtout :

- la sous-alimentation systématique et volontaire qui occasionne l'anémie,
- l'absence d'hygiène personnelle, et la fréquence des maladies vénériennes, dont surtout la gonorrhée ou la blennorragie,
- les perturbations psychiques, dont l'anxiété, l'angoisse, les hallucinations.

Actuellement, 25 adolescents rencontrent régulièrement, tous les lundis, en entrevues individuelles qui ont lieu dans les locaux du Centre, un psychologue et deux infirmières diplômées.

Le problème qui se pose demeure celui, cependant, de la collaboration des médecins. En raison de la minorité légale des adolescents concernés, les médecins refusent de les traiter au Centre. Par ailleurs, même dans les cas d'urgence, il est particulièrement difficile de persuader les médecins d'hôpitaux de ne pas prévenir la famille. Or, pour la majorité des mineurs, il s'agit d'une rupture, partielle ou totale, avec le milieu familial, et les enfants et les adolescents concernés ne se confient aux travailleurs sociaux qu'à condition de recevoir l'assurance qu'ils ne communiqueront pas avec leurs parents.

En effet, comme il a été démontré à l'aide d'un questionnaire et d'enquêtes faites au Centre, les parents ne savent pratiquement jamais que leurs enfants usent de la drogue et ne doivent pas en être informés par les travailleurs sociaux sous peine, pour ces derniers, de perdre la confiance des mineurs traités. Or, cette confiance est d'autant plus difficile à obtenir que les adolescents éprouvent une sorte d'hostilité à l'égard de tous les adultes et que les travailleurs sociaux ne parviennent que très progressivement à les habituer à se confier. La relation de confiance est essentielle, il va sans dire, pour permettre la mise en garde contre l'usage des stupéfiants, et des discussions concernant les doses, perçues comme un conseil d'ami et non pas comme une tentative d'intimidation.

Par ailleurs, c'est grâce aux contacts individuels avec les enfants et les adolescents que les travailleurs sociaux parviennent à dépister certaines maladies dont ils souffrent, peuvent intervenir dans les moments de crises d'hallucination, ou encore prévenir la commission d'un acte délictueux.

Il n'en reste pas moins que dans un tel contexte, les médecins ne veulent pas traiter les mineurs sans avoir reçu l'autorisation des pa-

rents et tuteurs, même si plusieurs adolescents ne vivent plus dans leur famille et ont rompu avec elle.

Actuellement, le mode de procédé est le suivant :

- En cas de crise, l'enfant est transporté à l'hôpital le plus proche, et le travailleur social, ou le bénévole, l'accompagne et l'assiste. Le nombre de cas transportés ainsi est évalué à 20 par mois.
- Après le traitement d'urgence, l'enfant est ramené au local du Centre où il passe la nuit, ou encore chez un des bénévoles qui le reçoit alors dans sa maison.
- Dans certains cas, toutefois, le choc psychologique dure pendant plusieurs semaines et les hallucinations reviennent sans utilisation de drogues. Cette catégorie de jeunes est référée au psychologue qui vient les rencontrer au local du Centre tous les lundis.

Toutefois, étant donné le fait qu'on a dépisté également chez les mineurs qui fréquentent le Centre, des maladies telles que l'anémie, la sous-alimentation, ainsi que des maladies vénériennes, dont principalement la gonorrhée, il semble urgent, selon les services communautaires, d'organiser une clinique qui serait située à proximité du Centre et dont les médecins omnipraticiens accepteraient de traiter les enfants sans en informer la famille.

Donc, les objectifs immédiats du Centre sont les suivants

- établissement d'un lien de confiance,
- information,
- développement du sens de responsabilité,
- traitement médical autre que psychiatrique,
- traitement médical psychiatrique indispensable dans certains cas.

5. L'organisation des ateliers et le problème de motivation long terme

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le Centre « Rendez-vous 6801 » se propose d'organiser plusieurs ateliers. Cette action vise à créer une motivation chez les enfants et les adolescents.

En effet, les mineurs qui fréquentent le Centre se recrutent, pour la plupart, parmi ceux qui ne s'intéressent ni à leurs études scolaires, ni aux activités culturelles ou sportives qui sont, cependant, disponibles et faciles d'accès. Selon les travailleurs sociaux et les services de police, ce qui les caractérise, c'est une forme d'ennui qui découle de ce manque d'intérêt ainsi que de l'absence de participation à la vie familiale et à la vie de groupe. C'est également cette forme d'ennui qui les pousse à commettre des actes défendus par la société, en fonction d'une sorte de bravoure, ou de défi perçu comme l'unique et la seule façon de s'imposer et d'avoir une existence individuelle autonome. À titre d'exemple de cet état d'esprit, on cite, entre autres faits, que bien que la nourriture soit gratuitement disponible au Centre, des groupes ont déjà volé des quantités importantes de pains dans un des magasins des environs, uniquement pour éprouver la résistance et le « courage » des individus impliqués dans cette action.

Selon les travailleurs sociaux du Centre, les enfants et les adolescents qui le fréquentent usent du L.S.D., de plus en plus fréquemment du « Speed » et, bien entendu, de la marijuana. Les vendeurs locaux prétendent qu'ils vendent, en fin de semaine, une moyenne de 300 à 400 tablettes de L.S.D. (à 8 2,50 la tablette), une once de haschisch (à \$ 80,00) et deux à trois centaines de tablettes de « Speed ». Bien que ces données paraissent particulièrement élevées, sinon exagérées, il

n'en reste pas moins que c'est là une autre confirmation de l'inefficacité de l'action formelle de l'appareil de la justice.

6. Le placement

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui a trait au placement en institutions, les cas, où un tel mode de traitement a été indiqué, furent relativement rares. Certains mineurs ont été hospitalisés pendant des périodes plus ou moins longues (10 jours à un mois), mais, à leur sortie, ils ont recommencé à user de la drogue.

Les nécessités de traitement médical ainsi que ses lacunes peuvent être évaluées à partir des cas extrêmes qui sont recensés et indiqués ci-dessous :

1. Un adolescent de 17 ans qui fréquente régulièrement le Centre, use du « Speed » 8 fois par jour. Il a commencé à user des stupéfiants à l'âge de dix ans. Il a été hospitalisé à plusieurs reprises pour traitement intensif, mais sans résultat. De l'avis du médecin traitant, il devrait être transféré d'urgence dans une clinique américaine spécialisée, située à New York. Toutefois, il n'accepte pas de s'y rendre, les parents ne parviennent pas à le forcer, et les travailleurs sociaux ne disposent pas de moyens de financement du voyage et du traitement, bien que dans l'état actuel des choses, il soit condamné à une détérioration accélérée de sa santé. La probabilité de survie est évaluée à un an au maximum.
2. Un garçon de 14 ans a eu plusieurs crises graves. Il est arrivé au Centre complètement déshabillé. A force de persuasion, les travailleurs sociaux sont parvenus à l'emmener à l'hôpital, où il a

déjà été traité à plusieurs reprises. Ses hallucinations le rendent incontrôlable en raison de l'identification, de toute personne qui use à son égard d'autorité ou de force, avec le monstre qui le poursuit. Ses hallucinations peuvent durer jusqu'à 8 jours et se reproduisent même quand il cesse d'user de la drogue, en raison de la persistance du choc psychologique.

On remarquera, sur la base de ces deux exemples, à quel point il est difficile, sinon impossible, d'élaborer un schéma type du traitement, et, à plus forte raison, d'évaluer son efficacité.

7. L'analyse comparative du traitement formel et informel des usagers de stupéfiants

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'état actuel des connaissances médicales formelles, le problème de l'usage des stupéfiants par les mineurs implique la réaction de la société à deux niveaux :

- celui de la protection des mineurs contre les dommages qu'ils peuvent s'infliger, tant en ce qui a trait à leur santé qu'à l'hérédité et les tares éventuellement transmissibles à leurs descendants ;
- celui de la protection de la société contre le danger de contamination et de pollution du milieu que représentent les mineurs qui usent de stupéfiants.

Il est évident, en effet que la société doit se protéger contre toute forme d'atteinte possible à la santé physique et mentale des mineurs, et cela d'autant plus que le coût du traitement médical est défrayé, dans

le cadre de l'assurance-santé, par l'ensemble des contribuables. Cette action de protection se situe à trois niveaux :

- évaluation médicale formelle de la nocivité de chaque catégorie des stupéfiants et des doses pouvant être absorbées sans entraîner de conséquences passagères ou durables, préjudiciables à l'équilibre physique ou mental ;
- évaluation de l'importance réelle du pourcentage des usagers, comparativement à la population totale, pour les groupes d'âge de 10 à 18 ans ;
- dépistage de cas et contrôle des doses et de la qualité des stupéfiants absorbés ;
- traitement de cas ayant dépassé un certain niveau de perturbation.

Étant donné l'état actuel des études médicales et sociales, il est impossible de procéder à une évaluation globale du problème et l'étude de l'exemple de Pointe Claire et des municipalités limitrophes n'autorise que des conclusions partielles, mais non moins significatives.

Il ressort de cette étude que :

- le coût de l'application actuelle de la loi est relativement faible parce qu'elle ne concerne, en fait, qu'un pourcentage proportionnellement négligeable du total.

Nous basons cette affirmation sur les données suivantes

- La population totale de la région concernée, âgée de moins de 18 ans, est évaluée à quelque 80 000 personnes.

- Au cours des six mois, 4 mineurs ont été jugés à la Cour du Bien-Être Social pour usage et trafic de la drogue, dont une Américaine.
- Pendant la même période, le Centre « Rendez-vous 6801 » a reçu 12 000 mineurs environ.

Par conséquent, on peut conclure que :

- le coût relativement faible du système de la répression policière et judiciaire, telle qu'elle existe, ne saurait justifier en soi son maintien sous sa forme actuelle, étant donné son inefficacité effective. Il semble donc que l'application de la loi doit être complétée ou remplacée » par des traitements préventifs, informels.

C'est à ce niveau que se situe d'ailleurs l'ensemble du problème de demain ; l'approche sociale doit-elle jouer un rôle complémentaire, comme c'est le cas dans le contexte actuel, ou être dotée de structures planifiées, diversifiées et autonomes, afin de pouvoir se substituer au système judiciaire et prendre en charge toutes ses responsabilités, tout du moins pour certains groupes d'âge et pour certains genres de délits ?

*a) Le rôle de complémentarité
des services sociaux et ses lacunes*

En effet, le système qui existe pour le moment présente plusieurs lacunes graves, tout en justifiant sa raison d'être par l'incapacité de la justice à assumer auprès des mineurs ses responsabilités préventives. Pour reprendre l'exemple de l'usage des stupéfiants, tel qu'étudié sur la base des données recueillies à Pointe Claire, les témoignages des travailleurs sociaux concordent sur deux points :

- La prévention et le traitement social de cet ordre impliquent la « complicité » des travailleurs sociaux et des mineurs concernés

qui, dans la plupart des cas, les obligent à tenir à l'écart la famille et ne pas collaborer avec elle.

- La « complicité » des bénévoles recrutés dans le milieu, des travailleurs sociaux et du corps médical, exclut a priori l'intervention judiciaire.

Il semble évident qu'aucune société ne peut envisager une action organisée et planifiée concernant les mineurs, en acceptant, au départ, de ne pas faire appel à la participation des familles et des services scolaires et qu'on ne saurait concevoir de système de prévention, structuré à l'échelle d'un pays, sans tenir compte de l'autorité judiciaire quand elle existe et demeure formellement imposée par la loi.

En d'autres termes, les disparités qu'on constate entre le traitement préventif et informel, découlent des contradictions qui se manifestent entre les principes légaux et la soumission de ces principes à l'objectif de la justice sociale et de l'efficacité. Ce qui est vrai pour les usagers de stupéfiants l'est également pour plusieurs autres groupes de mineurs qui ont des comportements déviants.

Les hommes et les femmes qui s'occupent, en France, des « blousons noirs » par exemple, connaissent bien ce dilemme, puisque constamment ils doivent faire des choix entre le recours à l'intervention de la police et des tribunaux, et l'action qui consiste à user de persuasion sociale qui, dans le contexte actuel, entraîne pour eux une responsabilité morale dans l'éventualité d'une victimisation de tiers qu'ils ne sont pas en mesure d'éviter.

La prévention sociale efficace doit-elle forcément entraîner de tels dilemmes ? Nous ne le croyons pas. La question à laquelle il convient de répondre concerne, selon nous, la ligne de démarcation qu'il faut tracer entre la prévention sociale et le traitement judiciaire, et entre les nouveaux pouvoirs de l'autorité sociale par rapport à l'autorité judiciaire.

“La tradition, les institutions et les hommes

Les tribunaux pour mineurs et l'évolution du concept classique de la délinquance

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau des tribunaux, l'évolution du concept classique de la délinquance repose sur quatre modèles correspondant à l'évolution sociale au sens plus large de ce terme.

Les principales caractéristiques de cette évolution sont relatives au concept classique et néo-classique de la délinquance et aux concepts plus évolués qui sont liés à la notion de la déviance. Sur le plan schématique, cette évolution peut être illustrée selon le tableau no II. (p. 224)

1. Les tribunaux pour mineurs et « l'universalisme » du concept de la délinquance

A l'origine, les tribunaux pour mineurs ont été créés à Chicago, en l'année 1899, où la société américaine affrontait les effets d'une industrialisation très rapide et forcément insoucieuse des droits des travailleurs, en tant qu'individus, ou groupe exploité. Dans les usines, les

mineurs étaient alors des victimes toutes désignées. Des enfants travaillaient sept jours par semaine à raison de dix heures par jour et toute forme de désobéissance était considérée comme un acte délinquant.

Pour corriger les récalcitrants, on leur administrait des peines corporelles, on prélevait des amendes sur leur salaire, déjà dérisoire, et, en dernier lieu, on les livrait à la justice.

Transformés en bêtes sauvages, enfants et adolescents devenaient irrécupérables après des séjours plus ou moins prolongés dans des prisons où ils côtoyaient à loisir les criminels les plus endurcis ¹⁹.

Au cours d'une année, on avait recensé à Chicago la présence, en prison, de 600 garçons, tandis qu'une seule maison de correction avait la charge de 500 élèves- Ces données, réunies par Jane Addams et Julia Lathrop, deux pionnières américaines du travail social, devaient leur permettre d'émouvoir l'opinion publique et d'attirer son attention sur la nécessité de protéger l'enfance malheureuse. En pratique, la campagne n'a pu se solder que par la création du Premier tribunal spécial pour mineurs, ce qui déjà constituait un important pas en avant par rapport à la situation existante. En effet, on pouvait désormais isoler les enfants et les adolescents des criminels adultes et espérer, qu'à long terme, les juges, continuellement en contact avec les véritables drames de mineurs, sauront les comprendre et évaluer la réelle responsabilité de la société à leur égard.

¹⁹ Rapports des Commissions Royales d'Enquêtes, Canada., Grande-Bretagne, États-Unis. Pour détails, voir notes bibliographiques qui figurent à la fin de ce volume.

Tableau no 11
Modèle d'évolution de l'action des tribunaux pour mineurs

[Retour à la table des matières](#)

	Législations	Juges	Services auxiliaires
I. Modèle classique.	« Universalisme » du concept de la délinquance qui permet d'assimiler l'enfance malheureuse à l'enfance délinquante.	Formation : études de droit.	Inexistants.
Ib Modèle amélioré ou néo-classique.	Distinctions plus précises entre l'enfance malheureuse et l'enfance délinquante. Définitions plus précises concernant les diverses catégories de délits.	Formation : études de droit et, ou, expérience sociale.	Morcelés et totalement soumis à l'autorité du juge.
Ic. Modèle amélioré.	Acceptation, dans certains cas, de suppression de la limite entre l'enfance déviante et l'enfance malheureuse, au profit de cette deuxième catégorie.	Formation : études de droit, et expérience sociale, ou études de sociologie, ou reconnaissance formelle de l'expérience sociale comme critère de nomination.	Planifiés et officiellement reconnus comme indispensables.
II. Modèle le plus évolué.	Le concept de l'enfance malheureuse englobe toutes les catégories de mineurs jusqu'à une limite d'âge qui correspond à la puberté.	Formation : très variable à prépondérance sociale.	Planifiés, structurés et agissant à un certain niveau comme conseillers du juge.

Dans l'immédiat, cependant, le législateur a voulu maintenir intact le principe de l'autorité. C'est ainsi qu'on avait élaboré dans la plupart des pays occidentaux, en Europe comme en Amérique, un concept « universel » de la délinquance qui comprenait tous les délits, mais aussi tous les comportements non conformistes, ou prétendus tels. Les définitions légales étaient à ce point vagues, en outre, que les juges d'enfants avaient des pouvoirs plus absolus que ce n'est le cas pour les adultes. Tous les mineurs, sans distinctions relatives au seuil minimal d'âge, pouvaient être accusés « d'incorrigibilité », « d'immoralité », de « mauvais penchants » et d'autres péchés du même ordre. En ce qui a trait à la distinction entre l'enfance malheureuse, ou en danger, et l'enfance délinquante, les définitions telles que « prédélinquants », ou « ayant des tendances délinquantes », officiellement reconnues dans certaines législations, conféraient à la police et aux tribunaux les pouvoirs pratiquement illimités d'assimiler les enfants maltraités et exploités aux enfants délinquants.

Le concept universel de délinquance atténuait, ou rendait inexistant, celui de la responsabilité des parents, ou tuteurs, coupables de négligence et de cruauté, et excusait a priori les mauvais traitements et les punitions corporelles infligées aux mineurs dans les institutions scolaires et dans les ateliers et usines, où ils étaient embauchés comme apprentis.

En ce qui a trait aux juges des enfants, ils devaient appliquer la loi et, ne disposant d'aucun moyen de surveiller les mineurs en milieu libre, étaient tenus à les condamner à un séjour dans des maisons de correction, chroniquement surchargées, ou encore, ce qui se faisait plus couramment faute d'une infrastructure sociale indispensable, à la prison.

En somme, dans le contexte du modèle classique, les tribunaux pour mineurs assumaient théoriquement toutes les responsabilités sociales et légales à l'égard des enfants et des adolescents, mais en prati-

que, ne pouvaient que faire preuve d'une certaine forme de clémence en prononçant des sentences dont la durée demeurerait plus limitée que ce n'était l'usage pour les adultes. Étant donné, en outre, que les mineurs étaient criminellement responsables pour des délits qui, dans le cas d'un adulte, n'étaient définis par la loi que comme le simple refus de respecter certains règlements municipaux, cette clémence demeurait en fait on ne peut plus théorique, sinon illusoire.

2. Les tribunaux pour mineurs et l'évolution du concept de la délinquance dans les divers contextes nationaux

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui est significatif, c'est qu'au cours du XXe siècle, et surtout depuis la deuxième guerre mondiale, la philosophie et les modes d'application des législations en vigueur ont évolué de manière sensible, sans qu'on transforme pour autant, de façon fondamentale, les législations en tant que telles. Plus exactement, le cadre légal n'a subi fréquemment que des changements limités et très lents, mais le développement parallèle des réglementations administratives et sociales est venu atténuer, sinon changer, l'esprit d'application de plusieurs lois.

Par ailleurs, bien qu'issus d'un modèle classique commun, les modes de fonctionnement des tribunaux pour mineurs ont été tributaires des traditions et des philosophies socio-judiciaires propres à chaque pays, ce qui a eu de nombreux effets au niveau de leur action réelle.

Tableau no 12
Caractéristiques communes des tribunaux pour enfants

[Retour à la table des matières](#)

Double juridiction	Limites de juridiction
1.	1) Limites relatives à la durée de placement des mineurs.
a) Protection de l'enfance malheureuse, ou en danger.	2) Limites relatives à la durée de condamnations des adultes.
b) Causes d'adoption.	3) Limites relatives à la gravité des délits jugés et l'obligation de référer les concernés à une Cour pour adultes.
2.	
a) Causes de délinquance juvénile.	
b) Causes d'adultes, relatives aux causes des mineurs.	

Les principales différences, entre les divers contextes nationaux se situent au niveau du partage des responsabilités entre le secteur de législation sociale, ou civile et criminelle. Ces différences sont liées aux seuils d'âge et aux modes de classification des cas, en fonction du concept de la délinquance, ou de la protection de l'enfance en danger.

En ce qui a trait au fonctionnement des tribunaux proprement dits, les disparités fondamentales concernent surtout le système de sélection et de nomination des juges et les rapports qui sont établis entre eux et les services auxiliaires des Cours.

A. Les structures adoptées en Belgique et en France

a) La compétence des tribunaux pour mineurs

[Retour à la table des matières](#)

En Belgique, comme en France, le tribunal pour mineurs entend toutes les causes des enfants et des adolescents âgés de 8 à 18 ans, qui lui sont référées par les services sociaux, par un juge de paix et par des tiers. Pour ceux ayant entre 16 et 18 ans, le juge des enfants peut, en raison de la gravité particulière du délit, ou à la suite de la mauvaise conduite persistante du mineur, renvoyer sa cause devant une autre juridiction.

En France, en outre, les causes de meurtre sont entendues par la Cour d'Assises des Mineurs, juridiction qui n'est pas permanente et qui ne siège qu'une fois par trimestre. La Cour d'Assises des Mineurs est présidée par un conseiller à la Cour d'Appel, assisté de deux juges d'enfants et d'un jury formé de citoyens désignés au sort, et, de par son fonctionnement et sa composition, prolonge le principe de juridiction distincte pour mineur.

En ce qui a trait à la compétence territoriale du tribunal, le est jugé dans l'arrondissement où est située sa résidence, ou celle de ses parents et non pas là où il a commis son délit. Par la suite, le changement de résidence entraîne le dessaisissement de ce tribunal au profit du tribunal de la jeunesse de l'arrondissement où est située la nouvelle résidence et le dossier lui est transmis par les greffes du tribunal qui vient de se dessaisir de la cause.

Par ailleurs, en Belgique, comme en France, les mesures d'assistance éducative, prises par le tribunal pour mineurs, peuvent s'appli-

quer jusqu'à 21 ans. La législation beige stipule, en outre, aux articles 39 et 40 de la loi que :

« si la mesure prise est inopérante en raison de la mauvaise conduite persistante ou du comportement dangereux du mineur, il sera mis à la disposition du Gouvernement jusqu'à sa majorité. »

ou encore le juge peut :

« décider que la cause lui sera de nouveau soumise avant la majorité du mineur en vue de mettre celui-ci, s'il y a lieu, à la disposition du Gouvernement pour un terme qui ne pourra dépasser le jour où l'intéressé atteint l'âge de vingt-cinq ans ».

Tous les mineurs de plus de 16 ans, dans les cas desquels s'appliquent les articles 39 et 40, peuvent être détenus, en outre, dans un établissement carcéral, où ils doivent être soumis, cependant, à un régime spécial.

b) Les modes de nomination des juges

Les procédures, comme le mode de nomination des juges, reflètent une approche axée sur le concept traditionnel, ou formel, de la justice.

En Belgique, il y a dans chaque tribunal de première instance une section désignée sous le terme de « tribunal de la jeunesse » qui comprend une ou plusieurs chambres constituées par un seul juge. Le Roi fixe le nombre de ces chambres et désigne les juges de la jeunesse parmi les juges du tribunal de première instance qui ont au moins deux ans de fonction judiciaire effective. Ces magistrats sont désignés, pour un terme de trois ans, renouvelable chaque fois pour une durée de cinq ans. Après huit ans, ils peuvent être nommés à titre définitif. Les juges exercent leurs fonctions à l'exclusion de toute autre activité judiciaire. Toutefois, le Roi peut charger un juge au tribunal de la jeunesse d'exercer ses fonctions dans un ou plusieurs autres tri-

bunaux de la jeunesse siégeant dans le même ressort de Cour d'Appel, ou l'autoriser à siéger aux chambres civiles du tribunal de première instance. Cette mesure permet de suppléer, le cas échéant, à un manque temporaire de magistrats de la jeunesse dans certaines régions.

Lorsque le tribunal de la jeunesse comprend plusieurs juges, comme c'est le cas à Bruxelles, par exemple, le plus ancien a la responsabilité et assume la répartition du service. En cas d'empêchement d'un juge de la jeunesse, le président du tribunal de première instance désigne un juge titulaire pour le remplacer.

En France, les juges d'enfants sont désignés par décret pour une durée de trois ans, renouvelable au sein de chaque tribunal. Leur formation est comparable à celle des juges belges, mais ils sont tenus d'accomplir des stages, en tant qu'auditeurs de la justice, ce qui leur permet de siéger et de donner un avis consultatif.

Par ailleurs, un ou plusieurs juges d'instruction, désignés par le président du tribunal de première instance, sont spécialement chargés des affaires qui sont de la compétence du tribunal de la jeunesse, ce qui signifie que, comme pour les adultes, ils représentent l'autorité intermédiaire entre les juges et les services policiers.

Les fonctions du Ministère Public, près du tribunal de la jeunesse, sont exercées, en outre par un ou plusieurs magistrats du parquet désignés par le procureur. En Belgique également, ces magistrats exercent les fonctions du Ministère Public près le tribunal de première instance, chaque fois que celui-ci est appelé à statuer sur les mesures provisoires relatives à la personne, aux aliments et aux biens des enfants mineurs, non émancipés, dont les père et mère sont en instance de divorce ou de séparation de corps.

c) Le droit à la défense et les procédures d'appel

En ce qui concerne le droit à la défense, le mineur peut être assisté par un avocat ou demander qu'un avocat soit désigné pour le défendre à titre gratuit. Il a également le droit d'interjeter appel auprès d'une Cour. En Belgique, il y a à cet effet, dans chaque Cour d'Appel, une ou plusieurs chambres de la jeunesse qui entendent les causes des tribunaux de la jeunesse en instance d'appel. Les chambres de la jeunesse sont constituées d'un seul membre, président de la chambre ou conseiller à la Cour, désigné par le Roi pour un terme renouvelable de trois ans. À la Cour d'Appel, les fonctions du Ministère Public près des chambres de la jeunesse sont exercées par un ou plusieurs magistrats du parquet général, désignés par le procureur général.

d) Le personnel auxiliaire des tribunaux pour mineurs

Dans le système belge, comme dans le système français, les auxiliaires, rattachés aux tribunaux pour mineurs, sont d'autant plus soumis à l'autorité des juges qu'ils relèvent du Ministère de la justice.

Les tribunaux pour mineurs disposent, toutefois, en dehors des délégués permanents, des assistantes sociales dont le statut est assimilé ou différent, suivant leur affectation et leur compétence.

En France, la formation des assistantes sociales est réglementée par l'arrêté du 17 juillet 1951 et par l'arrêté du 8 novembre 1962. Les candidates doivent avoir leur baccalauréat, faire trois années d'études dans les écoles d'État ou dans des institutions reconnues par l'administration et passer leurs examens. Il existe 54 écoles qui forment les assistantes sociales, mais actuellement, on s'efforce de donner aux diplômées une spécialisation qui dépasse le cadre de leurs programmes, dont, par exemple, en France, des cours dispensés au Centre de Vaucresson. Les assistantes sociales font, sur l'ordre du juge d'enfants, des

enquêtes auprès des familles, présentent des rapports sociaux et assurent la surveillance des cas, tel qu'ordonné par le juge.

Dans tous les arrondissements judiciaires existe, toutefois, un service social de protection de la jeunesse composé de délégués permanents. En Belgique, ce service comprend deux sections. Les délégués de la première section sont mis à la disposition des Comités de Protection de la jeunesse, ceux de la deuxième par contre, travaillent auprès des tribunaux pour enfants.

En France, les délégués sont attachés aux tribunaux pour enfants ou travaillent dans les établissements et centres d'observation pour les enfants protégés et délinquants. Dans les deux pays, toutefois, les délégués permanents relèvent du Ministère de la justice. Ils sont recrutés parmi les diplômés des écoles de service social, mais ils doivent, pour pouvoir être nommés, posséder des connaissances pédagogiques et subir des stages et un examen spécial.

Le travail des délégués, comme celui des assistantes sociales, consiste à faire sur ordre du juge des enquêtes sociales, avant le prononcé de la sentence, et à prendre en charge les mineurs placés en liberté surveillée. Un service spécial de délégués à la liberté surveillée coordonne leur action à ce niveau et assure la liaison avec les divers organismes publics et privés qui s'occupent des mineurs.

Chroniquement débordés, les délégués sont en fait des travailleurs sociaux appelés à remplir des tâches particulièrement ingrates. Auxiliaires de la justice, ils n'ont pas le droit d'agir de leur propre chef et sont totalement soumis aux décisions judiciaires. Ils servent néanmoins de conseillers particulièrement conscients des aspects sociaux des causes, auprès des magistrats, plus attachés, de par leur formation, au contexte judiciaire et légal.

Cette coexistence de deux philosophies, aussi complexe puisse-t-elle être, demeure une des garanties de l'évolution progressive de toute

la conception de la justice, telle qu'appliquée aux enfants et aux adolescents, tout en étant néanmoins une source constante de contradictions, sinon de frictions.

*e) Les principales caractéristiques
du modèle belge et français*

Le modèle belge et français du traitement judiciaire des mineurs demeure le plus proche du concept classique de la justice qui repose sur le principe de protection légale des droits de l'individu. Nous nous sommes efforcés de retracer ses grandes lignes afin de pouvoir procéder, par voie de référence, à l'analyse des autres systèmes, structurés de façon moins formelle.

En effet, en France comme en Belgique, l'évolution de l'action de la société à l'égard de l'enfance malheureuse, ou déviante, se traduit surtout par le renforcement très lent de l'autonomie des services préventifs administratifs et l'élaboration d'un processus de traitement non coercitif qui retarde, ou élimine la nécessité de référer l'enfant devant un juge. Par contre, à l'intérieur de l'action des tribunaux pour mineurs proprement dite, l'influence des idées de la défense sociale demeure incontestable, mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit là déjà d'un traitement formel qui stigmatise fatalement le mineur, qu'il soit entendu devant la Chambre civile ou criminelle.

Par opposition, dans les systèmes britannique et surtout suédois, il s'agit de modes d'application de la loi qui tendent vers la création d'un modèle de tribunaux pour mineurs qui se rapproche de celui d'une agence sociale ayant tous les pouvoirs coercitifs et différents, par définition, du schéma d'un Tribunal pour Enfants dominé par l'autorité du juge. Les gradations qui existent à cet égard entre les schémas canadien (le plus proche de ceux de France et de Belgique), britannique et suédois, représentent en quelque sorte les différentes étapes de transformation de l'attitude de la société à l'égard du concept tradi-

tionnel de la délinquance et de celui, plus évolué, de la déviance de la personnalité relié au concept de la protection.

B. Les structures adoptées au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Dans le contexte canadien, qui est celui d'un État fédéral, la législation concernant la délinquance relève du code criminel, élaboré par le gouvernement central, tandis que son application ainsi que toutes les législations relatives à l'enfance malheureuse, ou en danger relèvent de l'autorité de chacune des dix provinces canadiennes.

Ce qui caractérise la philosophie globale, c'est la disparité qui existe entre le cadre législatif relatif à la délinquance et son application. Selon la loi, les tribunaux pour mineurs sont appelés à entendre toutes les causes des enfants âgés de 7 à 16, 17 et 18 ans, selon les provinces et dès 14 ans, ils peuvent les référer à une autre instance.

Le législateur a conféré, en somme, aux juges d'enfants le pouvoir d'intervenir dans tous les cas, même des mineurs très jeunes, et de décider des mesures « indispensables dans l'intérêt de l'enfant ».

Désormais, la loi est à l'étude et on lui reproche sa sévérité, en pratique cependant ; l'interaction constante entre les législations provinciales et celles du code criminel a permis l'introduction des réformes et dans certaines provinces, dont la Saskatchewan, l'adoption d'une attitude « plus sociale », bien que la législation contenue dans le code criminel date du début du siècle.

D'une manière générale, il convient de constater que dans le système canadien, les tribunaux pour enfants sont toujours séparés, dans les grandes villes, des Cours pour adultes et logés dans des locaux complètement autonomes. Ils sont désignés sous le terme de Cours du

Bien-Être Social ou de Cours Familiales. Les Cours du Bien-Être Social, telles qu'elles existent au Québec, par exemple, sont appelées à entendre les causes de protection de l'enfance en danger, d'adoption et de délinquance ; les juges des Cours Familiales ²⁰ telles qu'elles existent en Ontario, par contre, sont chargés également d'entendre les affaires relatives aux problèmes familiaux, dont la séparation de corps.

Dans le cadre des tribunaux canadiens, les pouvoirs des juges sont, en outre d'autant plus importants que les plaintes leur sont référées directement sans être évaluées au préalable par le Parquet, comme c'est le cas du système belge, par exemple, et qu'ils peuvent entendre les causes de délinquance en vertu des législations provinciales, concernant la protection de l'enfance malheureuse ou en danger, et cela même quand la preuve de l'acte délictueux a été faite, ou vice versa. On reproche, d'ailleurs, à l'ensemble du système son « paternalisme » découlant en partie du choix des juges ²¹, et surtout de « l'universalité » du concept de la délinquance juvénile, tel que contenu dans le code criminel.

La formation des juges diffère selon les provinces. En Saskatchewan, il s'agit de magistrats qui ne sont pas tenus d'avoir une formation juridique, tandis qu'ailleurs, on recrute les juges parmi les avocats qui, au Québec par exemple, doivent avoir un minimum de dix ans d'expérience. Les juges, nommés à vie, demeurent pratiquement inamovibles. Ils siègent seuls, mais peuvent demander à un agent de probation d'être présent à l'audience, ce qui ne lui confère pas pour autant un rôle comparable à celui d'un assesseur.

Les travailleurs sociaux, ou agents de probation, qui composent les services auxiliaires des Cours, dépendent de l'autorité du Ministère de

²⁰ On peut établir là un parallèle avec le système judiciaire belge où depuis les réformes législatives de 1965, les juges des enfants ont des pouvoirs similaires.

²¹ Le Canada demeure le seul des cinq pays concernés où les juges d'enfants sont nommés à vie, inamovibles et appelés à siéger toujours seuls.

la Famille et du Bien-Être Social. Cette façon d'opérer un partage de responsabilités entre les Ministères de la justice et du Bien-Être Social provoque des difficultés incontestables, mais peut favoriser également l'affrontement quotidien de deux conceptions : légale et sociale.

Les officiers de probation, attachés aux Cours pour mineurs, sont chargés de rencontrer les mineurs avant leur comparution devant le juge, de préparer sur l'ordre du juge des rapports présententiels et d'assurer le placement et la surveillance des enfants et adolescents concernés. Dès la présentation de la plainte, ou l'arrestation d'un mineur, s'établit en somme le contact entre l'officier de probation, l'enfant et le juge.

Théoriquement, ce système favorise l'action sociale, en pratique, cependant son application présente également des inconvénients. Tout d'abord, le fait que le juge d'instruction n'ait pas d'équivalent dans le système canadien signifie que les Cours sont fatalement appelées à entendre tous les cas référés et, en deuxième lieu, l'insuffisance du nombre des officiers de probation, dans les grands centres urbains surtout, leur impose la charge d'un trop grand nombre de mineurs. L'impossibilité de préparer toujours un rapport présentiel valable, et la nécessité pour le juge des enfants de faire comparaître des mineurs emmenés à la Cour à la suite de plaintes insuffisamment fondées, entraînent fatalement des retards, sinon des injustices réelles.

Il convient de mentionner, cependant, qu'il s'agit là de disparités qui existent partout entre l'approche théorique et les possibilités concrètes de son application et qui ne peuvent être éliminées que grâce à l'élaboration des infrastructures qui sont insuffisantes dans tous les pays occidentaux.

La troisième caractéristique du système canadien consiste dans la superposition à l'autorité des juges de l'autonomie partielle des institutions de placement. Contrairement aux sentences imposées aux adultes qui sont exécutoires, celles concernant les mineurs peuvent ne pas

l'être, en raison du refus de l'institution de recevoir le cas. Ce genre de refus doit être basé, toutefois, sur l'examen du mineur, l'étude de son dossier effectuée par le conseil multidisciplinaire de l'institution et la preuve de l'impossibilité de le traiter dans le cadre des normes existantes.

C'est ainsi que la spécialisation de certaines institutions qui dispensent l'enseignement académique, ou professionnel, peut justifier le refus d'accepter un mineur accusant un retard, ou une avance, dans ses études antérieures ou encore le degré de perturbation de sa personnalité peut être considéré comme trop marqué.

Toutes ces formes de sélection, utilisées par les écoles de protection et apparentées, se compliquent, cependant, ou sont même faussées par le fait que le nombre de places disponibles est inférieur à celui des cas référés par les Cours du Bien-Être Social. En pratique, cela signifie que les juges sont obligés par la force des choses de favoriser les méthodes de traitement autres que celles de placement en dehors du milieu familial, soit la surveillance exercée par l'officier de probation et l'obligation pour le mineur comme pour ses parents de se conformer à certaines règles de conduite.

Là encore, on constate cependant que cette façon de procéder peut être favorable, ou défavorable, à l'intérêt réel du mineur, selon les cas ; mais, ce qui demeure incontestable, c'est que la société en tant que telle, préfère se contenter de cette forme de surveillance que d'assumer les frais et la responsabilité directe de la prise en charge ²².

Cette attitude à l'égard des mineurs demeure commune d'ailleurs aux systèmes belge, français et canadien. Ce qui les différencie par contre, c'est que le premier cadre, plus respectueux du formalisme lé-

²² L'analyse statistique des sentences démontre que de 60 à 70% des causes jugées par les Cours du Bien-Être Social comportent des décisions concernant le retour dans le milieu familial et la surveillance d'un officier de probation.

gal, rattache certaines décisions aux concepts judiciaires proprement dits, relatifs à l'importance de l'acte commis, tandis que dans le cadre canadien, ce formalisme est atténué par le parallélisme des législations sociales, provinciales, qui contrebalancent fréquemment la sévérité du code criminel.

Au niveau de l'application des divers modes de resocialisation, les mécanismes d'autonomie institutionnelle font contrepoids à l'autorité judiciaire, ce qui atténue également de façon sensible, le formalisme légal, mais ne favorise pas toujours l'application d'une approche sociale de traitement de la personnalité déviante, par opposition à celle de punition de l'acte délictueux.

C. Les structures adoptées en Grande-Bretagne

[Retour à la table des matières](#)

Le phénomène de disparité entre la lettre de la loi et son application, qui existe dans le contexte canadien, est également significatif dans le cadre britannique. En effet, jusqu'en 1969, la responsabilité criminelle et pénale des enfants commençait dès l'âge de 10 ans. Par ailleurs, l'obligation absolue pour les tribunaux de mineurs de faire la preuve de la culpabilité de l'enfant et le fait que ce dernier devait assurer sa propre défense, ne protégeaient que théoriquement ses droits à une justice pleine et entière. Ce qui avait atténué, cependant, depuis plusieurs années déjà la sévérité de l'approche légale, ce fut l'absence de formalisme des Cours et leur implantation dans le milieu social environnant.

En effet, les tribunaux pour mineurs sont situés dans chaque quartier des grandes villes et totalement distincts des Cours pour adultes. Il existe, en Grande-Bretagne, 820 Cours pour mineurs où siègent plus de 16 000 magistrats bénévoles, hommes et femmes, n'ayant généra-

lement aucune formation juridique. Il s'agit de citoyens élus pour trois ans, qui entendent les causes dans le cadre d'un tribunal formé de trois personnes assistées d'un « clerc » qui est avocat et qui, au besoin, leur sert de conseiller légal.

Les tribunaux pour mineurs font partie des « Summary Courts » qui ont juridiction dans les affaires relevant du code criminel concernant les enfants et adolescents âgés de 10 à 17 ans, et les adultes trouvés coupables de cruauté ou de négligence à leur égard, ainsi que dans les affaires qui relèvent du code civil relatives aux problèmes de l'enfance et aux conflits conjugaux.

Les limites de juridiction des « Summary Courts » les empêchent de prononcer des sentences de plus de six mois, mais cela ne signifie pas qu'elles n'entendent pas les causes de délits graves. En fait, c'est à la Cour pour mineurs que le jeune de moins de 17 ans est généralement référé par la police en premier lieu, et c'est là seulement que les magistrats décident, après avoir établi la preuve de sa culpabilité, s'il y a lieu de le référer à une autre instance. À cet égard, les causes de meurtres constituent la seule exception puisqu'elles sont toujours référées à la Cour des Sessions ou à la Cour d'Assises.

À ces deux niveaux de juridiction, la cause du mineur est entendue par un juge, assisté de trois magistrats bénévoles, ou encore par le juge, deux à trois assesseurs et un jury. À la Cour d'Assises, comme à la Cours des Sessions, les jeunes délinquants sont toujours défendus par un avocat dont les services peuvent être défrayés par les autorités, conformément aux règlements de l'assistance judiciaire.

En ce qui a trait au droit d'appel, tous ceux jugés par les tribunaux pour mineurs peuvent l'interjeter auprès d'une autre Cour, mais on use fort rarement de ce droit puisqu'il est communément admis que dans le cas de délits dits sérieux, c'est un privilège de pouvoir être traduit devant les « Summary Courts », moins sévères par définition.

Il n'en reste pas moins que, depuis 1950 environ, les tribunaux pour mineurs ont été largement critiqués, autant dans le rapport de la Commission Ingleby que dans le rapport Kilbrandon appuyé par le parti travailliste. En fait, la loi présentée en 1969 devant le parlement comprend surtout des changements ayant trait au concept de la responsabilité légale des mineurs qui impose, néanmoins, à l'ensemble du système une orientation nouvelle.

Le relèvement du seuil de l'âge de responsabilité à 14 ans, qui implique que tous ceux qui n'ont pas atteint cette limite ne peuvent être considérés que comme des enfants ayant besoin de protection, s'inscrit dans le cadre d'une philosophie sociale qui rejette le concept de la délinquance et adopte celui de la protection de l'enfance. C'est, en somme, la consécration partielle des théories socio-pédagogiques, mais aussi la reconnaissance formelle des réalités sociales. Par ailleurs, le maintien de l'autorité des juges, dans toutes les causes où la protection de l'enfance implique des moyens coercitifs que ne détiennent pas les organismes sociaux de prévention, telle par exemple la Société Nationale de Prévention de Cruauté à l'égard des Enfants (National Society for Prevention of Cruelty to Children) est considérablement atténuée par le fait qu'il s'agit de magistrats qui ont une formation sociale, plutôt que juridique.

Il s'agit là, en somme, d'une évolution et non pas d'une rupture avec le schéma classique de traitement judiciaire des enfants et des adolescents, mais qui peut être accélérée en raison de possibilités de diversifier les choix relatifs à la nomination des magistrats.

Par ailleurs, la nouvelle législation confère aux autorités municipales et communales de protection de l'enfance, l'obligation de recevoir en premier lieu toutes les plaintes de la police concernant les mineurs âgés de 14 à 17 ans et le droit de référer au tribunal pour enfants les cas qu'ils ne peuvent pas traiter sans intervention judiciaire. En dernier lieu, les réformes ont trait à la collaboration entre les magistrats et les travailleurs sociaux, puisqu'on précise qu'un rapport présentiel. doit

être préparé dans toutes les causes et que leurs décisions doivent tenir compte de ses recommandations.

Comme dans les schémas français, belge et canadien, les travailleurs sociaux continuent, en somme, à être soumis à l'autorité judiciaire, mais on reconnaît explicitement l'importance de l'enquête sociale relative à la personnalité du mineur et à son milieu, ce qui indique l'évolution de l'attitude de la société à l'égard de la déviance de la personnalité, par opposition à la délinquance, concept relié uniquement à l'acte commis.

Au niveau de l'application de la loi, il s'agit en outre d'édifier des structures nouvelles, devenues désormais indispensables, organisées et dirigées par des sociologues, criminologues, psychologues et médecins, ce qui permet de présager que le processus de traitement social ira en s'accroissant et cela au détriment de celui qui demeure purement judiciaire.

D. Les structures adoptées en Suède

[Retour à la table des matières](#)

Le schéma suédois de traitement des mineurs constitue une rupture totale avec le système judiciaire classique et l'adoption d'une orientation nouvelle qui est sociale. Les Suédois ont atteint, en somme, le stade le plus avancé de l'évolution dont on décèle les influences, plus ou moins marquées, dans les quatre autres contextes nationaux.

En effet, la loi suédoise sur la Protection Sociale de l'Enfance et de la Jeunesse, promulguée le 29 avril 1960, laisse toute la latitude aux organes socio-administratifs, chargés de l'appliquer, soit aux Comités pour la Protection des Mineurs.

La responsabilité criminelle et pénale des enfants n'existe qu'à partir de 15 ans et ceux n'ayant pas atteint cet âge ne peuvent être traités que par les Comités. Les mineurs âgés de plus de 15 ans et jusqu'à 21 ans peuvent être traités par les Comités ou référés par ces derniers à une Cour de Justice. Les juges conservent cependant le pouvoir d'entendre la cause et de prononcer la sentence, ou encore de refuser de statuer et de retourner le cas aux Comités pour la Protection des Mineurs.

En ce qui a trait aux forces policières, elles peuvent présenter leurs plaintes au Comité pour la Protection des Mineurs ou à une Cour, quand l'adolescent est âgé de plus de 15 ans, mais dans cette deuxième éventualité, elles sont tenues d'en aviser le Comité.

Le fonctionnement des Comités est assuré par des travailleurs sociaux. Sur le plan administratif, les 900 Comités qui existent en Suède relèvent des préfectures. En ce qui a trait à la nomination de leurs membres, la loi stipule qu'ils doivent être :

« élus par le Conseil Municipal de la Commune, au nombre déterminé par celui-ci ».

Ce nombre ne peut cependant être inférieur à cinq.

La même loi stipule également que :

« lorsque la situation s'y prête, le Comité devra être composé de façon à ce que des personnes ayant des connaissances approfondies en matière juridique s'y trouvent représentées. »

En pratique, certains Comités comptent parmi leurs membres un fonctionnaire rémunéré pour l'exercice de ses fonctions que l'on peut considérer comme le représentant officiel du Ministère concerné, bien que son rôle n'est pas défini de cette façon. Les autres membres sont

des bénévoles qui obtiennent pour les périodes où ils siègent le droit de s'absenter de leur travail sans perte de salaire.

Les Comités reçoivent toutes les requêtes concernant la protection des mineurs et toutes les plaintes relatives à la délinquance. Les requêtes sont présentées par des tiers, par des parents, par des autorités scolaires et par les Comités de la Prévoyance Sociale, de la Tempérance ou de la Santé Publique. Les plaintes sont présentées par la police, par les autorités scolaires, par des tiers ou encore référées par les Cours de justice. Sur réception de la plainte, une enquête est faite par des travailleurs sociaux, attachés au Comité, ou par un des membres du Comité, et elle comprend obligatoirement une visite à domicile du mineur pour laquelle le Comité peut demander, au besoin, l'assistance de la police.

L'interrogatoire des mineurs a lieu, en principe, après l'enquête à domicile. Toutefois, les parents, le mineur ou le tuteur, peuvent demander une enquête complémentaire.

Les enfants et les adolescents ont droit également d'être assistés, lors de leur comparution devant le Comité, par un ami, un parent ou un avocat. A l'issue de la comparution, le Comité prononce sa décision et énonce les motifs qui l'ont dictée et à ce stade de la procédure, les mineurs et les parents ont le droit d'interjeter appel ; mais le Comité peut, dans tous les cas de placement, exiger que sa décision soit immédiatement exécutée nonobstant l'appel.

Le droit d'appel est cependant absolu et n'implique pas de frais. Les concernés peuvent se présenter devant les autorités administratives de la Commune où leur demande sera entendue par un fonctionnaire de la préfecture qui n'est pas juge, mais qui détient le pouvoir de faire suspendre la décision du Comité pour la Protection des Mineurs.

En deuxième lieu, l'appel peut être interjeté devant une Cour, mais les délais permis se limitent à une semaine à compter de la signifi-

tion de la décision du Comité. En somme, le droit d'appel peut être exercé dans le cadre des structures administratives ou encore au-delà de ces structures, au niveau des tribunaux proprement dits.

Étant donné que certains mineurs âgés de plus de 15 ans peuvent être référés à la Cour, il est indispensable, en outre, d'analyser brièvement les autres mécanismes d'interdépendance entre les Comités et les Cours.

Les structures des tribunaux suédois comprennent les tribunaux de première instance, soit les Cours municipales et, dans les milieux ruraux, les Cours de comtés, les six Cours d'Appel et la Cour Suprême. A l'intérieur des Cours, le nombre de juges appelés à entendre les diverses causes et d'assesseurs bénévoles qui doivent les assister varie suivant l'importance des causes. Les causes civiles sont entendues devant les tribunaux de première instance, par trois juges dans les Cours municipales et par un juge et sept à neuf assesseurs, dans les Cours de comtés. Les causes criminelles, par contre, considérées comme graves, sont toujours entendues par un juge et sept à neuf assesseurs, les causes criminelles « moins graves », par un juge et trois assesseurs et, les causes criminelles considérées comme de « simples délits », par un seul juge.

La définition du degré de la gravité des causes est faite en fonction de l'importance des mesures punitives prévues par la loi pour chaque type de délit donné. On désigne sous le terme de « simples délits », les contraventions au code de la route ou encore la conduite désordonnée en lieu public, tandis que les causes criminelles « moins graves » comprennent toutes celles pour lesquelles on ne prévoit qu'une peine d'amende ou un maximum d'une année de prison ²³.

²³ On doit également rappeler à ce propos que le système britannique reconnaît et respecte un système comparable de sélection de causes, suivant les « petty offences » et les autres, mais que les définitions du degré de gravité y sont moins précises.

En ce qui a trait aux mineurs, leur cas est étudié, en premier lieu, par le bureau du Procureur public qui doit décider, dans un délai de 14 jours, si la cause sera présentée devant le juge ou envoyée aux Comités de Protection des Mineurs. Dans tous les cas de mineurs détenus, le Procureur ne peut disposer que d'un délai limite de six jours ; après l'écoulement de ce délai, sa décision doit être prise. Toutefois, quand il s'agit de mineurs de moins de 18 ans et, dans certains cas, de jeunes de 18 à 20 ans, le Procureur public communique avec le Comité et discute avec ses représentants des modes de procédure à envisager. Quand il est décidé d'un commun accord que la cause doit être présentée devant le juge, le mineur peut être assisté, dans tous les cas où la peine peut être autre que l'amende, par un avocat de son choix ou par un avocat d'assistance judiciaire. Toutefois, ces frais ne sont assumés par le gouvernement que dans les causes où le juge rend la sentence de non-culpabilité ; dans le cas contraire, c'est à l'accusé trouvé coupable qu'incombe l'obligation de les défrayer.

Étant donné que, dans les causes de mineurs, la preuve de culpabilité est en réalité faite au moment de consultations entre le Comité et le Procureur, il est relativement rare qu'un mineur demande le concours d'un avocat. Par ailleurs, dans tous les cas de mineurs de plus de 15 ans, un travailleur social, relevant de services des Comités, le rencontre dès son arrestation par la police, l'assiste, prépare un rapport présentiel qui est soumis au juge et au Procureur et le conseille en ce qui a trait à la nécessité du concours d'un avocat de la défense.

L'intervention des représentants des Comités demeure, en outre, une constante dans tout le processus de resocialisation du mineur puisqu'ils collaborent non seulement avec les Cours, mais aussi avec les officiers de probation et cela, par l'entremise des Commissions de Surveillance dont relèvent ces derniers.

Les Commissions de Surveillance, corps autonomes, indépendants des Cours et de l'administration du système correctionnel national,

constituent une structure particulière à la Suède, dont il nous semble important de décrire le fonctionnement. Chacune de ces Commissions est composée de cinq membres et d'un président qui doit posséder des connaissances juridiques. Les Commissions sont chargées de nommer des agents de probation, d'imposer les conditions dans lesquelles les personnes concernées doivent être surveillées ou assistées, et d'intervenir dans tous les cas où ces conditions ne sont pas respectées.

Les Commissions reçoivent toutes les demandes des Comités pour la Protection des Mineurs et des Cours ayant trait aux transferts de mineurs délinquants, ou jeunes adultes, du secteur institutionnel dans le secteur non institutionnel. Le personnel des Commissions se compose d'agents de probation et de bénévoles qui travaillent sous leur direction. On estime que pour 160 officiers de probation, on dispose de 12 000 bénévoles environ.

Les agents de probation ont la formation des travailleurs sociaux, tandis que les surveillants bénévoles se recrutent parmi les assesseurs qui siègent auprès des Cours, les leaders de diverses organisations de la jeunesse, les enseignants, ou encore, parmi les camarades de travail ou membres de la famille du mineur ou de l'adulte concerné. Tous les surveillants bénévoles sont tenus de présenter mensuellement des rapports aux officiers de probation et de leur fournir tous les renseignements concernant la conduite de la personne dont ils ont la charge.

Sur le plan hiérarchique, le corps des officiers de probation comprend deux échelons, soit celui des officiers de probation et celui des officiers de probation supérieurs. Ces derniers assument les responsabilités concernant le choix de nouveaux surveillants, leur entraînement et, d'une manière plus générale, reçoivent tous les rapports et prennent des décisions concernant les cas de mineurs placés sous surveillance qui ne suivent pas les directives imposées par la Cour. Les agents de probation proprement dits font, par contre, les enquêtes préliminaires telles que demandées par les Comités ou par les Cours.

Ce sont les Commissions d'agents de probation qui communiquent tous ces cas aux juges et cela, par l'entremise des Comités pour la Protection des Mineurs.

En somme, les structures sociales de protection et de traitement des mineurs forment une pyramide planifiée et organisée en fonction des besoins, parallèles à l'appareil de la justice proprement dit, mais autonomes.

3. Les perspectives d'avenir

[Retour à la table des matières](#)

Quelles sont les perspectives d'avenir qu'on peut dégager à partir de ces différents modèles de structures de la justice ?

Pour répondre à cette question, on ne peut se baser, selon nous, sur les résultats obtenus et cela pour deux raisons : tout d'abord, les relevés statistiques étant morcelés et difficilement comparables, l'analyse des résultats obtenus est pratiquement impossible. En deuxième lieu, ces résultats sont tributaires, dans une très forte mesure, de l'importance et de la valeur du traitement dispensé dans le cadre institutionnel, comme dans celui de surveillance en milieu libre.

Ce qu'il est possible de constater, par contre, c'est que les différences entre les modèles nationaux analysés correspondent aux variables qui existent entre le concept de la délinquance et de la protection de l'enfance et de la jeunesse, tel que conçu dans le cadre de chaque société.

Le premier modèle implique des limites entre ces deux catégories, le deuxième admet implicitement qu'elles sont en fait artificielles, tandis que le troisième s'inspire d'une philosophie selon laquelle on ne

doit retenir que le phénomène de la détérioration de la personnalité et non pas de passage à l'acte, et élargir le cadre de la protection.

Dans le contexte de ce modèle, on ne prend en considération l'acte que dans la mesure où il présente un trop grave danger de victimisation pour la société pour que celui qui l'a commis puisse être traité en dehors des Cours. Il s'agit, dès lors, d'un processus judiciaire qui est influencé, toutefois, par l'intervention des services socio-administratifs et qui fait appel à leur collaboration, autant au niveau de la prise de décision que du traitement.

Il convient de se demander, par conséquent, si le troisième modèle ne sera pas adopté, à long terme, par la plupart des pays occidentaux comme le plus conforme aux besoins réels des mineurs, puisqu'il comprend des distinctions qui existent également dans les autres schémas sans être formellement reconnus par des séparations très nettes des procédures.

Plusieurs spécialistes affirment que l'influence des traditions et l'attachement à une certaine philosophie de la justice jouent à l'encontre d'une telle évolution, mais l'exemple britannique semble démontrer que ce n'est guère certain. Ce qui paraît dirimant, par contre, c'est que la mise en oeuvre du troisième modèle implique des investissements élevés et difficilement concevables dans certains contextes nationaux puisque l'opinion publique est fréquemment portée à les considérer comme exagérés ou superflus, quand il s'agit du traitement des mineurs déviants.

Il n'en reste pas moins qu'à long terme, c'est l'approche sociale basée sur le concept de la déviance et de la protection qui prévaudra selon toute probabilité. En effet, la déviance des mineurs a cessé d'être l'apanage des milieux désavantagés. Plus encore, elle existe et elle se propage de plus en plus rapidement au-delà des limites des taudis. Le terme même de l'enfance malheureuse ou en danger, qui était autrefois synonyme de l'enfance pauvre, s'applique désormais aux enfants des

milieux à l'aise dont les parents sont négligents, malades, irresponsables ou incapables de continuer une vie commune. Dès lors, les classes privilégiées qui étaient les plus attachées, par définition, au concept classique de la délinquance, du délit et de la peine, sont beaucoup plus motivées pour pencher vers l'autre attitude et pour finir par adopter comme valable la philosophie beaucoup plus évoluée de détérioration de la personnalité du mineur et de la nécessité de le protéger et de le traiter.

Par ailleurs, l'action des travailleurs sociaux à l'intérieur du cadre des procédures judiciaires influence ceux qui ont la charge de les appliquer et joue dans le sens d'une réforme globale.

Au-delà de la justice apparaît en somme cette autre dimension qui est celle de l'évaluation socio-psychologique et socio-pédagogique du mineur, que l'on ne peut plus considérer, par conséquent, comme un coupable, mais plutôt comme la victime d'un milieu familial inadéquat et, de façon plus large, de l'ensemble de la société qui s'est avérée incapable d'assurer sa formation.

“La tradition, les institutions et les hommes

Le traitement institutionnel et les mesures éducatives

[Retour à la table des matières](#)

Les divers modes de traitement, appliqués aux enfants et aux adolescents, correspondent aux trois modèles : classique, néo-classique et le plus évolué.

Conformes à l'approche de la société à l'égard de la délinquance juvénile ou de la déviance des mineurs, ils reflètent mieux que les philosophies relatives aux concepts légaux, le degré de responsabilité que la société veut assumer réellement face aux problèmes de l'enfance malheureuse ou déviante.

C'est ainsi que dans le cadre du modèle classique, où la délinquance juvénile est considérée en fait comme une des formes de la criminalité, les enfants et adolescents étaient détenus dans des prisons. Très tôt cependant, les institutions, généralement organisées par le clergé, ont été créées afin de recevoir les mineurs qui n'ont pas été reconnus coupables de la commission de l'acte, mais dont la détérioration réelle de personnalité n'était pas forcément moins grave.

Le passage vers le modèle néo-classique s'accompagne de la création, à l'intérieur de certaines prisons pour adultes, d'unités séparées et de tentatives de structuration d'un système institutionnel distinct comprenant les écoles de réforme ou apparentées. Selon les divers contextes nationaux, l'État s'efforce d'organiser des contrôles et des réglementations concernant les écoles privées, créées par des organismes charitables, ou de les prendre en charge, ou encore, d'élaborer de nouvelles structures distinctes. Il *n'en* reste pas moins que dans le cadre du modèle néo-classique, les adolescents sont fréquemment détenus dans les maisons d'arrêt et ensuite, ceux qui, après comparution devant un juge sont référés par les tribunaux pour mineurs aux autres Cours, continuent à être traités dans les prisons et même les pénitenciers, tout en étant généralement séparés là des adultes, mais subissant néanmoins un régime fort similaire.

Le modèle le plus évolué comprend deux changements fondamentaux. D'une part, la détention préventive se fait dans des centres spéciaux destinés aux mineurs, centres d'accueil et d'observation et, d'autre part, on préconise et on favorise la diversification des modes de traitement comportant les divers moyens de surveillance en milieu libre ou semi-libre. On établit également des distinctions de plus en plus poussées, en ce qui a trait à l'isolement en milieu protégé, entre les adolescents, les jeunes adultes et les adultes, ce qui se solde par la création des prisons-écoles selon l'exemple français, ou des « Bors-tal » selon le modèle britannique, ou encore, comme c'est le cas au Canada, des centres fédéraux d'entraînement pour jeunes adultes.

Ce que l'on constate sur la base du tableau no 13, c'est que l'évolution de l'attitude de la société à l'égard de la déviance des mineurs, par opposition à celle considérant la délinquance, ou la criminalité des mineurs, comparable ou similaire à celle des adultes, avec reconnaissance de l'excuse atténuante de minorité, se traduit par une plus grande diversification des modes de traitement et par des tentatives d'appliquer à des groupes d'âge de 14 à 18 ans, ou même de 18 à 21

ans, des mesures qui a l'origine étaient élaborées pour les enfants les plus jeunes.

En ce qui a trait au rôle de ces diverses mesures, il comporte deux objectifs principaux : soit celui de prévention et celui de traitement.

Sous le terme de prévention, on comprend la prise en charge, c'est-à-dire la surveillance ou la *détention avant* la comparution ; sous celui de traitement, on entend la prise en charge telle que décidée par sentence.

Dans ces deux cadres, la protection de l'enfance malheureuse et l'isolement des sujets ayant commis un acte délictueux, recensé par la police, se confondent.

En effet, dans les institutions qui correspondent aux deux secteurs, soit d'une part les centres d'accueil et d'observation et, d'autre part, les écoles de protection, on reçoit des enfants ayant besoin de protection, comme ceux déclarés délinquants. Par ailleurs, les centres d'accueil et d'observation, destinés en principe à faire l'examen des cas, ne sont fréquemment que des solutions alternatives à la prison et chroniquement surchargés, ne parviennent pas à remplir leur rôle.

En ce qui a trait aux écoles de protection, là également la surcharge est telle que les institutions sont dans l'impossibilité de recevoir tous ceux qui ont besoin d'être pris en charge et ne peuvent répondre qu'aux demandes ou ordres formels des juges.

Tableau no 13
***Tableau comparatif de traitement institutionnel et éducatif
des mineurs et des jeunes adultes, suivant les groupes d'âge***

[Retour à la table des matières](#)

	Moins de 14 ans	14 à 18 ans	18 à 21 ans
Modèle classique.	Prisons.	Prisons.	Prisons.
	Orphelinats.	Pénitenciers ou prisons à sécurité maximale.	Pénitenciers ou prisons à sécurité maximale.
Modèle néo-classique.	Écoles de réforme ou apparentées.	Prisons, quartiers séparés.	Prisons.
	Prisons, quartiers séparés.	Pénitenciers, quartiers séparés.	Pénitenciers.
Modèle le plus évolué.	Surveillance en milieu familial.	Surveillance en milieu familial.	Prisons-écoles ou Borstal.
	Foyers de substitution.	Foyers de substitution.	Prisons et pénitenciers ; quartiers séparés et Centres d'entraînement.
	Centres d'accueil et d'observation.	Centres d'accueil et d'observation.	
	Orphelinats ou apparentés.	Écoles de protection ou apparentées.	
	Écoles pour enfants déficients.		
	Écoles de protection ou apparentées.		

Par ailleurs, la prise en charge, l'enquête et l'observation, demeurent dans le contexte actuel des formes de punition et non pas d'aide et d'assistance, et sont perçues comme telles par les familles, comme par les mineurs concernés. Dès lors, l'enfant maltraité, ou négligé, comme l'adolescent reconnu coupable d'un délit, sont stigmatisés de la même façon.

L'intervention de la société se situe, en outre, à un moment variable, en ce qui a trait au degré de détérioration de la personnalité des concernés, mais toujours au-delà de la limite où cette détérioration - avait commencé à apparaître.

En d'autres termes, la société n'intervient que quand il est tard, ou trop tard, pour redresser une situation familiale préjudiciable ou pour arrêter le processus de rupture qui se produit entre l'adolescent et le schéma d'existence qui lui est proposé.

Pour pouvoir assurer une véritable politique de prise en charge institutionnelle et préventive, il est indispensable, selon nous, de réaliser deux postulats préalables ; soit, écarter toute intervention judiciaire stigmatisante et diversifier les modes d'intervention sociale. L'évolution amorcée dans le cadre du modèle le plus évolué doit, dans une telle optique, tendre progressivement vers la suppression de toute responsabilité criminelle et pénale des mineurs de moins de 15 ans, âge limite de la puberté. Cette conception assimilant l'enfance actuellement désignée comme délinquante, à l'enfance malheureuse ou en danger, autorisera le traitement social préventif, institutionnel ou para-institutionnel, au même titre que le traitement médical, par exemple. Par ailleurs, elle permettra la diversification beaucoup plus poussée des cadres institutionnels qui comprendront, en premier lieu, des structures préscolaires et scolaires particulières, des centres d'observation para-médicaux et des centres ou cliniques de traitement des mineurs et de thérapie de groupes, destinés aux parents.

Certaines expériences faites au Canada, notamment dans quelques quartiers à Montréal ont permis l'élaboration d'un schéma de dépistage « provoqué » et « non provoqué » de la prédélinquance ou de la déviance de personnalité. Ce schéma prévoit l'action en milieu scolaire, s'adressant aux individus et aux groupes auxquels une équipe de spécialistes administre des tests et assure l'aide et l'assistance nécessaire. Il s'agit là d'une façon de dépister et de rééduquer les enfants et adolescents en marge de toute procédure formelle.

Il va sans dire qu'une telle approche pose le problème de collaboration avec la famille, ou de prise en charge de ceux dont les parents refusent de collaborer. Prise en charge qui, jusqu'à présent, exige, rappelons-le, une intervention judiciaire et cela, dans tous les contextes, à l'exception de celui de la Suède. Certes, la prévention générale existe en France, en Belgique comme en Grande-Bretagne, et consiste dans l'organisation des périodes occupationnelles et de loisirs ; toutefois, cette forme de prévention ne saurait être toujours satisfaisante quand il s'agit des sujets asociaux ou anti-sociaux. L'individualisation de traitement préventif viserait à prévenir le processus de la détérioration de personnalité chez les mineurs particulièrement exposé et permettrait d'éliminer, dans une très forte mesure, l'apparition des comportements déviants.

Par ailleurs, certaines études, dont celles de Marcel Fréchette, ont démontré la nécessité de créer des cliniques criminologiques comparables aux cliniques médicales, mais orientées vers le traitement spécifique des troubles de personnalité. Ces cliniques seraient chargées d'établir le diagnostic et le pronostic des cas, préparer des dossiers existentiels et faire des tests d'efficacité de divers traitements possibles. En effet, jusqu'à présent, on constate que le traitement des mineurs dans les écoles de protection n'apporte pas les résultats escomptés et on le justifie par les déficiences de structures, partout insuffisantes, comparativement au nombre de demandes. N'empêche qu'il a été constaté, sur la base de plusieurs expériences empiriques, dont celles de Marcel Fréchette entre autres, que les disparités entre les besoins et

l'éventail des ressources ont plusieurs causes qui ne sont pas uniquement inhérentes aux lacunes de structures.

C'est ainsi que l'on ne tient pas compte, dans le contexte actuel, du taux de normalisation spontanée qui, selon certains groupes d'âge, atteint 40% du total des mineurs placés, par les Cours dans les écoles de protection. Par conséquent, l'évaluation des résultats recensés par ces institutions est on ne peut plus aléatoire et, dans certains cas, on peut conclure que la resocialisation effective n'est obtenue, en fin de compte, qu'en raison de la normalisation spontanée et que les sujets concernés auraient évolué de toute façon après le passage d'une certaine limite de croissance ou de puberté, et se seraient réadaptés.

À partir de ces études et de plusieurs autres, il est loisible de conclure, par conséquent, qu'aussi bien au niveau de prévention que de traitement, il ne s'agit pas de multiplier les institutions existantes, mais de diversifier les modes d'approche et d'élaborer des structures nouvelles, ou même totalement différentes de ce qui existe actuellement.

Par ailleurs, dans le contexte du modèle idéal, les institutions concernées doivent disposer de moyens de maintien des mineurs traités en régime de liberté, soit dans le cadre familial, soit dans celui des familles de substitution. Cela signifie que chacune des institutions, telles qu'indiquées au tableau no 14, doit avoir un réseau de foyers de substitution, capables de prendre en charge les mineurs qui ne peuvent rester dans leur famille, mais qui sont susceptibles d'être traités en dehors du cadre formel d'internat. La thérapie des groupes, destinée aux parents, sera considérée également dans le contexte du modèle idéal comme une des formes de prévention et de traitement des tendances de déviation de personnalité dépistées chez les mineurs concernés.

Les tendances de l'évolution actuelle du cadre institutionnel indiquent-elles que l'on s'oriente progressivement vers l'élaboration du modèle idéal de ce type ? Pour répondre à cette question, nous allons

étudier, dans les pages qui suivent, les services existants et tenter de dégager les prévisions concernant l'avenir.

Tableau no 14
*Le modèle idéal de traitement institutionnel préventif
et de rééducation*

Moins de 15 ans	15 à 18 ans	18 à 21 ans
Dépistage « provoqué » et « non-provoqué » en milieu scolaire.	Cliniques de traitement individuel et de thérapie des groupes.	Prisons-écoles, dotées de cliniques criminologiques de traitement individuel et de thérapie de groupes.
Cliniques criminologiques ; établissement de diagnostic et de pronostic.	Internats et prise en charge sociale.	
Cliniques de traitement individuel et de thérapie des groupes.	Écoles de protection.	Services hospitaliers spécialisés.
Internat et prise en charge sociale.		

1. Le traitement préliminaire à la décision judiciaire ou administrative

[Retour à la table des matières](#)

Le traitement préliminaire à la décision judiciaire ou administrative prend deux formes. La première consiste à ramener le mineur à son foyer où il devra attendre la convocation du tribunal pour mineurs ; la deuxième, par contre, qui concerne ceux qui ne peuvent ou ne doivent

être traités de cette façon, comprend la mesure de détention préventive. Dans le cadre de cette deuxième éventualité, les enfants malheureux ou maltraités sont soumis à la même procédure que ceux arrêtés par la police à la suite de la commission d'un acte délictueux, et fréquemment détenus dans les postes de police, dans des quartiers séparés des prisons, ou, ce qui représente un progrès notable par rapport à la procédure habituelle du début du siècle, dans des Centres d'Accueil et d'Observation.

Sous le terme de Centres d'Accueil, on désigne généralement des institutions organisées par l'État qui reçoivent les mineurs pour une courte période afin de les observer, d'étudier leur comportement et de formuler des recommandations concernant leur traitement ultérieur. Il s'agit, en somme, de reconnaissance implicite de la nécessité d'établir un diagnostic de personnalité dont l'importance prévaut en principe sur le « diagnostic » ou la décision judiciaire concernant l'acte commis. Ce qui différencie ce mode de procédé du traitement dans le cadre du modèle idéal, c'est la stigmatisation qui s'y rattache et les conditions dans lesquelles le diagnostic doit être établi. En effet, il s'agit de mineurs perturbés par l'angoisse et la crainte de la comparution, dont la personnalité est déjà détériorée plus ou moins gravement et qui, généralement, ont subi le choc du contact avec les forces de l'ordre. Cet état de choses fausse, il va sans dire, l'évaluation et complique singulièrement la tâche des spécialistes.

Pour le moment, en somme, le principal avantage des Centres de ce type consiste à éviter à l'enfant les réalités d'une détention formelle, tandis que leurs lacunes découlent surtout de deux phénomènes : celui de leur surpeuplement quasi chronique et des difficultés d'acheminer les mineurs vers les autres institutions. En d'autres termes, parce que la société n'accepte pas d'investir des sommes suffisantes et parce que la formation du personnel spécialisé laisse à désirer, les Centres sont surpeuplés et on ne parvient pas à isoler les enfants suivant les groupes d'âge et suivant leurs besoins.

Par ailleurs, les Centres, ces « gares de triage » comme on les définit souvent, sont forcés d'assumer des responsabilités qui dépassent leurs objectifs, tels que formulés officiellement dans les règlements en vigueur. En effet, étant donné que les disponibilités de placement institutionnel sont presque toujours insuffisantes, les Centres servent également de « salles d'attente », ce qui complique singulièrement leur action et cela d'autant plus que la durée de cette période d'attente est très variable et souvent prolongée, surtout dans les cas d'enfants, dont l'état ou les caractéristiques de personnalité diffèrent sensiblement des catégories les plus courantes.

À cet égard, la solution adoptée en Grande-Bretagne semble particulièrement intéressante. En effet, les Centres d'Accueil, désignés sous le nom de Remand Homes, reçoivent également les mineurs condamnés par les juges à un traitement ne dépassant pas un mois. En outre, la délimitation très stricte, suivant les groupes d'âge, favorise au départ une meilleure sélection. C'est ainsi que les Remand Homes, acceptent tous les mineurs âgés de plus de 14 ans, à l'exception de ceux trouvés coupables de délits considérés comme très graves, ou qui en raison de leurs comportements antérieurs, ont été référés à une Cour pour adultes.

D'une manière plus générale, le schéma britannique de traitement préliminaire repose surtout sur la classification selon les groupes d'âge et le maintien d'institutions différentes pour tous les mineurs âgés de moins de 14 ou 15 ans. Cette façon de procéder découle, toutefois, d'une approche reliée aux considérations relatives au degré de dangerosité éventuelle et non pas de celle qui tend à établir des distinctions plus ou moins théoriques entre l'enfance malheureuse et l'enfance déviante.

Au Canada, par contre, ces distinctions sont maintenues, en principe, et les policiers reconduisent les enfants accusés de vagabondage ou trouvés sans surveillance, dans des institutions distinctes, organisées généralement par le clergé ou les agences sociales et destinées à

recevoir des orphelins, ou apparentées. En pratique cependant, ces institutions sont surchargées, ne disposent pas de services d'urgence capables de recevoir des enfants à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit et jouissent d'une autonomie plus ou moins poussée. Par conséquent, les enfants et les adolescents sont généralement emmenés dans des Centres qui relèvent des Cours du Bien-Être Social ou des Cours Familiales, seules institutions qui sont tenues, à l'instar des prisons, de recevoir tous ceux qui leur sont référés.

Ce qu'il convient de souligner, toutefois, c'est que dans la plupart des provinces canadiennes, les structures organisées dans les contextes urbains, tout du moins, ont permis d'éliminer complètement la détention des mineurs âgés de moins de 16, 17 ou 18 ans, (selon les législations provinciales relatives à l'âge limite où s'applique l'excuse atténuante de la minorité) dans les prisons ou postes de police, ce qui n'est pas encore le cas dans tous les pays dont l'exemple est étudié dans le cadre de cette analyse.

Quelles sont les solutions d'avenir, en ce qui a trait au traitement préliminaire à la décision judiciaire ou administrative ?

Il est évident que l'objectif consiste à éliminer, en premier lieu, la possibilité de détention formelle dans un centre carcéral, stigmatisant et traumatisant, ou dans un poste de police, comme cela se pratique encore en Suède ou en France. Il convient de souligner cependant, que la disponibilité des Centres d'Accueil est tributaire, non seulement des philosophies qui sont à l'origine de leur implantation et de leur organisation, mais aussi des traditions institutionnelles.

En effet, dans les quatre pays dont nous analysons les structures, exception faite de la Suède, s'affrontent encore les deux cadres : privé et public. Or, le cadre institutionnel privé, bien que généralement subventionné à 90% ou à 100% par les autorités administratives locales, ou centrales, ou locales et centrales, tient à préserver une certaine autonomie en ce qui a trait à l'acceptation des cas. Cette autonomie se

justifie par le fait que tout traitement valable dépend, dans une large mesure, de la sélection faite au niveau de ceux auxquels il s'adresse, et c'est là que se situe le nœud du problème.

Tout d'abord, le rôle des Centres d'Accueil, en ce qui concerne le traitement est très modeste, sinon inexistant. Les directeurs des Remand Homes britanniques objectent que la période d'un mois qui leur est allouée, est tout à fait insuffisante pour que l'on puisse exercer une action éducative, tandis que dans les autres Centres, où il s'agit d'observation uniquement, les responsables se plaignent que leur rôle est on ne peut plus illusoire, puisque les recommandations ne peuvent être mises en exécution, faute d'infrastructure institutionnelle satisfaisante, ou encore en raison du manque de formation socio-psychiatrique et pédagogique des juges.

Dès lors, se pose donc le problème de prise en charge par l'État et la suppression de l'autonomie des Centres, mais aussi celui de collaboration entre les spécialistes des Centres, les agences sociales et l'ensemble des structures institutionnelles. Problème qui n'est guère résolu nulle part jusqu'à présent et qui demeure, cependant, d'autant plus crucial qu'il s'agit du premier contact du mineur avec ceux qui, en principe, doivent l'aider et qui, à ses yeux, représentent de façon formelle la société contre laquelle il s'insurge ou qu'il n'est pas capable d'accepter en tant que telle.

2. La surveillance et le placement en milieu libre

a) La surveillance

[Retour à la table des matières](#)

Les juges des enfants peuvent ordonner, à l'égard des mineurs qui leur sont référés, des mesures de surveillance en milieu libre, de placement et d'éducation en internat, soit en écoles de protection ou appa-

rentées, ou encore les condamner à la détention dans un centre carcéral spécialement prévu à cet effet et généralement désigné sous le terme de prison-école.

En ce qui a trait à la surveillance, elle est exercée par les travailleurs sociaux attachés aux tribunaux pour enfants, ou aux Comités de Protection. Dans la majorité des cas de mineurs qui passent devant les juges des enfants, et cela est vrai selon les statistiques des décisions prononcées par les Cours pour les pays concernés, les juges ordonnent le retour du mineur chez ses Parents, ou encore, son placement dans une famille de substitution, à charge pour l'agent de probation de communiquer avec elle.

b) La famille de substitution

[Retour à la table des matières](#)

À l'origine, le placement chez des familles susceptibles d'accepter des enfants du juge était lié aux structures des sociétés rurales. Les cultivateurs se chargeaient volontiers de ce genre de responsabilité en obtenant en échange la possibilité de faire travailler les mineurs, ce qui faisait partie d'ailleurs du traitement prévu et souhaité par les juges. Avec l'exode rural, cependant, les familles de cultivateurs ne mènent plus le même mode d'existence et il devient de plus en plus difficile de trouver des foyers susceptibles de prendre en charge des enfants protégés ou délinquants. Ils sont donc placés fort souvent chez des particuliers qui vivent en ville et veulent augmenter leurs revenus grâce au per diem versé par les autorités municipales ou par les services spécialisés. Par le passé, comme à l'époque actuelle, le problème des contrôles des foyers de subvention demeure entier !

En France, les foyers familiaux sont groupés en une association qui publie des rapports annuels et des brochures éducatives, tandis qu'au Canada, comme en Grande-Bretagne et en Suède, ils sont organisés

par les services sociaux, par les services de probation des Cours du Bien-Être Social et par certaines écoles de protection.

En Suède, les écoles de protection utilisent systématiquement le placement familial comme une des mesures de réadaptation à une existence normale et elles disposent généralement de possibilités d'en user dans tous les cas de mineurs ne nécessitant pas une surveillance très stricte.

Le système de placement en milieu familial de substitution présente l'avantage d'éviter au mineur l'adaptation à une vie communautaire et préserve, les plus jeunes Surtout, des contacts avec des enfants plus perturbés que lui, soit de la « contamination ». En ce qui a trait aux inconvénients, ils sont relatifs surtout à l'instabilité de ce mode de traitement. Ne disposant pas de formation suffisante, les familles de substitution ne parviennent pas à contrôler les mineurs placés chez elles et refusent de les garder après une période d'essai plus ou moins longue. Il arrive ainsi qu'en l'espace de quelques mois, les mineurs changent de foyer dix fois et plus, ce qui évidemment demeure très préjudiciable pour leur équilibre psychique et affectif.

Pour corriger cet état de choses, en France comme en Belgique, on dispense un entraînement aux familles qui reçoivent les enfants du juge, et, les agents de probation ou les délégués permanents s'efforcent de les seconder en les conseillant.

Parallèlement, on crée, en Suède et surtout en Grande-Bretagne, des foyers dont les responsables sont des travailleurs sociaux. Des foyers de ce type prennent dix à douze enfants, généralement très jeunes. Les mineurs placés dans les foyers peuvent être tenus, en outre, de fréquenter une clinique spécialisée, ou encore, de participer à certaines activités particulières, et faire partie des clubs disponibles à cet effet.

Parmi les diverses structures de cet ordre, le système des Attendance Centers, organisé en Grande-Bretagne, demeure particulièrement intéressant. En effet, il s'agit là d'un service dirigé et organisé par des instituteurs et des policiers qui ont généralement une longue expérience et se recrutent parmi les officiers supérieurs. L'équipe ainsi constituée reçoit, tous les samedis après-midi, des mineurs âgés de moins de 15 ans, dans les locaux des écoles publiques de divers quartiers de grandes villes. Le programme occupationnel comprend les exercices physiques, des travaux d'artisanat et des discussions de groupes. Les résultats obtenus par ce service, très peu coûteux, semblent concluants et les magistrats condamnent souvent les mineurs, trouvés coupables de délits de gravité moindre, à fréquenter un Attendance Center pendant une période ne dépassant pas six mois. On estime à quelque sept mille le nombre total de mineurs condamnés annuellement à fréquenter un Attendance Center et il s'agit là incontestablement d'un service qui obtient des résultats très concluants puisqu'on commence à l'appliquer pour les groupes de 14 à 18 ans.

Dans le cadre de ce genre de participation aux activités de groupes, on parvient également à mieux relever et contrôler la situation familiale de l'enfant et à vérifier périodiquement, l'effet de l'influence positive, ou négative, d'une famille de substitution.

c) Le placement institutionnel

[Retour à la table des matières](#)

En Belgique, comme en France, les établissements d'observation et d'éducation surveillée comprennent les institutions privées et celles organisées et administrées par l'État.

En France, près de deux cents établissements privés reçoivent des mineurs placés par décision judiciaire. Ils sont organisés suivant les mêmes principes que les institutions publiques d'éducation surveillée,

ils sont subventionnés à des degrés divers et contrôlés par les inspecteurs du Ministère, mais certaines particularités regrettables subsistent toujours, notamment en raison des difficultés de financement puisque l'aide de l'État n'est pas suffisante.

Par ailleurs, la mise en service de nouveaux établissements de l'État, du type pavillonnaire, par opposition aux anciens, logés généralement dans des châteaux et couvents désaffectés, ne peut être réalisée à un rythme satisfaisant parce que les possibilités de recrutement du personnel sont trop limitées. C'est ainsi que pour le moment les établissements relativement récents, tels ceux de Saint-Biez et d'Emancé, ne parviennent pas à prendre en charge les mineurs qu'on ne peut pas garder dans les institutions plus anciennes où ont été entrepris des travaux de modernisation,

Les établissements publics et privés se divisent en deux catégories principales, dont l'une est destinée à assurer l'observation des mineurs et l'étude de leur cas, et l'autre, au traitement proprement dit. L'observation peut être faite dans un centre d'observation ou dans un internat ; le traitement par contre est fait dans les écoles de rééducation et sa durée est, par définition, beaucoup plus longue.

En pratique cependant, les distinctions entre les objectifs de diverses catégories d'établissements se confondent pour des raisons techniques et administratives qui tiennent tout autant au manque d'équipement qu'à l'accroissement du nombre d'enfants qui doivent être rééduqués. Il s'agit là, en somme, d'écoles de protection et de centres d'observation qui remplissent fréquemment un double rôle et ne peuvent être complémentaires les uns par rapport aux autres, comme il a été prévu en théorie.

On dénombre actuellement, en France, cinq centres d'observation publics qui sont des internats et deux services d'observation de l'éducation surveillée qui fonctionnent auprès de quartiers de mineurs de la prison de Fresnes et de celle de Lyon, ainsi qu'un certain nombre de

centres d'observation privés. L'âge des mineurs varie, dans ces établissements, de moins de 14 ans (4%) à 20 ans (0,1%), avec une majorité très nette de classes d'âge de 16 ans (25%) et de 17 ans (30%) pour les institutions publiques.

Dans les centres privés, les groupes âgés de moins de 10 ans représentent 8,4% et la majorité, ayant de 14 à 16 ans, 37,6%. La durée de séjour varie de moins d'un mois à plus de neuf mois pour les institutions publiques et de moins de trois mois à plus de douze mois pour les institutions privées.

À ce propos, il convient de noter que les institutions privées reçoivent un fort pourcentage d'enfants qui ne sont pas placés par les tribunaux pour mineurs et qu'elles s'efforcent de les garder quand il est impossible de les retourner dans leur famille. D'une manière générale, dans ces institutions, la durée de séjour n'est pas délimitée uniquement par les besoins réels des mineurs, mais fort souvent par l'incapacité des parents d'assurer leur formation et leur éducation ²⁴.

En dehors des centres d'observation, il existe également onze centres d'orientation et d'action éducative qui reçoivent de petits groupes de mineurs et dispensent un traitement intermédiaire, moins formel que dans les établissements de rééducation proprement dits. Il s'agit là d'une expérience préconisée et organisée par les juges d'enfants de divers tribunaux départementaux et par le président du tribunal pour enfants de Paris, M. Gaston Fédou.

Les établissements de rééducation comprennent 261 internats privés, dont 70 internats de rééducation, 64 foyers ou sections de semi-

²⁴ Certaines législations prévoient même que le mineur doit être gardé en institution au-delà de la limite de temps prévue par la sentence et jusqu'à sa majorité, dans le cas où son milieu familial est considéré comme préjudiciable ou s'il est incapable de le recevoir.

liberté pour garçons, et 84 internats et 43 foyers ou sections de semi-liberté pour filles.

Le secteur public dispose de deux internats pour mineurs d'âge scolaire et de dix pour ceux qui doivent recevoir une formation professionnelle.

Par ailleurs, dans les établissements de rééducation publics pour garçons, 16% environ de mineurs sont placés à la demande des parents, 9% à la requête de l'Aide Sociale à l'Enfance, 32% comme délinquants primaires et 40% comme faisant partie des récidivistes, tandis que les établissements de rééducation privés reçoivent 44,1% de mineurs sur demande de la famille, soit une proportion inverse.

Selon les statistiques du Service de l'Éducation surveillée, concernant les établissements de rééducation publics, 84%, des mineurs admis dans ces institutions ont 15, 16 et 17 ans. La plupart d'entre eux, soit au total 72% sont des délinquants et ont déjà fait l'objet de nombreuses mesures d'observation ou de rééducation, 40% d'entre eux sont des récidivistes et 22% ont déjà été détenus dans des maisons d'arrêt. Étant donné, en outre, que tous ont un retard de deux à trois ans dans leurs études scolaires et qu'ils n'ont pas reçu de formation professionnelle, l'élaboration des programmes d'enseignements demeure particulièrement difficile.

En somme, le cadre type de traitement, utilisé en France, vise à assurer deux cycles complémentaires : celui de l'observation et celui de la rééducation. Pour le moment, toutefois, la majorité des mineurs entrent en rééducation sans avoir fait l'objet d'une observation préalable et la majorité des mineurs observés sont renvoyés purement et simplement dans leurs foyers, faute de places disponibles.

Cette situation est due, sans aucun doute, au manque d'équipement, mais il n'en reste pas moins que l'on peut se demander si ce cadre type, en tant que tel, est réalisable à long terme. C'est ainsi que les ins-

titutions de rééducation, par exemple, adaptent le rythme des entrées et des sorties des élèves aux périodes de préparation d'examens scolaires ou professionnels. On admet le maximum de mineurs, observés ou non, pour la rentrée d'octobre et en refuse ensuite les candidats nouveaux parce qu'il est très malaisé de les intégrer dans le cadre d'une formation ou d'un enseignement répartis sur l'ensemble de l'année scolaire. Le dilemme qui se pose demeure donc celui des divergences qui apparaissent entre le traitement qui vise surtout la préparation de l'élève à gagner sa vie et celui qui a pour objectif la restructuration psycho-pédagogique de sa personnalité.

Par comparaison, le système canadien a fait des choix conformes à une plus grande homogénéité.

On distingue là, à l'intérieur du cadre institutionnel, des établissements qui dispensent un enseignement scolaire, destinés à recevoir des mineurs de moins de 16 ans et qui sont considérés comme des orphelinats, bien que leur population comprenne des enfants protégés et délinquants. En dehors de ce type d'établissements, il y a des écoles de protection de deux catégories : celles de la première catégorie assurent surtout une formation professionnelle, et celles de la deuxième catégorie se préoccupent en premier lieu de restructuration de la personnalité, comme c'est le cas de Boscoville, au Québec, institution pilote connue surtout pour ses méthodes et le fait que l'on estime à 10% le nombre de récidivistes.

En troisième lieu, on dispose également d'institutions à sécurité maximale où les délinquants sont détenus pendant une période limitée de trois mois. En principe, après leur libération, ils doivent être transférés dans un établissement de rééducation, mais en pratique, cela n'est pas toujours possible en raison du manque d'espace et il est même difficile d'assurer la surveillance et l'assistance d'un agent de probation, assez « vigilantes » pour être efficaces, parce que le personnel disponible n'est pas suffisant.

En Suède, les structures des établissements pour mineurs comprennent les écoles de protection et les centres de détention spécifiques, qui n'existent pas au Canada où un nombre très limité de délinquants très graves, tels les meurtriers, est détenu dans des quartiers séparés des prisons.

Les écoles de protection suédoises dispensent l'éducation scolaire ou la formation professionnelle. A ces deux catégories correspondent deux groupes d'élèves sélectionnés selon l'âge, dont le premier comprend les enfants de 9 à 14 ans, et le deuxième, ceux uniquement de 15 à 17 ans, ainsi qu'un pourcentage relativement très faible de jeunes de plus de 17 ans.

En ce qui concerne le fonctionnement des écoles de protection, elles disposent toujours d'un service de foyers de substitution et on s'efforce, dans la mesure du possible, de garder le minimum d'élèves en internat et de placer à l'extérieur tous ceux dont la réhabilitation est déjà assez avancée pour qu'ils puissent cesser de demeurer à l'intérieur de l'institution.

La décision suivant laquelle un élève peut jouir d'une surveillance en milieu ouvert relève du directeur de l'école et de son conseil d'administration.

En effet, les règles prévues par la loi sont très souples. Selon l'article 66 et suivant de la loi suédoise des écoles de protection :

« La protection donnée à l'intérieur de l'école doit être organisée de façon à créer les conditions qui permettront à l'élève de passer à une forme de protection plus libre. Si cela devait s'avérer opportun, le travail ou la formation de l'élève pourra se poursuivre ailleurs qu'à l'école. On devra avoir recours, aussitôt que cela peut se faire, à la protection à l'extérieur de l'école. À cet effet, l'élève pourra être remis à un foyer privé ou placé dans un établissement approprié, soit une maison d'enfants ou un foyer pour jeunes apprentis ».

En ce qui concerne les limites de temps que les élèves peuvent passer dans une école de protection, la loi stipule que :

« Le départ devra se faire au plus tard à 21 ans révolus, ou bien, si l'élève a été pris en charge à des fins de protection sociale, après avoir atteint 18 ans, au plus tard trois ans après la prise en charge. La décision annonçant le départ de l'école met fin à la protection sociale. Une telle décision pourra cependant prévoir le maintien de la protection sociale, sauf en cas d'empêchement selon ce qui est stipulé au sujet de l'objection qui peut être présentée par le Comité pour la Protection des Mineurs. Lorsqu'il n'est pas ordonné, en fait de maintien de la protection sociale, le conseil d'administration de l'école devra veiller à ce que l'élève, au moment de son départ, soit placé dans des conditions satisfaisantes. Si besoin est, le conseil d'administration devra prendre les arrangements requis pour donner à l'élève un travail approprié et l'occasion d'acquérir une formation ainsi que l'équipement et les moyens nécessaires aux déplacements et autres frais particuliers ».

En somme, contrairement à ce qui existe en France, en Belgique et au Canada, où les écoles de protection ont une autonomie par rapport à la décision du juge, mais où la durée de la sentence ne peut dépasser la limite prévue par la sentence, les autorités des écoles suédoises ont une autonomie plus large.

En pratique, les Comités pour la Protection des Mineurs réfèrent l'enfant à une école de protection et donnent alors certaines directives le concernant ; par la suite, toutefois, il appartient au directeur de l'établissement d'observer son comportement et de prendre les décisions qui lui paraissent le mieux adaptées à sa réhabilitation.

Les écoles de protection suédoises ne reçoivent pas de cas autres que ceux référés par les Comités pour la Protection des Mineurs. Les tribunaux ne peuvent condamner un mineur à être traité dans une

école de protection, mais uniquement le confier à la garde d'un comité, la charge de prendre une telle décision lui incombant.

On dispose, en Suède, de quelque 24 écoles de protection capables de recevoir environ 2 000 élèves, dont 50% cependant demeurent dans des foyers familiaux affiliés. En somme, les écoles de protection servent là de centres d'observation et de lieux de traitement et assurent la rééducation et la surveillance de tous les élèves qui peuvent demeurer à l'extérieur de l'établissement, ce qui permet d'avoir des locaux d'une capacité plus faible sans que cela influe sur les nonnes d'admission. En effet, les écoles de protection suédoises sont divisées en petites unités qui ne disposent que de 20 à 30 places. A l'intérieur de ces unités, on fait des divisions entre le service d'observation, le service de traitement et le service destiné à ceux qui peuvent quitter l'école au cours de l'année pour être placés à l'extérieur et dont la réhabilitation est, par conséquent, plus avancée. Les structures institutionnelles comprennent également quelques grandes écoles de 50 à 80 places, mais on estime qu'à l'avenir, on doit s'orienter vers la disparition de telles institutions au profit de centres petits ou moyens.

En ce qui concerne la détention carcérale, on évolue à 500 environ le nombre de jeunes de moins de 21 ans qui sont détenus annuellement dans les prisons. La durée de leur séjour est généralement très limitée ; ils ne purgent jamais la totalité de la peine et sont placés en liberté surveillée dès que cette mesure est recommandée, ou jugée acceptable, par les travailleurs sociaux préposés à l'adolescent.

On s'efforce, en outre, de promouvoir des structures nouvelles de traitement destinées aux jeunes alcooliques ou toxicomanes. Étant donné que les expériences ont démontré qu'ils ne peuvent résider dans des institutions ouvertes, proches des centres urbains en raison de probabilité de récidive, ils sont internés dans les régions éloignées et relativement sauvages du nord du pays où ils sont logés et surveillés par des cultivateurs ou des bûcherons. Un tel internement peut durer de six mois à un an et, à son retour à l'institution dont il relève, le

concerné est soumis à un examen médical. Dans certains cas, on l'encourage, toutefois, à s'établir d'une façon définitive dans une région rurale éloignée en lui assurant, à cet effet, une aide financière particulière.

En somme, en Belgique, en France et en Suède, on s'efforce, en premier lieu de limiter au maximum le nombre de mineurs, et même de jeunes adultes en Suède, qui doivent purger une peine de prison ; mais c'est en Grande-Bretagne que l'on est parvenu à appliquer de la façon la plus stricte ce principe.

En effet, la Grande-Bretagne "pose actuellement de structures diversifiées qui permettent de traiter tous les cas de délinquants juvéniles en dehors des institutions destinées aux adultes, et cela jusque l'âge de 21 ans. Depuis 1908, année où fut adopté le Children Act décrétant qu'aucun enfant ne peut être détenu en prison et que les jeunes de moins de 21 ans ne doivent être condamnés à la prison que sur certificat de la Cour attestant qu'il n'est pas possible d'agir autrement en raison de leur personnalité, le traitement des jeunes délinquants en Grande-Bretagne a complètement changé.

En 1907, on dénombrait encore dans les prisons 572 détenus de moins de 16 ans ; mais déjà en 1925, il n'y en avait plus que 8. Par la suite, le Criminel Justice Act de 1948 a enlevé aux magistrats des Cours pour juvéniles le droit de condamner à la prison les jeunes de moins de 17 ans et, actuellement, seules les Cours pour adultes peuvent condamner un mineur à la détention dans un Borstal.

À la faveur de cette législation, on a donc développé un système particulier de détention, destiné non seulement aux mineurs, mais aussi aux jeunes adultes de 18 à 21 ans. Les magistrats et les juges disposent de moyens punitifs et de traitement qui, en ce qui a trait au placement institutionnel, sont les suivants :

- condamnation à un mois de détention dans un centre pour mineurs (14 à 17 ans, 17 à 21 ans),
- traitement de trois ans, ou moins, dans une école de protection (Approved Schools) (10 à 19 ans),
- détention dans une prison école (Borstal) (15 à 21 ans).

Les centres de détention pour mineurs (Detention Centres) dépendent de l'autorité du service des prisons, tandis que les écoles de protection relèvent des autorités municipales ou des agences, mais sont toujours inspectées par le Service de l'Enfance du Home Office.

Les centres de détention reçoivent les jeunes de 14 à 17 ans et de 17 à 21 ans, mais ces deux groupes d'âge sont totalement séparés et ne servent que pour les détentions de trois mois. Actuellement, il y a cinq centres de ce genre dont deux pour les garçons âgés de 14 à 17 ans, et trois pour les garçons ayant de 17 à 21 ans. Trois de ces centres reçoivent surtout les élèves des écoles de protection auxquelles ils sont affiliés, qui en raison de leur conduite, doivent être placés à titre temporaire dans une institution plus sévère, où les possibilités d'évasion sont pratiquement inexistantes. Par le passé, les jeunes détenus d'un centre, dont la conduite était exemplaire, avaient droit à 15 jours de remise de peine et ne restaient là en fait que deux mois et demi, mais selon les nouveaux règlements entrés en vigueur le 1er août 1968, la remise de la peine est d'un mois, donc la période totale de détention effective ne dépasse pas cette limite.

Les centres de détention ont été créés en fonction d'une philosophie particulière. Contrairement au Remand Homes et aux centres spéciaux, ils n'ont pas pour but d'étudier la personnalité du mineur, de le faire examiner par le médecin et de préparer un rapport présentiel, mais visent uniquement à provoquer une sorte de choc psychologique. En ce qui concerne les délinquants particulièrement difficiles, le séjour au centre doit servir d'une sorte d'illustration de ce qui les attend s'ils ne parviennent pas à changer leur mode de vie. Le juge, qui condamne un mineur à y être traité, le fait en principe dans l'espoir

de donner aux parents, comme au garçon lui-même, une idée bien précise de ce que peut être une prison pour adulte. Par ailleurs, afin d'aider les écoles de protection dans leur travail et afin de limiter au minimum le système de punitions qui doivent y être appliquées, on accepte dans le centre de détention, sur recommandation du directeur de l'école à laquelle ce centre est affilié, ceux que l'on désigne comme des « têtes fortes ».

Il semble, toutefois, que le choc psychologique escompté ne se produise pas chez tous les délinquants et qu'un groupe, notamment celui des enfants des milieux professionnels, ne réagisse pas. On prétend même que ces centres demeurent, en fait, de « petites écoles de crime », puisqu'ils permettent aux « têtes fortes » de discuter de leurs « exploits » et d'échanger des « recettes ». Il n'en reste pas moins que ces constatations ne démontrent pas que les structures sont mauvaises, mais plutôt que le personnel spécialisé est insuffisant et incapable d'organiser des programmes rééducationnels valables. Il est fortement question, par conséquent, de procéder aux réformes des modes de traitement, mais le problème qui se pose demeure celui de formation du personnel et des dépenses inhérentes aux salaires plus élevés qu'il sera alors en droit d'exiger.

En ce qui a trait aux écoles de protection (Approved Schools), elles se divisent en deux groupes dont le premier dispense l'enseignement scolaire et reçoit des mineurs plus jeunes et, le deuxième assure la formation professionnelle destinée aux aînés. Il y a actuellement en Grande-Bretagne 123 écoles de protection, dont 90 pour garçons et 33 pour filles. La population totale de ces institutions varie généralement entre 9 à 10 000, suivant les périodes. Sur le plan administratif, comme toujours en Grande-Bretagne, on tolère les responsabilités mixtes, ce qui signifie que 30 écoles de protection relèvent de l'autorité des gouvernements municipaux, tandis que 93 dépendent de divers comités et associations bénévoles, mais que dans tous les cas, c'est le Home Office qui subventionne 50% des dépenses, établit des normes, contrôle l'entraînement du personnel et surveille l'état des locaux.

Le classement par groupes d'âge correspond surtout à la nécessité de continuer à dispenser aux jeunes l'enseignement scolaire ou professionnel, en pratique, cependant, les retards de formation scolaire entraînent des disparités entre mineurs du même âge qu'il est difficile de combler. Sur le plan d'entraînement professionnel, on enseigne surtout les métiers de construction et le jardinage. Il existe aussi trois écoles qui dispensent des cours théoriques et pratiques de navigation, mais elles sont chroniquement : surchargées, et les juges s'efforcent d'y référer surtout des mineurs qui ont des aptitudes particulières de préférence à ceux qui voudraient recevoir ce genre de formation et de ceux qui, sur le plan des difficultés de restructuration de leur personnalité, auraient intérêt à y être entraînés.

Il est intéressant de noter, en outre, que tout le système des écoles de protection a beaucoup évolué au cours des dernières années. C'est ainsi que l'on ferme systématiquement les établissements destinés aux garçons âgés de moins de 11 ans et aux filles âgées de moins de 15 ans. La disparition de ces écoles se justifie tout d'abord par le fait que le système britannique s'oriente vers une réforme qui vise à traiter tous les enfants de moins de 14 ans comme des mineurs ayant besoin de protection. Par ailleurs, à la suite de l'émancipation des jeunes filles, certaines écoles de protection, dont le traitement était basé surtout sur une philosophie religieuse, ne parviennent plus à remplir leur rôle.

D'une manière générale, les tendances qui se manifestent depuis quelques années consistent à rejeter a priori toutes les solutions globales. Il ne s'agit plus d'appliquer une philosophie ou une méthode de traitement, mais de le diversifier de façon à l'adapter à chaque cas individuel. Dès lors, certaines écoles de protection sont chargées surtout de faire l'étude des comportements et de procéder à la classification des cas. Ce rôle est également assumé, en ce qui a trait aux filles, par les centres spéciaux et par les Remand Homes. Il n'en reste pas moins que, pour le moment, le classement des mineurs selon leurs aptitudes, leurs goûts et leurs besoins réels, demeure encore très théorique, au-

tant en raison de la pénurie des spécialistes dans les centres de classification qu'à cause de l'insuffisance du personnel et de l'équipement des écoles de protection qui doivent dispenser le traitement.

On s'efforce, en outre, de tenir compte de la situation géographique des écoles puisqu'on estime qu'il convient de maintenir le contact avec les parents des élèves, ce qui est d'autant plus malaisé que la délinquance est numériquement plus importante dans les centres urbains, tandis que les institutions de placement sont situées surtout dans les régions rurales, parfois fort éloignées.

Ce qui nous semble toutefois important de rappeler, c'est que, dans le schéma britannique de traitement, les directeurs des écoles de protection ne jouissent pas d'une autonomie spécifique et ne peuvent refuser un mineur qui leur est référé par la Cour. Cela ne signifie pas, cependant, que les magistrats décident arbitrairement de placer dans une institution déjà surchargée des cas en surnombre, mais que la procédure repose sur un système de collaboration entre les institutions et les Cours. Les écoles fournissent des rapports sur leurs effectifs et sur leurs programmes et les magistrats doivent en tenir compte dans le prononcé de leurs sentences. Par ailleurs, les directeurs sont obligés de faire, tous les quatre ou six mois, des rapports sur la conduite et les progrès des élèves et de les envoyer, avec leurs recommandations, aux magistrats. Sur la base de ces rapports, les juges décident du transfert de l'élève dans une autre institution ou de son retour au foyer.

En somme, on ne détermine pas dans la sentence la durée du séjour dans une école de protection, mais le magistrat prend des décisions au fur et à mesure des progrès accomplis par l'élève. Selon la loi cependant, personne ne peut être condamné au placement dans une école de protection pour moins de six mois ou pour plus de trois ans, et personne ne peut rester dans une école de protection après avoir atteint 19 ans. Cette façon de procéder n'est possible cependant que grâce au fait que les écoles de protection ont sous leur juridiction certains services particuliers, dont entre autres les « hôtels » où les jeunes habitent au

cours des derniers mois de leur séjour à l'institution, tout en travaillant ou tout en étudiant (ce qui est beaucoup plus rare et ne concerne que 1% des cas) à l'extérieur. Trois écoles de protection dirigent également trois unités spéciales (Special Units) où on place les mineurs délinquants, difficilement contrôlables. Ces unités, soit Kingswood School, Royal Philanthropic Society's School et le Red Bank School, ont été créées en 1964-1965 et reçoivent des groupes de 20 à 30 garçons au maximum.

Sur le plan légal, le mineur, suivant son âge, peut être placé pour les mêmes délits dans une école de protection, dans une « Unité Spéciale » ou, s'il a plus de 15 ans, dans un Borstal ; mais dans ce dernier genre d'établissement, on ne reçoit que les cas qui ont passé auparavant par une autre institution. Généralement, les tribunaux pour enfants ne prononcent la condamnation à la détention dans un Borstal que quand il s'agit des élèves des écoles de protection considérés comme particulièrement récalcitrants. Si, toutefois, la Cour pour juvéniles est appelée à juger un jeune délinquant responsable d'un délit pour lequel un adulte de plus de 21 ans serait condamné à la prison, les magistrats peuvent considérer qu'étant donné son caractère et ses antécédents, il doit passer un certain temps dans un Borstal et le référer à une Cour Supérieure (Quarter Sessions) pour sentence. Au préalable, ils sont obligés, cependant, de demander aux autorités des prisons (Prison Commissioners) si le mineur est coupable, au point de vue psychique et mental, de profiter du traitement dispensé dans un Borstal, et doivent le placer dans un centre d'observation pour une période de trois semaines au maximum, afin de pouvoir disposer d'un rapport présentiel complet.

Quelque 2200 mineurs, garçons et filles, sont condamnés annuellement par les Cours pour adultes (Quarter Sessions) à être détenus dans un Borstal qu'on assimile à la même catégorie des institutions que les prisons-écoles. Les condamnations à la détention dans un Borstal, comme celles à l'école de protection, ne comportent pas de limites de temps précis, mais ne peuvent être inférieures à six mois, ni

supérieures à deux ans. A l'intérieur de ce cadre, c'est le conseil, présidé par le directeur du Borstal ou de l'école de protection, qui doit préparer un rapport et recommander s'il convient de libérer un jeune ou le garder plus longtemps. Le rapport du conseil est transmis au Comité des visiteurs (Board of Visitors) qui le soumet, à son tour, au Home Secretary, fonctionnaire du Home Office, pour décision. D'une manière générale, la moyenne de séjour dans un Borstal est de moins de 15 mois pour les garçons et de 11 mois pour les filles.

Le système des Borstal a été créé en 1908 et, actuellement, on dispose de 25 institutions de ce type, dont 21 pour les garçons et 4 pour les filles. Toutefois, là comme dans les autres institutions pour les jeunes délinquants, on s'efforce d'avoir une certaine gradation de traitement et on dispose de 12 Borstal ouverts et de 9 fermés, pour les garçons, ainsi que d'une prison-école fermée pour les jeunes filles. Le classement des détenus se fait dans un centre, Allocation Center, où ils passent tous avant d'être envoyés dans un Borstal donné.

Les Borstal fermés sont entourés de murs et ressemblent à une prison, mais les délinquants travaillent toujours à l'extérieur des murs, soit à la ferme, soit dans les ateliers. Les Borstal ouverts ressemblent aux écoles de protection, mais la discipline y est beaucoup plus sévère, les élèves n'ont pas droit d'aller au village, ni de recevoir le même nombre de visites, ni de passer leurs vacances dans leur famille, comme cela se fait dans les écoles de protection. Un des Borstal reçoit tous ceux qui ont essayé de s'évader des Borstal ouverts.

Sur le plan des structures, dans les Borstal comme dans les écoles de protection, prévaut le système pavillonnaire et les conditions d'existence y sont sensiblement comparables. Ce qui différencie peut-être le plus le traitement donné dans une école de protection de celui qu'on applique dans un Borstal ouvert, c'est la formation du personnel et son mode de recrutement.

Pour le personnel des écoles de protection, le Central Training Council in Child Care, organisme de protection de l'enfance, subventionne deux types d'entraînement, celui destiné aux « Officiers à l'enfance » qui ne dure que douze mois et celui qui s'adresse aux futurs éducateurs responsables des programmes des écoles de protection qui dure un an.

Le personnel des écoles de protection comprend, en outre, un certain nombre d'officiers seniors qui ont terminé des études universitaires, en psychologie ou en sociologie, et qui assument les postes de direction au niveau des équipes d'éducateurs.

Par opposition, les Borstal disposent d'un certain nombre d'éducateurs, mais l'ordre et plusieurs activités quotidiennes sont organisés là par un personnel qui a la même formation que celui des prisons adultes. La réhabilitation étant surtout une affaire d'hommes et non pas de structures, il s'agit là d'une différence fondamentale qui fatalement influe sur l'ensemble du traitement.

Cette constatation s'applique d'ailleurs à la majorité des institutions pour mineurs autant belges que françaises ou canadiennes. Les éducateurs, qui reçoivent partout un entraînement de plus en plus spécialisé et de plus en plus poussé, sont généralement obligés d'acquérir également une certaine expérience avant d'assumer des postes de commande. Leur approche ne saurait être semblable, par conséquent, à celle des gardiens de prison qui n'ont pas la même formation. Afin de maintenir un état d'esprit et des liens entre les éducateurs et les élèves, le personnel des écoles de protection britanniques et de divers centres pour mineurs est permanent et habite, soit sur place, soit dans des maisons proches de l'institution où les mineurs sont reçus en raison de diverses activités ou à titre de récompense.

Au Canada par contre, les éducateurs n'habitent pas sur le terrain de l'institution, à l'exception du personnel recruté dans le clergé, ou

encore de certaines institutions pilotes, tel Boscoville par exemple, au Québec, ce qui change plusieurs aspects de leur fonctionnement.

En effet, autant il est difficile de comparer le niveau réel de divers systèmes de formation du personnel, dispensée partout, mentionnons-le, par les écoles d'État ou surveillée par les organes de l'administration de la justice, ou du Bien-Être Social, autant il est possible de prétendre que dans tous les cas, ce sont les modes de contacts entre les éducateurs et les élèves qui ont une importance primordiale.

En Grande-Bretagne, ces contacts ont un caractère similaire à celui qui prévaut dans les internats, et c'est là un des grands avantages de l'ensemble du système de traitement.

3. Le cadre institutionnel et les perspectives d'avenir

[Retour à la table des matières](#)

Quelles sont les principales lacunes des systèmes institutionnels décrits très schématiquement dans les pages précédentes ?

Dans l'immédiat, c'est leur capacité de répondre aux besoins tels que recensés par les tribunaux pour mineurs et, à plus forte raison, aux besoins réels.

À cet égard, certaines déclarations de juges belges, relevées par Aimée Racine dans son ouvrage « La délinquance juvénile en Belgique », reflètent particulièrement bien la situation.

« Les plaintes les plus vives des juges belges, écrit le professeur Racine, ont trait aux difficultés rencontrées lorsqu'il s'agit de placer un mineur ; la plupart des établissements, tant publics que privés, sont

combles et certains types d'établissements font complètement défaut, ce qui oblige trop fréquemment, ou bien à renoncer à un placement nécessaire, ou bien à placer dans un établissement qui ne répond pas aux conclusions du rapport d'observation. Le Centre d'observation de Mol, débordé, n'arrive plus à faire du travail en profondeur. À Tongres, arrondissement qui comprend un important district minier où la délinquance juvénile est relativement importante, surtout parmi les enfants d'étrangers, l'observation ambulatoire elle-même est impraticable, l'arrondissement ne possédant même pas un dispensaire d'hygiène mentale. Un juge se plaint de devoir trop souvent, faute d'un centre d'accueil pour garçons, exécuter la mesure de garde préventive dans une maison d'arrêt, alors que, d'après la volonté du législateur, une telle solution aurait dû être exceptionnelle.

Si la situation ne s'améliore pas à bref délai, déclare le juge d'enfants de Bruges, il est à craindre que l'on en revienne à des méthodes de travail périmées, mais qui exigent moins de temps et de savoir.

Et le juge d'enfants de Mons déplore l'envoi trop fréquent de mineurs à la prison, faute d'autres possibilités, mesure extrême qu'il considère comme moralement et psychologiquement traumatisante pour des sujets qui ne présentent que des difficultés passagères. Il ajoute d'ailleurs à propos des placements inadéquats, quels qu'ils soient : « Le principe est sauf puisque le placement qui semblait s'imposer a été réalisé... mais dans quelles conditions et avec quelles chances de succès ! »

L'exemple belge n'est guère isolé et en fait, dans le cadre des cinq pays dont nous avons tenté d'analyser les structures, les pénuries demeurent fort comparables. La solution réside-t-elle dans la multiplication des institutions spécialisées, ou se situe-t-elle au-delà d'une telle politique ?

Pour répondre à cette question, il convient tout d'abord de dégager les principales tendances actuelles et, en deuxième lieu, envisager leur évolution dans une optique prospective.

Parmi ces tendances, nous en retenons deux dont la première est relative aux seuils d'âge, et la seconde à la diversification des modes de traitement. En effet, il apparaît de plus en plus évident que la société s'efforce de retarder le traitement formel et cela indépendamment des variables des contextes légaux. En Suède, la législation prévoit l'irresponsabilité légale des mineurs âgés de moins de 15 ans, qui ne peuvent être traités que dans une optique purement sociale de protection ; dans d'autres pays, par contre, les statistiques démontrent que le pourcentage de prises en charge, telles qu'ordonnées par les tribunaux pour enfants, est relativement beaucoup plus faible pour le groupe de moins de 15 ans que pour tous les autres. Cela ne veut pas dire que la déviance de personnalité n'apparaît pas dès 7 ans, mais indique plutôt qu'on compte sur la normalisation spontanée, ou encore qu'on préfère, pour éviter aux enfants les plus jeunes les difficultés d'adaptation à une existence en internat, retarder l'échéance. Cette attitude prévaut tout autant en ce qui a trait à l'enfance malheureuse qu'à l'enfance délinquante, telles que définies dans les concepts légaux.

D'une façon générale, les juges s'efforcent d'essayer les diverses mesures dont, surtout, le retour au foyer, avec la surveillance d'un agent de probation, avant de décider de placer le mineur dans une famille de substitution ou, à plus forte raison, en institution.

Cela signifie que les internats et les écoles de protection reçoivent généralement des adolescents ayant vécu de nombreuses expériences et doivent redresser des situations très détériorées, ou agir sur des élèves dont toute l'optique sociale est profondément faussée. A force de retarder l'échéance, on ne peut éviter, dans certains cas, de favoriser le développement du processus de détérioration, ou même quand il s'agit de familles particulièrement perturbées, de freiner le processus de normalisation spontanée.

La diversification des modes de dépistage doit donc viser à opérer la sélection des mineurs prédisposés ou exposés à l'apparition des ca-

ractéristiques délinquantes, et à mesurer le degré et l'importance des symptômes. Idéalement, il s'agit donc de créer des formes de dépistage extra-judiciaire, soit s'adressant à l'ensemble de la population scolaire et ne concernant pas uniquement la situation socio-économique des familles, comme c'est le cas jusqu'à présent, mais aussi la personnalité de l'enfant. À cet effet, on peut fort bien concevoir l'organisation des cliniques criminologiques volantes, dont l'action serait comparable à celle d'examens médicaux proprement dits, et qui devraient collaborer avec les familles et le corps enseignant pour l'élaboration des modes de traitement les plus adéquats. Prétendre que la science n'est pas suffisamment avancée pour autoriser de tels modes de prévention ne semble plus conforme à la réalité.

Désormais, des cliniques rattachées aux tribunaux pour mineurs, comme c'est le cas au Canada entre autres, examinent les mineurs référés par les juges et établissent des diagnostics sur lesquels les magistrats se basent dans le prononcé de leur sentence. Ces cliniques dispensent également des traitements destinés aux adultes, telles les thérapies de groupes pour les parents, par exemple, ce qui signifie qu'on dispose d'outils destinés à corriger des situations déjà détériorées, mais qu'on répugne, ou qu'on refuse, de les utiliser en fonction d'une optique préventive.

Cette attitude sociale se justifie, en somme, bien plus par des considérations d'ordre légal que social. En effet, les examens de cet ordre demeurent jusqu'à présent liés à un contexte punitif, ou perçu comme tel.

Par ailleurs, on se souvient encore des oppositions qui existaient à l'origine en ce qui a trait aux examens médicaux proprement dits, qui ont été considérés pendant longtemps comme une forme d'intervention sociale allant à l'encontre des libertés individuelles. Dans certaines sociétés, cette étape a été franchie plus facilement que dans d'autres, et l'examen prémarital, par exemple, obligatoire en France, demeure toujours encore difficilement concevable au Canada ; il n'en reste pas

moins que les effets de telles mesures préventives se sont avérés valables et importants.

Au-delà du dépistage socio-médical, psychiatrique, psychologique, voire criminologique, on doit en outre prévoir des services de traitement d'autant plus difficiles à concevoir que la prise en charge, dans le cas de certains mineurs, demeure tout aussi indispensable que l'hospitalisation dans le cas de certaines maladies. Cela signifie qu'au-delà des placements dans les foyers de substitution, on doit élaborer des centres d'accueil susceptibles de recevoir les enfants qui ne doivent pas rester dans leur foyer, pendant une certaine période, ou de façon permanente. Il est possible de prévoir un traitement parallèle des parents visant à restructurer la cellule familiale déficiente, comme cela se fait déjà au Canada et en Suède, dans les divers services spécialisés des hôpitaux.

Dans un tel contexte orienté surtout vers le traitement préventif, les, possibilités d'user des moyens coercitifs demeurent néanmoins indispensables. Moyens administratifs, par opposition à ceux qui relèvent des Cours, reliés à l'ensemble des structures médico-sociales, mais destinés à obliger les concernés à se faire examiner et à se faire traiter.

À ce propos, on peut reprendre une fois de plus l'exemple de l'examen prénuptial obligatoire, devenu en France une formalité qu'on ne conteste plus. Comme on le sait, cet examen comporte deux aspects particulièrement pénibles et limitant les libertés individuelles ; d'une part, le médecin peut être dispensé de son obligation au secret professionnel et communiquer aux futurs conjoints les résultats de l'examen de chacun et, d'autre part, la possibilité de mariage peut être, dans certains cas, dépendante d'un traitement préliminaire ou encore définitivement écartée.

Il est évident que l'examen criminologique préventif sera dénoncé comme une forme de remise en question de l'autorité parentale, mais il

n'en reste pas moins que les objectifs à atteindre primeront tôt ou tard sur les principes théoriques.

Ce qui nous paraît fondamental, néanmoins, c'est de faire abstraction a priori de tout contexte judiciaire et punitif, afin d'éliminer toute possibilité de stigmatisation et cela nous amène à la deuxième dimension du problème de traitement de l'enfance en danger, ou pré-déviant.

En effet, si on prend pour acquis que la prévention de cet ordre permettra d'éliminer un certain pourcentage de déséquilibre, il n'est guère possible de concevoir en même temps une disparition complète de la déviance. Où va se situer dès lors la frontière entre l'approche socio-médicale et judiciaire, en ce qui a trait au schéma institutionnel ?

Le problème est intimement lié, à ce niveau, non pas à l'importance des ressources, mais au contexte légal, dont dépend la sélection des cas. Si on admet a priori que sur le plan judiciaire, la tendance générale consistera à considérer tous les mineurs de moins de 15 ans comme des enfants ayant besoin de protection et ceux de 15 à 18 ans, comme des adolescents devant être traités, il faudra diviser le deuxième groupe en deux blocs distincts et cela en fonction de l'objectif à atteindre.

A cet effet, les Cours devront tenir compte de deux principaux facteurs, soit l'intérêt de l'adolescent et le danger de victimisation qu'il représente pour la société. Par conséquent, conformément au modèle britannique, il conviendra de maintenir des écoles de protection et des foyers de substitution qui y seraient rattachés, destinés à recevoir tous les adolescents considérés comme ne représentant pas un danger de victimisation élevé et améliorer les modes de traitement des Borstal, institutions destinées à recevoir tous les autres.

Le schéma idéal de traitement institutionnel, conforme à une telle approche, pourrait être le suivant :

Tableau no 15
Schéma idéal de traitement institutionnel des mineurs

[Retour à la table des matières](#)

<i>Traitement préventif non judiciaire</i> (7 à 15 ans) (Adultes-parents).	Cliniques de dépistage et d'observation rattachées aux hôpitaux.	Internats, sanatorium.
<i>Traitement non-judiciaire ou judiciaire : protection</i> (15 à 18 ans) (Adultes-parents).	Centre d'accueil, d'observation et de traitement relevant du Ministère des Affaires Sociales.	Internats, sanatorium.
<i>Traitement judiciaire</i> (Tribunaux pour enfants et autres instances) (15 à 18 ans).	Centres d'accueil et d'observation rattachés aux tribunaux pour enfants, relevant du Ministère de la justice.	Écoles de protection, Borstal ou apparentés.

Il s'agit, en somme, comme on le constate sur la base du schéma du tableau ci-dessus, d'opérer des divisions suffisamment précises entre les divers types d'institutions, pour faire disparaître toute possibilité de stigmatisation au niveau de tous ceux qui ne doivent pas être considérés comme des délinquants.

Dans le contexte actuel, les tentatives visant à écarter au maximum le facteur de stigmatisation pour l'ensemble des mineurs se soldent par l'impossibilité d'organiser des structures de traitement pleinement valables. A notre avis, le jour où on acceptera d'adopter des positions plus précises, en élaborant un partage formel entre les tâches des diverses catégories d'institutions, on parviendra à émerger de la confu-

sion actuelle et à assurer un traitement beaucoup plus efficace et beaucoup plus équitable aux enfants et adolescents ayant besoin de protection, comme à ceux qui présentent des troubles de personnalité et de comportements graves.

Toutefois, étant donné les difficultés que comporte tout examen psychologique et criminologique, l'autonomie des institutions devra être alors suffisante pour qu'elles puissent suggérer des transferts d'un secteur à l'autre.

De tels transferts, qui auraient lieu par exemple d'un internat vers une école de protection, ou vice versa, seraient basés sur les rapports des conseils multidisciplinaires des institutions et entérinés par un Conseil du Ministère des Affaires Sociales ou par le président d'un tribunal d'enfants, suivant les diverses catégories.

Actuellement, l'ensemble du système institutionnel est tributaire de l'attitude sociale et judiciaire à l'égard de l'enfance malheureuse et de l'enfance délinquante. Il est exact que d'autres facteurs, tels que l'impact des traditions, ou encore, du partage des responsabilités financières entre les divers ministères et les secteurs, public ou privé, l'affectent considérablement, mais il n'en demeure pas moins vrai, et à notre sens fondamental, d'admettre que ce sont là des problèmes qui impliquent une question préalable. En effet, on ne peut les résoudre à long terme sans procéder, tout d'abord, à une redéfinition des tâches conformes aux impératifs de la prévention, de la sélection des cas, du traitement et de la détention en milieu spécialisé, tenant compte de la nécessité absolue d'éliminer la stigmatisation que le système actuel ne peut éviter, malgré toutes les normes de confidentialité communément admises et respectées, non seulement à l'égard des délinquants, mais de l'ensemble de l'enfance malheureuse.

“La tradition, les institutions et les hommes

LA STIGMATISATION ET LA RÉINTÉGRATION SOCIALE

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des statistiques démontre, et cela est vrai pour les cinq contextes nationaux traités, que la criminalité est plus élevée pour les groupes d'âge de 18 à 24 ans que pour ceux ayant 25 ans et plus. Dans cette catégorie, désignée sous le terme de « jeunes adultes »²⁵, on retrouve un fort pourcentage de ceux déjà traités comme jeunes délinquants qui sont, par conséquent, des récidivistes, dans le sens propre de ce terme, bien qu'ils ne soient pas jugés en tant que tels puisqu'on ne tient pas compte toujours, selon les législations et selon les cas, des délits commis avant l'âge où cesse de s'appliquer l'excuse atténuante de la minorité.

Doit-on attribuer ce phénomène à l'échec des modes de traitement des mineurs, tout en tenant compte bien entendu, des facteurs tels que le potentiel, le dynamisme et le manque de maturité de ce groupe qui,

²⁵ La définition précise de ce groupe, en ce qui a trait à l'âge, soit 16 à 24 ans, ou 18 à 25 ans ou encore, 19 à 24 ans, varie suivant les pays et demeure arbitraire. Il s'agit d'une catégorie toutefois venant immédiatement après celle des jeunes délinquants.

par définition, est moins marqué que les aînés par les effets dissuasifs des peines de détention ?

À ce niveau, il nous semble indispensable d'analyser deux phénomènes, soit, d'une part, celui de la stigmatisation et, d'autre part, celui des modes de réintégration prévus par les structures de traitement des mineurs.

En effet, dans le cadre du modèle classique et néo-classique de la réaction des sociétés à la déviance, la stigmatisation faisait partie en quelque sorte de la peine et la nécessité de la réintégration sociale ne se posait pas dans les mêmes termes que dans le contexte du modèle le plus évolué.

Jusqu'à la fin de la période qui a précédé immédiatement la première guerre mondiale, les mineurs qui ont passé par des écoles de protection, ou apparentées, et qui ont fait de la prison, ne pouvaient espérer être réintégrés dans la société que dans des conditions bien spécifiques qu'on peut qualifier de marginales. Pendant l'époque située entre 1920 et 1939., sous la pression des idées de la défense sociale, cette situation a légèrement évolué, mais il n'en reste pas moins que, là non plus, les ex-délinquants juvéniles ne pouvaient s'intégrer que dans le contexte des classes les moins avantagées de la société. Depuis, on admet théoriquement qu'ils doivent pouvoir accéder à une évolution et à une réadaptation normale leur permettant la même progression sociale que celle qui existe pour les autres groupes ayant une formation similaire, mais il n'en demeure pas moins vrai que la stigmatisation et les difficultés d'adaptation rendent cette approche théorique et inopérante dans un pourcentage élevé de cas.

Sur le plan schématique, cette évolution peut être illustrée comme au tableau no 16.

Comme l'indique ce tableau, il s'agit toujours encore d'une évolution à peine amorcée et non pas d'une transformation formelle des

modes de traitement judiciaire et institutionnel. Évolution qui, d'ailleurs, est beaucoup plus formelle dans certains pays que dans d'autres. C'est ainsi qu'en Grande-Bretagne, par exemple, le Criminal Justice Act contient une clause qui donne une valeur législative au principe impliquant que dans toutes les causes de jeunes adultes, un rapport présentiel doit être produit préalablement à la sentence, tandis qu'au Canada, la loi sur les prisons et les maisons de correction de la Colombie-Britannique, prévoit dans les articles 151, 152 et 153, des directives spécifiques concernant leurs modes de détention.

Tableau no 16
Traitement social, judiciaire et institutionnel des jeunes adultes

[Retour à la table des matières](#)

	Traitement social préventif	Traitement judiciaire	Traitement institu- tionnel.
Modèle classique.	Inexistant.	Le même que pour les adultes.	Le même que pour les adultes, ou plus sévère.
Modèle néo-classique.	Inexistant ou très morcelé.	Dispositions spécifiques prévues dans certains codes.	Certains modes de sélection à l'intérieur des institutions.
Modèle le plus évolué.	Aide sociale et surveillance planifiées.	Évolution de l'attitude des juges et élaboration des dispositions spécifiques dans plusieurs législations.	Apparition des institutions distinctes.

Il n'est pas de notre propos, toutefois, d'étudier en détail la façon suivant laquelle sont traités les jeunes adultes ayant commis des délits, mais plutôt d'analyser les moyens préventifs destinés à empêcher la

progression de la carrière criminelle chez les libérés des écoles de protection. Ces quelques indications préliminaires sont destinées uniquement, en somme, à indiquer l'évolution de l'attitude de la société à l'égard des jeunes adultes délinquants ; évolution d'autant plus importante qu'elle affecte la réaction sociale ou l'absence de cette réaction à l'égard des nécessités de post-cure destinées aux ex-délinquants juvéniles. Ce qu'il convient de souligner toutefois dès le départ, c'est que cette évolution, aussi marquée puisse-t-elle être comparativement à l'époque précédente, n'a pas permis pour autant d'écarter les effets de la stigmatisation qui demeurent un des facteurs de la récidive.

1. La stigmatisation

[Retour à la table des matières](#)

La stigmatisation est liée, d'une part, à l'existence du casier judiciaire et, d'autre part, aux modes d'enregistrement et de contrôles prévus pour l'ensemble de la population, et elle concerne non seulement les ex-délinquants juvéniles, mais aussi les jeunes qui ont été traités par le passé en vertu des lois de protection de l'enfance. Variable, selon les divers contextes nationaux, elle existe partout et joue un rôle d'autant plus important qu'elle limite le champ d'action professionnelle des concernés.

Selon la législation belge, « les déchéances de la puissance paternelle et les mesures prononcées à l'égard des mineurs déférés au tribunal de la jeunesse sont mentionnées au casier judiciaire des intéressés. Ces déchéances et ces mesures ne peuvent jamais être portées à la connaissance des particuliers, mais uniquement des autorités judiciaires. Elles peuvent également être portées à la connaissance des autorités administratives, des notaires et des huissiers de justice, dans les cas où ces renseignements leur sont indispensables pour l'application d'une disposition légale ou réglementaire. Cette communication se

fait, cependant, sous le contrôle des autorités judiciaires. Les mentions inscrites au casier judiciaire d'un mineur peuvent être rayées par décision du tribunal de la jeunesse, sur requête de celui qui en a fait l'objet, lorsque cinq ans se sont écoulés à partir du moment où ces mesures ont pris fin. La déchéance de la puissance paternelle est rayée d'office lorsqu'il y a été mis fin par la réintégration ».

En somme, la stigmatisation formelle des parents indignes prend fin automatiquement, tandis que celle des ex-délinquants juvéniles ne peut être effacée que sur demande. Est-il nécessaire d'ajouter que le nombre de demandes est très limité, parce que bien que « nul n'est sensé ignorer la loi », les jeunes adultes ne sont guère informés généralement de cette disposition qui leur permet d'effacer une partie de leur passé ?

En Fiance, le système est sensiblement comparable. Toutes les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation possèdent, au greffe du tribunal de grande instance de leur circonscription, un casier judiciaire. L'extrait du casier judiciaire est exigé autant pour s'inscrire à l'université que pour louer un logement, autant pour obtenir un emploi que pour entrer dans l'armée. Cela signifie, en pratique, que le fait de posséder un casier judiciaire qui n'est pas « vierge » représente un handicap sérieux pour la réadaptation de l'individu en cause.

Le casier judiciaire est un triptyque divisé en trois bulletins. Le bulletin no 1 n'est délivré qu'aux autorités judiciaires, aux autorités militaires, aux administrations et personnes morales et aux présidents des tribunaux de commerce. Il est vrai que l'article 770 de la loi précise que : « lorsque à la suite d'une décision prise en vertu des articles 2, 8, 15, 16, 18 et 28 de l'ordonnance no 45-174 du 2 février 1945, modifiée, relative à l'enfance délinquante, la rééducation du mineur apparaît comme acquise, le tribunal pour enfants peut, après l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de ladite décision et même si le mineur a atteint sa majorité, décider, à sa requête, à celle du Ministère

public ou d'office, la suppression du casier judiciaire de la fiche concernant la décision dont il s'agit ».

« Le tribunal pour enfants statue en dernier ressort. Lorsque la suppression de la fiche a été prononcée, la mention de la décision initiale ne doit plus figurer au casier judiciaire du mineur. La fiche afférente à ladite décision est détruite. Le tribunal de la poursuite initiale, celui du lieu du domicile actuel du mineur et celui du lieu de sa naissance sont compétents pour connaître de la requête ».

Il va sans dire qu'en France, comme en Belgique, cette procédure n'est pas appliquée très fréquemment, d'une part parce que les intéressés ne savent pas, ou n'osent pas, présenter une demande dans ce sens et aussi parce que les tribunaux pour enfants sont chroniquement débordés et n'ont pas le temps de se pencher sur les problèmes de tous ceux « dont la rééducation apparaît comme acquise », définition très vague, de toute façon, qui forcément peut être interprétée d'une manière plus ou moins arbitraire.

En général, les effets de l'existence du casier judiciaire sont d'autant plus préjudiciables à la réintégration sociale des anciens élèves d'écoles de protection, ou apparentées, que la surveillance administrative de l'ensemble de la population demeure un puissant agent de discrimination. C'est ainsi, par exemple, qu'en France on est obligé de fournir des certificats de domicile aux employeurs éventuels, aux logeurs et aux institutions d'enseignement professionnel et universitaire, et cela souvent pour les années antérieures, ce qui signifie ipso facto que les jeunes adultes concernés sont forcés de produire le certificat d'une école de protection... Les tenants des théories qui recommandent, dans le contexte socio-juridique actuel, que tous les mineurs, ceux qui ont besoin de protection, comme ceux qui ont été jugés comme délinquants, soient reçus dans les mêmes établissements d'observation et de traitement, sont-ils conscients de cette stigmatisation qui les attend à la sortie ?

A ces facteurs de stigmatisation administrative, s'ajoutent ceux relatifs à l'action des forces policières qui, au niveau de l'enquête, pénalisent fort souvent les ex-délinquants juvéniles, témoins de la commission d'un délit, ou encore plus simplement, demeurant à proximité immédiate du lieu où il a été perpétré. En effet, la police garde des registres qu'elle utilise dans le but de faciliter les recherches des présumés coupables. En Suède, les jeunes de moins de 15 ans, ainsi que les adolescents âgés de 15 à 20 ans, placés sous la juridiction des Comités pour la Protection des Mineurs ne peuvent, dans aucun cas, avoir de casier judiciaire ; il n'en reste pas moins que les noms de tous les enfants et adolescents arrêtés figurent dans les registres de la police. Pour ceux de plus de 15 ans, les renseignements les concernant sont transmis au registre central, où ils sont gardés pendant dix ans, période au cours de laquelle ils peuvent, ou doivent, être communiqués, selon les cas, aux tribunaux. Il va sans dire, en outre, que les mineurs de plus de 15 ans qui passent devant les Cours pour adultes, ont un casier judiciaire.

Par opposition aux systèmes français, belge et suédois, ceux de la Grande-Bretagne et du Canada, sont moins stigmatisants. En effet, dans ces deux pays, les citoyens ne sont pas tenus d'avoir des papiers d'identité autres que les passeports et cela, uniquement sur demande des intéressés eux-mêmes. Par conséquent, toutes les formalités d'identification se limitent à la production d'un extrait de baptême, ou de naissance. Il est vrai cependant que là aussi tous les mineurs arrêtés en vertu de la loi de protection ou de la délinquance sont recensés dans les fichiers de la police. Sur le plan légal, les renseignements qu'ils contiennent ne peuvent être communiqués que sur demande du juge et le tribunal pour adulte ne doit pas tenir compte, dans une cause ultérieure, des délits commis avant l'âge de 16, 17 Ou 18 ans, selon les législations ; mais, il n'en reste pas moins que là, comme ailleurs, l'action policière tient compte fréquemment des antécédents.

En somme, le degré et l'étendue de la stigmatisation varient, selon les modalités d'identification de l'ensemble de la population, mais ils

existent partout et ils pénalisent tous les mineurs qui ont été pris en charge par la société en vue d'un traitement, même si ce traitement n'était que social et décidé en fonction de la protection de l'enfance contre les brutalités ou la cruauté des adultes.

2. La surveillance et l'aide sociale, ou la post-cure

[Retour à la table des matières](#)

Au niveau de la post-cure, l'aide et la surveillance se confondent. En effet, sur le plan strictement légal, le mineur qui a été traité conformément à la décision prise par le juge des enfants, est totalement libre de ses actes et les codes ne prévoient guère, sauf pour certaines catégories spécifiques, des mesures particulières.

Dans les systèmes plus formalistes, notamment, ou plus enclins à respecter à la lettre les concepts légaux, tels que ceux de la Belgique et de la France, le temps des contrôles et de surveillance formelle est fini, mais également celui de l'aide et d'assistance statutaire.

En pratique, un garçon ou une fille, se retrouvent avec un petit paquet de vêtements à l'extérieur des murs des écoles et des services qui, pour certains, ont été l'unique protection contre la nocivité, la bêtise et la cruauté de leur propre milieu. Pourtant, ils n'ont pas souvent d'autre solution que celle de retourner au foyer familial et de... recommencer. Ils sont plus âgés certes, mais leur personnalité demeure d'autant plus « fragile » que leur formation scolaire et professionnelle est presque toujours chaotique et incomplète. Rarement pourvus d'un diplôme en bonne et due forme, ils sont par contre connus de la police, ce qui signifie souvent qu'on ne les épargnera pas lors des rafles et des recherches faites dans leur quartier. Faut-il s'étonner dès lors qu'ils récidivent ?

Autrefois, il y avait le « refuge » du service militaire qui assurait en même temps une protection contre le milieu familial et une formation additionnelle, mais désormais l'armée moderne n'a plus les mêmes normes de recrutement et on exige des casiers judiciaires vierges. Il ne reste donc que faire appel aux services sociaux, autant pour trouver un emploi qu'un logement.

Selon les études faites en France, il semble que le taux de récidive est sensiblement moins élevé chez ceux qui ont la possibilité d'habiter dans les foyers et les hôtels pour jeunes travailleurs que chez les ex-délinquants juvéniles qui retournent dans leur famille, mais le nombre de places étant limité, une sélection préalable existe, sinon formelle tout du moins effective, ce qui rend forcément les relevés statistiques moins viables.

Par ailleurs, certaines écoles de protection dirigent des foyers où sont logés leurs anciens élèves, mais ces services qui existent au Canada, comme en Grande-Bretagne et en Suède, ne peuvent recevoir qu'un petit pourcentage de cas et sont souvent trop spécialisés pour ne pas stigmatiser ipso facto leurs locataires.

D'une manière plus générale, le système britannique comme le système suédois prévoient, pour certaines catégories, une surveillance régie par des règlements administratifs.

En Grande-Bretagne, tous les jeunes qui quittent une école de protection, un centre spécial, ou un Borstal, doivent être placés sous la surveillance d'un agent de probation. En pratique, cependant, cette surveillance ne semble pas être assurée de façon adéquate, parce que les services sont débordés et elle s'exerce surtout en ce qui a trait aux libérés des Borstals.

Par ailleurs, plusieurs écoles de protection dirigent des hôtels où on reçoit les anciens élèves, mais les statistiques démontrent que la majo-

rité retournent dans leur famille. Ce qui, par contre, paraît être particulièrement bien adapté aux besoins immédiats, c'est l'accès au marché du travail. En effet, les statistiques démontrent que plus de 45% d'anciens élèves des écoles de protection et de Borstal sont placés dans les diverses entreprises un mois après leur libération. Certes., il s'agit généralement de métier de manoeuvre, puisque les candidats ne disposent pas de formation assez spécialisée, mais c'est là un début de réintégration à une existence normale et autonome. Des campagnes sont faites, en outre, auprès des employeurs pour donner une préférence à l'embauche de délinquants juvéniles réhabilités et les autorités du Bien-Être Social local s'efforcent dans certains endroits, de les suivre et de faciliter leur promotion.

Le système suédois de post-cure est similaire, mais plus formaliste et plus structuré. En Suède, la post-cure peut être obligatoire, ou facultative, mais généralement, pour tous les jeunes de moins de 21 ans, elle est obligatoire pendant une période de deux ans ou plus. Étant donné qu'elle comporte, en outre, certaines conditions spécifiques, elle est appliquée de façon beaucoup plus stricte. C'est ainsi que certains libérés peuvent être tenus d'habiter dans un Hôtel de Fin de Sentence et de travailler dans un bureau ou une usine, où ils sont engagés sur intervention du Comité pour la Protection des mineurs. Il s'agit là, cependant, de jeunes qui se sont rendus coupables de délits graves ou dont la conduite a permis de découvrir « certaines faiblesses particulières de caractère, ou certaines habitudes préjudiciables à leur santé ».

Les libérés de prisons peuvent être également obligés d'habiter dans un Foyer pour jeunes. Des foyers de cette catégorie existent dans les grandes villes, autant pour les filles que pour les garçons, et relèvent ou collaborent étroitement avec les institutions carcérales. On peut prétendre, cependant, qu'on prolonge ainsi la période prévue par la peine et qu'on stigmatise encore davantage, dans certains cas, les mineurs qui habitent ces foyers et qu'il est préférable, suivant le système français, de les loger dans les maisons de jeunes travailleurs.

Par ailleurs, trois édifices domiciliaires, situés à Stockholm, sont subventionnés par l'État sur la base de contrats spéciaux avec les propriétaires et reçoivent les libérés des écoles de protection. Elles ne peuvent loger, cependant, que 54 locataires qui y vivent pendant des périodes suffisamment courtes pour qu'on puisse y recevoir annuellement 327 personnes.

D'une manière générale, pour tous les jeunes qui sont en post-cure, on observe deux règles de conduite ; ils doivent avoir un travail rémunéré et pouvoir faire appel à un adulte, agent de probation ou bénévole nommé par leur tuteur, dès qu'ils sont en difficulté.

En ce qui concerne l'emploi, des arrangements qui existent avec les syndicats et avec les employeurs facilitent le placement des élèves des écoles de protection et des adolescents libérés des prisons. Pour tous ceux pour lesquels ces arrangements ne peuvent pas temporairement être faits, on dispose, en outre, d'un certain nombre de places dans le secteur de la construction routière et dans celui des travaux forestiers. Les problèmes de pénétration sur le marché du travail n'apparaissent pas quand les jeunes quittent l'institution, mais quand par la suite ils perdent leur emploi. La première obligation de la personne préposée à la surveillance consiste donc à s'assurer que le garçon, ou la fille, travaille effectivement, et communiquer au besoin avec l'employeur pour se renseigner sur les raisons pour lesquelles ils ont été congédiés. Étant donné que les services de surveillance sont chroniquement débordés, il s'agit là cependant d'une aide qui devient parfaitement illusoire avec le temps.

Afin de compléter la surveillance des jeunes en post-cure, comme dans le but de leur assurer des loisirs et de leur faciliter l'accès à d'autres groupes du même âge, on a organisé à Stockholm des Centres de Jeunes. Ces clubs sont dirigés par des travailleurs sociaux, ou des bénévoles, spécialement nommés à cet effet par les autorités locales. Le directeur du centre a pour mission, entre autres, d'attirer au club tous les jeunes en post-cure, ainsi que ceux qui « traînent » dans les rues,

passent leurs soirées dans certains cafés, ou dans les couloirs du métro, ou encore, dans les environs des gares.

Le rôle du directeur consiste à gagner la confiance des jeunes et à dépister les cas particuliers ou difficiles. Les garçons et les filles en post-cure doivent être aidés en premier lieu et le directeur doit s'efforcer de les connaître suffisamment pour pouvoir découvrir à temps, les problèmes auxquels ils ne parviennent pas à faire face et qui ne sont pas connus des personnes préposées à leur surveillance. Il convient de constater toutefois que la tâche de ces clubs devient écrasante en raison de l'augmentation du commerce de la drogue parmi les jeunes qui prend des proportions de plus en plus graves à Stockholm.

D'une façon globale, la post-cure comprend des modes informels et formels d'aide et de surveillance et ces derniers sont plus développés en Grande-Bretagne et en Suède que dans les trois autres contextes nationaux analysés dans cette étude.

À cet égard, l'approche strictement sociale, telle qu'élaborée au Canada, demeure intéressante. En effet, plusieurs écoles de protection, dont Mont Saint-Antoine entre autres, au Québec, s'efforcent d'organiser des logements destinés à recevoir de petits groupes de leurs anciens élèves. Situés dans des maisons d'habitation anonymes, ces appartements ne sont guère différenciés et leurs locataires ne peuvent être considérés, dès lors, comme une catégorie à part. L'école se préoccupe de leur obtenir une aide sociale temporaire. Au-delà du problème de logement, se pose, cependant là comme ailleurs, celui de la pénétration sur le marché du travail et de la réadaptation à une existence normale.

Selon les recherches effectuées au Canada, comme en France, il semble que la réadaptation est beaucoup plus satisfaisante chez les jeunes qui se marient et fondent une famille que chez ceux qui, pendant la période d'un an, ou plus, qui suit immédiatement leur libération, restent célibataires. On essaye de voir là l'effet de l'acceptation

de certaines responsabilités et de l'effort indispensable pour faire face aux charges financières qu'elles impliquent. Il n'en reste pas moins que la pénétration sur le marché du travail pose à tous les jeunes de cette catégorie des défis qu'ils ne sont pas toujours en mesure de relever parce que leur formation est insuffisante ou inadéquate.

En d'autres termes, la réintégration sociale demeure, à notre époque, largement tributaire des lacunes des institutions de traitement qui ne sont encore ni organisées, ni équipées de façon à pouvoir dispenser à leurs élèves un enseignement susceptible de les préparer à affronter la concurrence avec les autres groupes de jeunes ayant le même âge.

Particulièrement dramatique en période de récession et de chômage, le problème des débouchés demeure entier en tout temps et c'est là, nous semble-t-il, un des principaux facteurs de la récidive. En effet, la fragilité de la personnalité qu'on constate, à des degrés divers, chez tous les mineurs traités dans le cadre institutionnel exige des modes d'encadrement spécifiques qu'aucune société n'est parvenue jusqu'à présent à assurer.

Il est loisible de conclure dès lors que l'unique mesure de réussite de l'action sociale et judiciaire à l'égard des mineurs demeure celle relative à leur faculté de réadaptation à l'âge adulte et que les statistiques de la criminalité des jeunes adultes constituent en quelque sorte la preuve que les systèmes actuels de dépistage, de prévention et de traitement doivent être repensés en fonction des besoins réels de l'enfance malheureuse, ou déviante, et non pas des dangers de victimisation éventuelle qu'elle peut présenter. A ce propos, il convient de rappeler, en somme, que tout traitement d'un mineur doit être conçu dans l'optique de sa dangerosité future et de la nécessité absolue de l'éliminer, au lieu d'être axé sur la nécessité immédiate de l'isoler ou de le prendre en charge comme c'est encore le cas actuellement.

La délinquance juvénile est, en effet, un phénomène totalement distinct de la criminalité adulte et il ne peut s'agir à ce niveau d'un dé-

linquant en puissance, mais surtout et avant tout, d'un jeune dont le traitement constitue un investissement social de première importance. Par opposition au concept de réhabilitation des adultes, apparaît celui de la formation du mineur qui est un pari que toute société soit relever, même s'il exige des sacrifices et la remise en cause de toute la conception légale de la délinquance et de la criminalité, par opposition à la conception sociale de la déviance, soit de troubles de personnalité d'un être jeune, liés à sa croissance et à son besoin désespéré d'une aide et d'une assistance pleinement valables que sa propre famille ne parvient pas à lui assurer.

“La tradition, les institutions et les hommes

PERSPECTIVES D’AVENIR

[Retour à la table des matières](#)

Qu'est-ce que la délinquance juvénile ?

Quelle est la responsabilité de la société à l'égard des mineurs et dans quelle mesure elle accepte de l'assumer ?

Voici les deux questions que nous avons essayé de traiter dans les pages qui précèdent, sans pour autant vouloir donner des réponses exhaustives. En effet, Il n'est pas possible de trancher le débat sans introduire un élément d'arbitraire, mais l'analyse historique de l'évolution de la pensée sociale et l'analyse criminologique comparative, relative à ses implications concrètes, permettent de dégager certaines conclusions.

À l'origine, soit tout au cours du début du XXe siècle, la délinquance juvénile a été considérée comme l'apanage des classes désavantagées et une littérature abondante soutient et tente de justifier cette thèse. Toutefois, si on prend en ligne de compte le chiffre noir de la criminalité, si on assimile à la délinquance, telle que définie par les codes, le comportement de certains mineurs issus de familles privilé-

giées qui n'ont jamais été jugés, ni recensés, on ne peut éviter une remise en question.

Les déséquilibres de personnalité se produisent chez les mineurs de tous les milieux sociaux, mais dans certains ils sont traités à l'intérieur du cadre fermé et protecteur de la cellule familiale, tandis que dans d'autres, cette même cellule n'est qu'un agent de détérioration. Par le passé, soit jusqu'à la fin de l'époque du capitalisme classique, les mineurs de classes privilégiées auxquels la famille ne parvenait pas à assurer une formation viable échappaient quand même à l'action formelle de la justice. Traités dans des internats privés, ils finissaient par se réinsérer dans la société d'autant, plus facilement qu'ils pouvaient compter sur des débouchés inaccessibles aux autres. L'écran protecteur de la fortune familiale était là pour assurer leur honnêteté, ou encore, leur impunité.

À cet égard, l'éclatement des structures du capitalisme classique, qui s'est produit notamment sous la pression des idées de Lord Maynard Keynes et du plan Beveridge, constitue en quelque sorte le point tournant. La philosophie sociale impliquant la prise en charge par l'État des services d'aide destinés aux économiquement faibles, comme à l'ensemble de la population, a exigé une très rapide progression des taux d'impôts. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, les écarts entre les classes privilégiées et les classes moyennes ont commencé à s'amenuiser, plus ou moins rapidement selon les divers contextes nationaux. L'apparition des classes qu'on peut définir comme professionnelles, en tant que milieux avantagés sur le plan des revenus, mais non pas forcément de fortune ou d'héritage, a eu en outre un impact certain sur l'évolution de la pensée et de l'attitude sociale à l'égard de la délinquance et de l'enfance malheureuse.

Après avoir été confinée dans les taudis et dans les sinistres ateliers d'usines, la maladie sociale de l'enfance est remontée au grand jour dans les maisons cossues des défenseurs de l'ordre. Plus encore, comme le démontre Denis Gagné, la jeunesse actuelle utilise les com-

portements considérés comme délinquants, comme une arme contre l'autorité d'une société qui ne trouve plus d'idéal à lui proposer, en dehors de celui de la soumission aux objectifs du matérialisme et d'un univers peuplé de machines et prêt à créer les robots de demain.

Dès lors, la déviance peut être aussi bien la résultante des troubles de personnalité, aggravées par l'influence du milieu riche ou pauvre, d'une crise de croissance, ou encore, d'une recherche éperdue de valeurs autres que celles qui ont engendré des dictatures et des guerres coloniales.

Une telle variété de caractéristiques premières d'individus jeunes ayant des comportements délinquants représente une menace, non seulement comme par le passé à l'égard des biens et des individus, mais aussi en ce qui a trait à la remise en cause de l'ensemble de la société en tant que telle. Face à l'impasse créée par ce phénomène, l'État est forcé, en quelque sorte, de réagir. Il est impossible, en effet, de continuer à considérer que la cellule familiale, déficiente en raison de plusieurs facteurs sociaux reliés à la transformation très rapide des modes d'existence urbaine et rurale, puisse assumer, comme par le passé, toutes ses responsabilités à l'égard de l'enfance. D'ailleurs, plusieurs de ces responsabilités lui sont déjà enlevées par le système de l'éducation publique et gratuite, comme par les divers services médicaux et sociaux et les contrôles administratifs.

Jusqu'à présent, les sociétés continuent cependant à refuser d'admettre clairement que l'aide et la formation première de l'enfance doivent être assumées par l'État dans tous les cas où la situation réelle des familles l'exige. Plus encore, traumatisés par l'échec des méthodes de formation collective, telles qu'imposées lors de l'avènement du communisme en U.R.S.S., ou encore, en Allemagne, à la suite de la crise économique et de la prise du pouvoir par Adolphe Hitler, les défenseurs du régime libéral rejettent a priori la généralisation des interventions de la collectivité au niveau de la famille.

Pourtant, comme on avait essayé de le démontrer dans la troisième partie de ce livre, cette intervention existe. Incomplète, chaotique, elle ne parvient pas, dans le secteur de l'enfance malheureuse ou déviante, à élaborer des schémas globaux et se contente de traiter des cas individuels. Après avoir admis les contrôles médicaux obligatoires, la société libérale se réfugie derrière l'écran des concepts légaux périmés et inapplicables, pour éviter de faire face !

Les effets de cette attitude sont multiples. Les plus graves consistent à tolérer la cruauté et la négligence des adultes, et la détérioration de la personnalité de leurs dépendants qui en résulte. Pour ne pas prévenir, l'État se contente d'intervenir à un moment où souvent il est déjà trop tard pour traiter, mais suffisamment tôt pour punir. Parallèlement, on continue à produire des tonnes d'ouvrages pour démontrer le faible effet dissuasif des peines et l'urgence d'élaborer des méthodes nouvelles.

Il n'est pas de notre propos de chercher des modèles utopiques. Il est évident que les peines seront appliquées à l'avenir, comme dans le passé et dans le présent, ne serait-ce que pour protéger la société contre les dangers de victimisation. Le facteur de danger de victimisation n'est guère le même cependant quand il s'agit d'adultes et de mineurs, puisque l'élément de chronicité ou de détérioration définitive ne se pose jamais dans les mêmes termes.

Au niveau de l'homme de 25 ans ayant un passé criminel, il faut d'abord détruire un passé pour construire un avenir ; au niveau de l'adolescent de 15, 16 ou 18 ans, il ne s'agit que de traitement. Ce que les sociétés actuelles refusent d'admettre, c'est que l'urgence de ce traitement est trop grave pour qu'on accepte de le retarder en fonction des schémas légaux et sociaux déficients.

En effet, contrairement au concept de la délinquance tel qu'il existe dans les contextes des dictatures,- de gauche ou de droite, où on l'assimile au crime commis 'contre le bien et la sécurité du peuple, les

démocraties libérales reconnaissent le bien-fondé de la pensée de la défense sociale, sans avoir pour autant le courage d'aller jusqu'à la réalisation concrète de ses objectifs. Pourtant, aussi longtemps que cette étape ne sera pas franchie, en ce qui a trait à la déviance des mineurs, le traitement des criminels adultes ne saurait changer de façon vraiment sensible.

Et pour cause !

On conçoit mal une société acceptant d'assumer les risques de victimisation que peut présenter un libéré conditionnel et refusant en même temps d'investir des sommes nécessaires pour organiser l'ensemble du système de dépistage et de prévention de la déviance des mineurs. En termes d'économie de moyens, comme sur le plan de reconnaissance des principes moraux, une telle attitude ne saurait guère être justifiable !

Il est à prévoir, par conséquent, que l'évolution déjà amorcée ira en s'accroissant et que l'application des idées de la défense sociale dans le secteur de la délinquance juvénile s'accompagnera des modes nouveaux et beaucoup plus diversifiés de prises en charge préventive.

Au-delà des tribunaux pour enfants, on va élaborer des structures socio-médicales ayant pour objectif de venir en aide aux familles déficientes, riches ou pauvres, et d'arracher l'enfance malheureuse à ce déterminisme qui est encore son lot.

Par ailleurs, en ce qui a trait aux adolescents, certains comportements considérés encore comme des manifestations de déviance seront évalués de façon différente et plus conforme à leurs motivations réelles. Parce que les sociétés seront forcées de reconnaître l'échec de certains systèmes de formation et d'éducation, qui pendant longtemps ont été considérés comme immuables et inattaquables, toute la conception de la délinquance sera révisée dans une optique nouvelle. Optique éducative, par opposition à celle qui fut, et qui demeure en-

core, punitive, puisque tout traitement institutionnel entrepris trop tard, insatisfaisant et inefficace, n'est en fait qu'une punition.

La maladie sociale, qui se nomme la délinquance juvénile et qui affecte les mineurs, soit les forces vives de la société, ne sera pas considérée alors comme la résultante de la faute individuelle, mais comme une remise en question globale des institutions et des services destinés à la dépister et à la traiter.

S'agit-il d'une époque très lointaine ? Nous ne le croyons pas. Bien au contraire, l'évolution se précise et son rythme s'accélère à un point tel qu'on peut fort bien considérer que la société de la fin de notre siècle reconnaîtra des réalités dont celle d'aujourd'hui refuse encore d'admettre l'existence.

Fin